

ÉTUDE sur L'INVISIBILITÉ SOCIALE
des femmes et des filles
dans l'espace public des quartiers
QPV de Saône-et-Loire

Michel VALLE

SOMMAIRE

INTRODUCTION GENERALE	1
I – L’invisibilité sociale : clarification d’une notion multiforme.....	4
II – Retour sur la méthode	11
III – Synthèse des <i>FOCUS GROUPS</i> composés des différents acteurs du champ social, médico-social, de l’éducation, de l’animation, de la santé... professionnels et bénévoles.	16
1. Quelques constats généraux	16
2. L’invisibilité des femmes et des jeunes filles : une vision contrastée.....	24
2-1 L’invisibilité des femmes : un épiphénomène !	24
3. L’invisibilité des jeunes filles : un fait patent	27
3-1 Comment passent-elles de l’invisibilité à la visibilité ?	28
IV Analyse des <i>Focus Groups</i> composés de femmes issues des QPV	33
1. Paroles de femmes.....	33
1-1 A la recherche d’un passé perdu	34
1-2 L’image contrastée des quartiers.....	36
1-3 De l’identification fonctionnelle à l’identification sociale : une double nécessité	36
• L’identification fonctionnelle.....	37
• L’identification sociale : de la nostalgie à l’espérance	40
1-4 De l’adhésion à la (dés)identification	44
1-5 La question des incivilités : entre critique et relativisme	45
1-6 A la recherche d’une affectivité soutenante et structurante	56
1-7 Des sociabilités insularisées.....	61
1-8 L’espace privé n’est pas qu’un espace de repli	63
2. L’espace public : l’espace des hommes	64
3. Un patriarcat revivifié.....	68
V - Analyse des <i>Focus Groups</i> filles issues des QPV.....	73
1. Paroles de filles	73
1-1 Le quartier : un territoire qui vous habite pour toujours	74
1-2 Le quartier : un espace de protection	76
1-3 Le quartier n’est plus le quartier	78
1-4 Le quartier : un tropisme puissant.	82
1-4 De la difficulté d’être une fille	83
1-5 Une liberté confisquée	89

1-7	L'invisibilité assumée	91
V.	CONCLUSION ET PRECONISATIONS.....	101
	BIBLIOGRAPHIE.....	112
	Guide d'entretien des <i>Focus Groups</i> de professionnels sur l'invisibilité des femmes dans l'espace public.....	116
	Guide d'entretien des <i>Focus Groups</i> sur l'invisibilité des femmes et des filles dans l'espace public	116

INTRODUCTION GENERALE

Les problématiques des quartiers d'habitat social de Saône-et-Loire ne sont pas parvenues, à l'image des autres quartiers sur le territoire national, à sortir des difficultés dans lesquelles ces quartiers sont plongés. Force est de constater que, malgré l'implication de l'Etat et des collectivités locales depuis plus de quarante ans, ces quartiers sont plus, que dans d'autres quartiers de la ville, l'épicentre de difficultés qui s'accumulent et qui constituent des handicaps majeurs et structurels comme le chômage, la précarité et la vulnérabilité. Faut-il s'en étonner ? Non ! Les Quartiers Prioritaires des Politiques de la Ville (QPV) sont l'envers de la ville ou « l'anti-ville » pour reprendre l'expression de Thierry Oblet¹. Ces quartiers accueillent désormais plus qu'ailleurs dans la ville, des minorités et des personnes en situation de pauvreté qui subissent un processus de relégation pouvant s'expliquer notamment par l'éclatement de la ville². Ils n'en reflètent pas moins une image (bi)dimensionnelle liée à une asymétrie de la position sociale des habitants qui font du quartier, soit pour certains un espace qu'on n'imagine pas quitter, soit pour d'autres un espace de relégation que l'on n'a pas choisi et que l'on quittera lorsque la situation le permettra³. Ces quartiers paupérisés, parfois fermés sur eux-mêmes symbolisent pour le monde extérieur une cacatopie, c'est-à-dire un lieu de tous les désordres qu'ils soient réels ou fantasmés, qu'il faut éviter à tout prix, et à partir duquel se construisent et se renforcent des représentations négatives. La

¹ OBLET T., *Gouverner la ville. Les voies urbaines de la démocratie moderne*, 2005.

² DONZELOT J., *La ville à trois vitesses*, Editions de la Villette, 2000. Dans cet ouvrage l'auteur identifie trois processus de décomposition sociale des habitants que l'on retrouve dans trois zones : les plus pauvres dans les quartiers sociaux, les classes moyennes dans les communes environnantes qui s'urbanisent (péri-urbaine), la population la plus cultivée quant à elle s'installe dans les centres villes (processus de gentrification) pour bénéficier des avantages de la centralité.

³ DELARUE JM., *Banlieues en difficultés : la relégation*, Syros/Alternative, 1991.

réalité mérite toutefois d'être un peu plus nuancée. Sans minorer les problèmes que les quartiers concentrent, ils ne sont pas abandonnés pour autant et les risques d'une balkanisation des quartiers n'est pas d'actualité tant que l'intégration restera, malgré les difficultés, considérée comme un principe fondamental. En effet, ces quartiers font toujours l'objet d'attentions multiples qui permettent, par la mise en place des politiques publiques urbaines et sociales, de tenir debout et qui font dire que dans les quartiers : « l'exclu n'existe pas. Il n'est qu'une personne sans travail régulièrement rémunéré et socialement dominé, doté aux yeux de tous, d'un statut inférieur (...) ».⁴ Cependant, face aux handicaps cumulés des quartiers que l'on ne peut nier, la tâche qui mène au redressement annoncé est immense. En effet, des problèmes persistent durablement, qu'ils soient liés, en dépit des opérations de requalifications urbaines et de (dé)densifications menées avec succès, au vieillissement du cadre bâti dont souffrent toujours certains quartiers parfois victimes d'un délaissement des gestionnaires du parc locatif qui donnent à la population le sentiment d'être abandonnée, mais aussi en raison d'autres problèmes qui se cumulent et qui préoccupent les pouvoirs locaux. En effet, ces problèmes touchent à la détérioration accentuée des rapports sociaux dans l'espace public qui se traduit par une déliquescence plus ou moins forte du lien social, par des problèmes d'insécurité liés au trafic de drogue qui n'épargne pas les quartiers, et auxquels se surajoutent des questions d'ordre social au sein d'entités spatiales non-homogènes.

C'est dans ce contexte particulier que nous avons mené une recherche pour la Préfecture de Saône-et-Loire sur un des problèmes beaucoup plus sourds, mais néanmoins préoccupant que ces quartiers semblent connaître, et qui touchent principalement à « l'invisibilité sociale des femmes et des filles dans l'espace public des quartiers ». De cette question, les acteurs des différents territoires concernés témoignent de l'aggravation d'un phénomène social de plus en plus patent sur lequel il devient nécessaire de s'interroger pour mieux en comprendre les

⁴ BACHMAN C., LE GUENNEC N., *Violences urbaines. Ascension et chute des classes moyennes à travers cinquante ans de politiques de la ville*, Editions Albin Michel, 1996.

mécanismes et les significations, afin d'amorcer une réflexion pour tenter de freiner, *in fine*, l'aggravation d'un processus discriminant en marche.

Nous tenterons tout d'abord dans cette première phase de l'étude, d'éclairer ce que la notion d'invisibilité sociale recouvre d'un point de vue général et quelles significations elle porte lorsqu'elle touche les femmes dans les quartiers en QPV.

Pour prolonger nos analyses, nous nous polariserons sur les discours des acteurs des territoires pour entendre ce qu'ils nous disent de la vie sociale sur ces quartiers, comme sur l'existence d'un rapport au territoire entre les sexes ; puis nous nous centrerons sur les discours des femmes et des filles sur leurs lieux de vie afin de mieux analyser le sens singulier ou pluriel de leur effacement supposé ou réel dans l'espace public.

Nous essaierons enfin de voir subséquentement si des formes d'invisibilité relèvent d'une tactique consciente des femmes pour se préserver de l'agressivité virile des hommes que la crise économique prive de leur statut social acquis par le travail salarié, mais qui n'entendent pas pour autant renoncer à leur place. Nous devons par ailleurs vérifier si cet effacement des filles dans l'espace public n'est pas en même temps lié aux comportements de jeunes garçons en mal d'identité qui tentent de s'auto-construire une autorité sur leur quartier ou si, *a contrario*, l'effacement des filles correspond à un comportement naturel attendu relevant d'une éducation fondée sur les principes de différenciation des rôles sociaux intériorisés qui structuraient les relations H/F et qui ne sera donc pas remis en cause, en faisant fi cependant des règles de vie sociale où l'espace public devrait être appropriable par tous. Nous essaierons, *in fine*, de dégager quelques pistes d'action nécessaires pour tenter de corriger les effets délétères de cette situation, afin de ne pas renforcer le sentiment que ces quartiers sont désormais des territoires que la République peut perdre.

I – L’invisibilité sociale : clarification d’une notion multiforme

Parler de « l’invisibilité sociale » dans l’espace public nous renvoie, au-delà de la question des femmes sur laquelle porte cette étude, à des questions épistémologiques. Nécessairement épineuses, parce que la réflexion autour de cette notion peut nous conduire à tomber rapidement dans les travers d’une analyse qui ferait abstraction de la polymorphie d’une notion instable, qui n’est pas réductible à la seule problématique d’une population. Ainsi, et d’un point de vue général, la caractérisation de l’invisibilité sociale demande que l’on prenne en compte l’existence de toute une gradation de situations pouvant se décliner sous des formes subjectives différentes, pour comprendre ce qui se joue dans ce passage du visible à l’invisibilité sociale, et qui peut aller de l’entrée dans une carrière négative d’une épreuve de disqualification sociale⁵ à des expériences d’effacement volontaire ou non pour échapper à un environnement spécifique que l’on juge nuisible. Il en découle des expériences sur lesquelles nous reviendrons, puisque certaines d’entre elles sont au cœur de cette recherche.

On peut d’ores et déjà, et malgré l’opacité de cette notion du fait de sa plasticité, affirmer que l’invisibilité sociale relève avant tout d’une construction sociale qui s’apparente à un processus à partir duquel le visible se dérobe à la perception sans que l’on en comprenne toujours clairement les raisons si l’on regarde les choses dans une position surplombante. Prenons l’exemple de la grande exclusion dont le désaffilié⁶ symbolise une des figures de l’invisibilité aujourd’hui. Personne ne lui prête attention en dépit du fait qu’il est de plus en plus visible dans l’espace public. Certains d’entre eux peuvent échapper ou parfois souhaitent échapper à l’emprise des institutions et à leur « programme

⁵ PAUGAM S., *La disqualification sociale, essai sur la nouvelle pauvreté*, Editions PUF, 2009.

⁶ CASTEL R., *Les métamorphoses de la question de la question sociale, une chronique du salariat*, Editions Fayard, 1995.

institutionnel »⁷ décrit par François Dubet, parce qu'ils rejettent ceux dont l'objectif vise à les (ré)autonomiser, à les réadapter, à les réinsérer. Cette capacité à renoncer à être assisté peut tenir à leur volonté assumée de s'invisibiliser en refusant la description statistique qui les caractérise comme des personnes précaires, à partir d'indicateurs négatifs qui les enveloppent d'un voile d'ignorance, en les étiquetant et en les désignant comme des sans travail, des inactifs, des improductifs, des handicapés valides etc.⁸

Il convient pourtant de les différencier d'autres invisibles involontaires malgré eux que sont ces hommes ou ces femmes âgés en milieu rural qui échappent à l'observateur. Leur invisibilité sociale peut se traduire par leur renoncement aux droits, aux soins du fait d'un isolement renforcé par un accès difficile aux outils technologiques informatiques (NTIC) ⁹ qui s'accroît en raison de la désertification des territoires et du non-remplacement des médecins qui constatent une accélération des processus de morbidité.

Ce qui relie toutefois ces deux formes d'invisibilité, tient au fait que les victimes sont laissées dans l'ombre, qu'elles semblent ne plus compter. Elles symbolisent en partie l'échec d'une société qui, au nom de l'émancipation, consacre l'individualisme et l'égoïsme, au risque d'acter implicitement l'idée d'une dissociété qui a de plus en plus de mal à construire du commun au profit « d'un processus de dissociation en cascade à tous les étages de la société »¹⁰. Ce rappel synthétique et non exhaustif d'expériences d'invisibilité sociale nous montre toute l'importance de ne pas ignorer que les problèmes d'invisibilité sociale ne peuvent pas se comprendre dans des schèmes de causalité linéaire qui relèveraient d'une cause unique, au risque d'une simplification du réel. En effet, la réalité reste le plus souvent

⁷ DUBET F., *Le déclin des institutions*, Editions du Seuil, 2002.

⁸ **Rapport FORS sur l'invisibilité sociale et expérience des travailleurs sociaux**, Juliette Baronnet, Philippe Lyet, Virginie Poujol, Michel Valle, 6 avril 2016.

⁹ cf. **Etude santé et précarité dans le cadre de l'accès aux soins**, ARS, 2019, Michel Valle, Aude Perreau, Vincent Chauvot.

¹⁰ **GENEREUX J.**, *La dissociété*, Editions du Seuil, 2006.

beaucoup plus complexe à appréhender, parce qu'on a à faire à des causalités circulaires qui se combinent au gré des événements.

Poursuivons en identifiant de nouvelles configurations, de nouvelles formes d'invisibilités sociales pour y retrouver les victimes inaudibles de la crise économique qui va massivement et aveuglément toucher des individus. Ces sans travail font la douloureuse expérience de la perte du travail qui constitue depuis plus d'un siècle le mantra social de l'intégration. Ce sont ces hommes et ces femmes qui peuplent, si l'on en juge les statistiques, les territoires urbano-ruraux qui se retrouvent nus, délestés de toute reconnaissance sociale.

Comment l'expliquer ? Tout d'abord, nous éprouvons les limites de notre modèle économique qui a consacré le travail salarié comme le modèle exclusif de l'intégration, en permettant à la plus grande partie d'entre nous d'accéder à des ressources sociales, matérielles et symboliques. Et c'est face à cette absence de travail que nous pouvons être entraînés dans un processus de « désinsertion sociale¹¹ ». Ce processus qui touche de plein fouet les hommes et les femmes peut les dénouer définitivement de ce lien au travail qui subsume toute la vie sociale. En effet, travailler ne sert pas seulement à gagner sa vie, il favorise l'intégration au monde social et le tissage de relations avec autrui. Dès lors, on peut rapidement perdre pied quand le travail se dérobe. Tout peut alors vaciller, vous enfermer et vous éloigner en vous invisibilisant économiquement et socialement, en vous évinçant du jeu social.

Une vie sans travail peut donc créer du néant, du « vide social¹² », car tout devient ou peut devenir problématique dans la vie des personnes, risquant ainsi de renforcer leur mise en retrait volontaire. Ce fait social n'a pourtant rien de nouveau.

¹¹ DE GAULEJAC V., TABOATI LEONNETTI I., (dir.) *La lutte des places*, Editions EPI, coll. « Reconnaissances ». Paris, 1994.

¹² BAREL Y., *La société du vide*, Éditions du Seuil, Paris, 1984, p. 23.

L'auteur explique le vide social par l'absence ou l'usure des « cadres naturels » de la vie sociale, la disparition de perspectives, l'absurdité d'un travail à la fois rare et dépourvu de sens, l'impossibilité de poursuivre une providence étatique pourtant indispensable.

pourtant disponible des « chômeurs » apparaît comme un temps mort qu'il est difficile d'investir ailleurs, comme le constatent les auteurs, en décrivant le délaissement de lieux jadis fréquentés par tous comme le parc de la ville qui n'est plus fréquenté,²⁰ parce que « les travailleurs ont perdu toute possibilité matérielle et psychologique d'utiliser ce temps. N'ayant plus à se hâter, ils n'entreprennent plus rien non plus et glissent doucement d'une vie réglée à une existence vide et sans contraintes...²¹ ».

Cette misère ordinaire que génère l'absence de travail produit aujourd'hui les mêmes souffrances, elle réinterroge avec les mêmes mots, les conditions de survie dans lesquelles les familles les plus démunies sont plongées en dépit de l'assistance qui leur est proposée. Elle affecte pareillement l'estime de soi, elle accroît ce même sentiment d'inutilité sociale et contribue de ce fait à l'invisibilité sociale et au repli sur soi dans une France désindustrialisée dont les habitants des quartiers sociaux sont pour partie les victimes expiatoires d'une crise sans fin que les statistiques présentées dans un document complémentaire à cette étude viennent éclairer.

Enfin, dans une étude plus récente, Dominique Schnapper vient elle aussi dramatiser ces vies de chômeurs que les quartiers identifiés concentrent. Dans notre société dit-elle, où nous attendons que « l'individu en bonne santé exerce une activité professionnelle », la perte du travail représente la perte de « la sécurité matérielle », comme de « l'identité sociale²² » contribuant là encore à leur effacement (c'est-à-dire à l'invisibilité), puisqu'elle va altérer, lorsqu'elle dure longtemps, les relations sociales. Comme nous le révélait les travaux de Paul Lazarsfeld, le sentiment du vide de l'existence qui entoure la vie des chômeurs de longue durée est particulièrement fort et atteint dans leur dignité tous les chômeurs quels que soient leur âge, leur niveau social, leur sexe ou leur couleur de peau : « tous ressentent l'ennui provoqué par le vide social d'une existence

²⁰ LAZARFELD P., JAHODA M., ZEISEL H., Ibid., p. 69.

²¹ LAZARFELD P., JAHODA M., ZEISEL H., Ibid., p.104.

²² SCHNAPPER D., L'Épreuve du chômage, Éditions Gallimard, (1981), 1994, p. 66.

quotidienne privée de la signification que lui donnait le travail²³ », et c'est là encore l'ennui qui scande les journées des chômeurs sans contenu et sans relief que nous retrouvons dans l'espace public des quartiers ou dans les bars qui parfois les bordent, parce que les activités domestiques notamment chez les hommes, ne parviennent pas à compenser leur temps disponible à d'autres fins. C'est le lot commun partagé par ceux qui vivent l'expérience « du chômage total ».

Il nous est difficile de ne pas faire d'analogie avec les conséquences du chômage qui, quelles que soient les périodes de l'histoire, produisent les mêmes effets destructeurs, partout et en tout lieu, et dont la mise en retrait est une constante. Il est par ailleurs difficile de ne pas faire un lien, certes non exclusif, avec les territoires en QPV qui nous concernent et qui sont eux aussi gangrenés par le chômage, faisant largement écho à ce que nous venons de décrire, renforçant ainsi le sentiment d'une anomalie sociale les concernant.

Les conséquences, notamment pour les hommes habitant les quartiers, désormais sans emploi tient au fait que la crise a pu les transformer en normaux sociaux devenus inutiles par la crise. Cette hypothèse mériterait d'être regardée de plus près car ces derniers restent globalement visibles dans l'espace public du quartier, tout en restant invisibles, la plupart du temps, dans les structures du quartier. Par leur visibilité, ils tentent de reconstruire du « nous » pour éviter la perte sociale de soi. L'invisibilité sociale peut donc en l'espèce s'apparenter, pour toute une partie des habitants des quartiers, à l'intégration d'une forme de relégation sociale territorialisée dont la mise à l'écart, subie le plus souvent ou parfois volontairement assumée, se traduit par un processus dont les conséquences sont susceptibles d'accroître des logiques de distinction, au risque de créer un séparatisme à une plus grande échelle entre « nous » (les habitants du quartier) et « eux » (les autres habitants de la ville).

Mais ce sont d'autres conséquences dues, en partie, à cette crise socio-économique structurelle qu'il convient de signaler, parce qu'elles nous renvoient au

²³ SCHNAPPER D., *Ibid.*, p. 133.

renforcement de l'invisibilité des femmes au sein de ces territoires souvent en risque d'anomie²⁴ et traversés par des incertitudes qui favorisent leur isolement, leur repli sur soi qui figent des destins sociaux de femmes susceptibles de basculer dans l'auto-rejet, dans la mise à l'écart ou l'ignorance en s'effaçant de l'espace public qui n'est plus vraiment investi par l'ensemble de la communauté du quartier. Des femmes peuvent parfois être soumises et victimes des présupposés normatifs du genre, ce qui peut renforcer « leur exil intérieur », témoignant ainsi d'une délimitation peu claire entre le normal et l'anormal. Plus l'invisibilité sociale entache une vie, plus la participation à la cité est réduite et plus la participation à la vie de la cité sera hypothétique. L'impératif social est de permettre que, sur cette scène sociale de disqualification qui est possiblement à l'origine de l'invisibilité sociale dont l'origine n'est pas nécessairement identifiée, ces figures féminines, en l'absence de reconnaissance, sont condamnées à une indifférence durable qui finira par être considérée comme normal si ce n'est pas déjà le cas. Il y a sans aucun doute une disjonction forte entre les réalités vécues et les intentions louables des décideurs dont les réponses apportées aussi audacieuses soient-elles, sont mises à mal et se fracturent parce que les logiques culturelles semblent s'affranchir, comme nous le verrons, de tout ce qui paraît contraire à leurs logiques.

²⁴ L'anomie apparaît lorsque les normes, les référentiels, les valeurs et les solidarités de la société ne font plus sens.

II – Retour sur la méthode

Cette recherche sur l'invisibilité sociale des femmes dans l'espace public s'est déroulée sur le territoire de Saône-et-Loire et plus particulièrement, sur l'ensemble des villes de ce département dont les quartiers font l'objet, au regard des difficultés socio urbaines et économiques qu'ils concentrent, d'un traitement spécifique puisqu'ils bénéficient d'un classement en QPV, élaboré dans le cadre de la politique de la ville.

Cette recherche a commencé en janvier 2020 et s'est s'achevée en 2021. Le protocole de recherche sur une question considérée comme « politiquement » sensible par le commanditaire a été (co)construite avec les chercheurs en plusieurs étapes. Il a nécessité une organisation préalable rigoureuse qui passera par un processus de validation et d'explicitation sur la démarche retenue auprès du commanditaire et du groupe de pilotage. Puis des réunions sur site avec des acteurs de la politique de la ville seront organisées pour communiquer sur la nature de l'étude, la méthodologie retenue, afin qu'ils puissent se saisir de la démarche et favoriser la constitution des *Focus Groups* de professionnels en mobilisant les partenaires.

La composition des *Focus Groups* de professionnels sera laissée à l'initiative du terrain, même si nous avons pu mettre l'accent sur des professionnels qui nous semblaient importants pour répondre à la problématique posée. Ce sont au total sept quartiers, à l'exception du quartier de la ville de Torcy, qui seront concernés dans cette première phase de l'étude, et ce sont plus de 70 professionnels et bénévoles qui viendront débattre, rendre compte de leur réalité de terrain, des espoirs comme des inquiétudes face à la paupérisation des habitants et au manque de moyens pour aider les habitants à ne pas se résigner. Les professionnels qui sont des observateurs aguerris ont pu échanger librement sur la question de « l'invisibilité sociale des femmes et des filles dans l'espace public » et nous éclairer sur la réalité de ce phénomène social, grâce à la richesse et la densité des échanges avec les acteurs concernés.

Présentation et structuration du *Focus Group*.

Dans un souci de faisabilité et de prise en compte des contraintes de temps, nous avons privilégié la création des *Focus Groups*, après validation du commanditaire.

Le *Focus Group* permet de regrouper des individus à la fois proches et différents que l'on réunit par groupe d'une dizaine de personnes au maximum, en vue d'accéder à leur subjectivité pour nous permettre de voir notamment si les territoires en QPV sont tous atteints par le même mal que peuvent représenter les situations d'invisibilité sociale dans les quartiers, ce qui démontrerait une éventuelle porosité sur cette question, en dépit du recours à des principes de distinction qui ne manqueront pas de se faire jour. Les interviewés devront par ailleurs nous permettre de mieux saisir la vie de quartier, son évolution en tentant d'appréhender avec plus de précision les problèmes que posent ces quartiers à l'image parfois brouillée, sans oublier les points positifs sur lesquels on ne s'épanche pas forcément.

Le fonctionnement du *Focus Group* répond à des règles d'animation précises : l'animateur expose les raisons de cette rencontre et lance une première question. Le principe de la démarche qui s'est vérifié à nouveau est de permettre la libre circulation de la parole dans un rapport dialectique qui facilite la confrontation des points de vue, la controverse, afin de mettre *in fine* en perspective des catégories de pensées qui rendent compte de la réalité du phénomène étudié.

Le rôle de l'animateur est fondamental, c'est un passeur, un facilitateur qui s'appuie sur un guide d'entretien, afin de diriger et de contrôler les échanges pour maîtriser les débats en évitant les digressions, tout en étant suffisamment souple pour ne pas entraver la liberté de parole. Il peut faire des relances, demander des clarifications tout en alimentant de nouvelles questions dans le souci constant d'approfondir la problématique. Il s'appuie sur un guide d'entretien spécifique à chaque *Focus Group*.

Il convient d'insister plus encore sur le fait que les *Focus Groups* s'appuient sur les compétences des professionnels ou bénévoles et répondent aux exigences de l'approche compréhensive. Cette approche permet d'explicitier les cohérences comme les incohérences, les logiques, les déterminations qui ne sont pas forcément conscientes dans l'esprit des acteurs. Elle convient à toute problématique, qui comme celle des valeurs, nécessite de mettre au jour les phénomènes étudiés qui ne sont pas accessibles par l'observation, à la différence des opinions ou des attitudes que la perspective explicative permet (par le biais de l'analyse quantitative) de rapporter à des causalités extérieures par une investigation à grande échelle. Pour le dire autrement, nous défendons sur le plan méthodologique une approche compréhensive qui accorde toute sa place à l'individu, à l'irrationnel et à la subjectivité, c'est-à-dire à l'intentionnalité de l'acteur et c'est bien dans une perspective du sujet²⁵ où « *la découverte de secrets de la vie des autres repose sur l'hypothèse que les hommes sont égaux, égaux en humanité*²⁶ » que nous avons orienté cette étude.

La deuxième phase de la démarche sera centrée sur l'organisation des *Focus Groups* femmes et des *Focus Groups* filles sur l'ensemble des quartiers concernés. La démarche obéira aux mêmes règles : ce sont des acteurs de terrain volontaires, présents lors des *Focus Groups* pro, qui se chargeront, en s'appuyant sur leurs réseaux locaux, de réunir des groupes de femmes et des groupes de filles que l'on peut qualifier d'ordinaires, et qui viendront livrer leurs expériences sur ces multi-sites. Le préalable sera un nombre maximum de dix femmes et de dix filles pour chacun des *Focus Groups*, afin de faciliter la prise de parole. Le critère d'âge retenu en ce qui concerne les femmes (françaises ou étrangères) est assez large. Il se situera entre 25 et 65 ans, sans pour autant imposer une représentation hétérogène des femmes dont la présence relèvera du volontariat. Et ce sont les mêmes critères que seront retenus pour construire, de façon aléatoire, les *Focus Groups* filles âgées entre 12 à 24 ans. Ces différents temps de rencontre se feront en respectant strictement le principe de confidentialité, principe qui leur a été

²⁵ MARTUCCELLI D., *La société singulariste*, Éditions Armand Colin, 2010.

²⁶ HUGHES E. C., *Le regard sociologique*, Éditions de l'EHESS, 1996, p. 328.

rappelé. Nonobstant, ces *Focus Groups* ont pu être complétés par quelques entretiens individuels, lorsque les conditions de réalisation le permettaient. Ce sont soixante-dix femmes et jeunes filles, inégalement représentées sur les territoires, qui participeront aux différents *Focus Groups*.

Nous insisterons à nouveau pour positiver l'organisation des *Focus Groups* pour en démontrer la pertinence, et souligner les vertus souvent désinhibitrices parce qu'ils offrent un cadre qui permet, aux plus introverties du groupe, de pouvoir prendre la parole sans jamais se soucier du discours que l'on pourrait porter à leur rencontre. Les habitantes se sont retrouvées, sans doute pour la première fois, au centre des échanges et elles ont été surprises et contentes que l'on s'intéresse à elles en les rendant visibles et en leur permettant de rassembler, l'espace d'un instant, leur vie dans un récit qui fait sens et qui prend place dans une histoire collective au sein des quartiers.

Ces femmes et ces filles ne se sont pas comportées comme des muets dominés, ou des « idiots culturels » sans liberté de conscience, mais bien comme des témoins majeurs de leur propre situation à qui on offrait un espace de parole pour qu'elles puissent se faire entendre, ce qu'elles ont su faire. L'intérêt majeur de l'approche qualitative proposée était de permettre à ces femmes et à ces jeunes filles interrogées de pouvoir parler de leur vie en portant, par un travail d'introspection, un regard lucide sur leur espace de vie qui échappe le plus souvent au regard surplombant des institutions.

Pour compléter, un troisième type de *Focus Group* était prévu avec les « conseils de quartier » parce qu'ils sont composés d'habitants du quartier. L'objectif poursuivi était le même et participait donc de la même logique : connaître le sentiment de ces personnes qui vivent sur le quartier et qui ont nécessairement une idée sur la façon dont le quartier respire, tout en nous arrêtant sur la façon dont elles regardent et perçoivent l'occupation de l'espace public du quartier en identifiant ceux ou celles qui s'approprient l'espace public. Ils n'ont pas donné suite à nos sollicitations bien que nous ayons pu ici et là approcher quelques représentants venus se mêler aux *Focus Groups* des femmes.

L'ensemble du travail sera renforcé utilement par des stagiaires Assistants de service social du centre de formation de l'Irtess de Dijon qui, sur certains quartiers de Chalon et de Mâcon, vont mener un travail ethnographique en rencontrant des professionnels possiblement différents de ceux que nous avons rencontrés, mais aussi des femmes et des jeunes filles qui n'ont pas fait l'objet d'entretiens dans les *Focus Groups* et qui viendront servir et compléter le cas échéant le travail engagé, en renforçant le travail d'objectivation.

L'organisation des *Focus Groups* de femmes et de filles ne s'est pas faite sans difficulté, malgré l'optimisme affiché lors des rencontres avec les acteurs. Elle s'est complexifiée avec la crise sanitaire et ses différentes phases de confinement nécessaires pour ralentir la circulation du virus, empêchant la réalisation de tous les Focus groups envisagés de se tenir, malgré nos multiples tentatives. De même et pour les mêmes raisons, nous avons dû parfois reconduire des *Focus Groups*, parce que les personnes attendues ne sont pas venues.

III – Synthèse des *FOCUS GROUPS* composés des différents acteurs du champ social, médico-social, de l'éducation, de l'animation, de la santé...professionnels et bénévoles.

1. Quelques constats généraux

L'intention des *Focus Groups* était de donner la parole à des acteurs du champ social et éducatif, de l'animation, de l'éducation, ainsi qu'aux associations de quartier sur l'ensemble des quartiers QPV avec pour objectifs d'avoir une représentation subjective de la vie sociale de quartiers sur lesquels les acteurs interviennent au quotidien, ce qui leur donne une certaine légitimité pour tenter de rendre compte objectivement de ce qui se vit, de ce qui se voit sur le terrain, c'est-à-dire les évidences les plus frappantes, tout comme les expériences les plus dramatiques qui ne sont pas nécessairement visibles, mais qui n'échappent pas au regard des professionnels lorsqu'ils ont accès à leur espace intime. Il s'agit bien de la nature de ces discours pluriels et de leur mise en mots dont nous rendons compte dans cette première phase de l'étude. Ces éléments de discours participeront à une clarification de cette problématique de l'invisibilité des femmes et des filles, sans pour autant avoir la prétention de rendre compte de la complexité que recouvre la diversité sociale dans l'espace public que nous définirons comme un espace où chacun est accessible aux perceptions de l'autre, en nous permettant de voir comment cette invisibilité sociale peut être comprise et sur quoi elle se fonde : s'agit-il d'un sentiment partagé ? D'une simple représentation ? Ou encore d'une réalité sociale qui n'est pas nécessairement partagée par tous les acteurs ?

Le croisement des différentes lectures que les professionnels font de leurs quartiers respectifs ne nous oblige pas à revenir systématiquement sur chacun des quartiers parce que dans l'ensemble, les discours se rejoignent lorsque les professionnels identifient les difficultés qu'ils concentrent, même si la vie sociale n'est pas nécessairement la même partout de Mâcon à Autun, ou de Chalon au Creusot en raison du poids de leur histoire, de la composition de leur population, de la stabilité relative ou de son instabilité récurrente, du dynamisme local ou au

contraire de son absence, etc. Pour le dire autrement, l'unité donnée aux quartiers par leur appartenance commune au département de Saône-et-Loire et soumise aux diverses politiques de la ville n'implique pas qu'ils soient totalement identiques les uns aux autres malgré des caractéristiques morphologiques, sociales ou populationnelles qui les rapprochent.

Nous commencerons par faire une première remarque générale qui est une dominante forte des discours et qui reflète un certain pessimisme des acteurs qui dressent un constat plutôt inquiétant et sans appel sur les quartiers où ils interviennent. Aujourd'hui, nous dit-on : « **Les voyants sont au rouge** ». « **Les quartiers se dégradent et les choses bougent et ne vont pas forcément dans le bons sens** ».

On regrette les solidarités perdues, même si, ici ou là, les professionnels rendent compte de la persistance de la débrouille et des solidarités de « cage d'escalier » qui demeurent, mais qui sont surtout des solidarités entre semblables, qui seraient de plus en plus souvent monnayées. On assiste à un repli dans l'espace privé, qui est touché (bien que ce ne soit pas une réalité propre aux quartiers en QPV) par la montée de l'individualisme qui ne connaît pas de frontières et qui irradie les villes et ses quartiers comme la campagne ; mais cet individualisme peut produire un individualisme que l'on qualifiera plutôt de « négatif²⁷ » notamment dans les quartiers, puisque nombre d'individus ne parviennent que très difficilement, dans une société traversée par la flagrance d'une crise sans fin, à trouver une place et à s'extraire de leur condition de précaire.

Ce pessimisme contagieux des acteurs professionnels se retrouve dans l'usage des mêmes termes pour qualifier l'état de désespoir de nombreuses familles dont on note « la lassitude », le comportement « captif » (du quartier des Aubépins, au quartier du Stade...), « l'absence de colère » des habitant(e)s. Cette inhibition se double aussi d'un manque d'énergie et d'une absence de demandes que l'on

²⁷ CASTEL R., HAROCHE C., *Propriété privée, propriété sociale, propriété de soi. Entretien sur la construction de l'individu moderne*, Editions Fayard, 2001.

peut traduire par de la résignation, de la fatalité et l'arrivée de nouveaux locataires lorsque des logements sociaux se libèrent, ne fait que renforcer mécaniquement les difficultés des quartiers, mais aussi l'inquiétude des acteurs, parce que le marqueur principal qui détermine ces populations serait leur état de vulnérabilité dont la trajectoire résidentielle est rarement choisie. On peut parler d'une homogénéité des positions sociales de ces habitants qui sont condamnés pour la plupart à rester sur place ; l'habitat social ne pouvant plus, depuis bien longtemps déjà fonctionner comme un véritable « sas » lorsque l'ascenseur social fonctionnait encore, mais comme une « nasse »²⁸ où se reproduisent les inégalités sociales qui enferment les habitants les plus précaires sans espoir de pouvoir le quitter (famille monoparentale, chômeur, bénéficiaire de minimum sociaux etc) et où la politique de la ville et la politique de l'immigration s'entrechoquent. Il se produit de plus en plus de dystopies dont les chercheurs se font l'écho et qui peuvent prendre des formes stigmatisantes dont les femmes parce qu'elles sont des femmes peuvent parfois être les premières victimes.

Si des poussées communautaires et ethniques s'affirment comme des contre-sociétés dans des formes de sociabilités inédites qui inquiètent les acteurs du territoire car il marque l'échec de l'intégration et de la mixité sociale présentée comme un remède miracle, un parangon. Il y a aussi des habitants qui aspirent à quitter le quartier en refusant « cette tyrannie du territoire »²⁹ qu'on leur impose à partir de politiques publiques sensées les maintenir à tout prix sur place. Ce sont des identités de plus en plus homogènes qui créent le territoire, et les indicateurs qui le déterminent sont marqués du sceau de la précarité dont le (dés)emboîtement peut conduire à un verrouillage du territoire lorsque les institutions publiques l'ont déserté, ou lorsque l'urbain visible et facilement transformable a phagocyté un social parfois délaissé ; et cela pour inverser les tendances les plus lourdes de certains quartiers sans pour autant régler la question sociale, comme semblent le

²⁸ WIEVIORKA M., *La France raciste*, Editions du Seuil, 1991.

²⁹ « La tyrannie du territoire » est une expression que l'on doit à Sophie Body-Gendrot et Catherine Withol de Wenden in *Sortir des banlieues, Pour en finir avec la tyrannie des territoires*, Editions Autrement, 2007.

démontrer les quartiers QPV en Saône-et-Loire qui ne font pas exception à cette règle.

Ces quartiers se ressemblent parce qu'ils sont affectés par les mêmes maux : chômage structurel important, précarité, pauvreté criante, familles monoparentales en progression etc.³⁰. Ces habitants sont proportionnellement plus enclins à un risque de désaffiliation sociale et leurs fragilités sociales peuvent concourir et renforcer le repli sur soi ; ce qui n'a rien d'anormal, comme le montrent de nombreux travaux³¹ qui nous rappellent que dans les quartiers stigmatisés, contrairement à ce que l'on peut observer dans les quartiers ayant une image valorisée, les habitants ont souvent tendance à se mettre à distance des autres habitants du quartier pour échapper aux stigmates. Ces quartiers doivent par ailleurs composer avec une incivilité croissante dont les acteurs soulignent à Montceau par exemple qu'elle s'est déplacée, puisqu'elle n'est plus seulement dirigée contre les biens, mais également contre les individus. C'est aussi une délinquance inquiétante bien installée qui est pointée du doigt sur la plupart des quartiers comme le quartier du « Tennis » au Creusot et qui justifie la désertion de l'espace public du quartier occupé par des dealers, malgré l'intervention musclée de la puissance publique.

Ainsi, très peu d'acteurs se risquent à nous donner une vision romantique du quartier en vantant la qualité des rapports sociaux et, lorsqu'ils s'y engagent, c'est avant tout pour nous rappeler que l'histoire des quartiers s'est métamorphosée. La vulgate localiste qui considérait la communauté comme positive, puisqu'elle facilitait les relations de proximité et qu'elle encourageait les échanges sociaux en stimulant les solidarités entre les membres de la communauté a vécu. Elle renvoyait dans les quartiers à un éthos de classe (incarné par le monde ouvrier) où les habitants du quartier avaient ce sentiment d'appartenir collectivement au même monde. Ce monde privé des ouvriers³² caractéristique des quartiers sociaux a disparu,

³⁰ (cf. les données statistiques contenues dans un document complémentaire.

³¹ DUBET F., LAPEYRONNIE D., Les quartiers d'exil Editions du Seul, 1992.

³² SCHWARTZ O., le monde privé des ouvriers, Editions PUF, 1990.

emportant avec lui une partie des valeurs qui le caractérisait, laissant place désormais, soit à des communautés plurielles, hétérogènes, soit à des communautés qui se sont renforcées en affirmant leurs appartenances ethniques, par des signes distinctifs ostentatoires, tout en solidifiant des liens sociaux intra-communautaires, en s'écartant parfois de la société dans laquelle ils ont choisi de vivre.

Et c'est encore nostalgiquement que les professionnels nous rappellent qu'une vie collective sans doute idéalisée a existé : ***Il y avait un « avant » dans les quartiers, où les gens échangeaient plus facilement, mais désormais ce ne serait plus la même vie, « on a peur de l'autre » ; « Avant, mes voisins m'éduquaient comme si c'était mes parents, aujourd'hui la peur de l'autre est importante ». « Aujourd'hui c'est chacun chez soi et on échange moins. » (cf. Le Creusot).***

Au cours de cette période, le contrôle social qui faisait la force des quartiers ouvriers s'est étiolé et il est devenu impossible d'intervenir auprès d'enfants dont on préfère ignorer l'existence afin de préserver son quant-à-soi. Les jeunes apparaîtront très vite comme des étrangers étrangers menaçants. Le lien entre l'espace public et l'espace privé va alors se rétracter et l'espace privé va devenir un espace refuge, alors que l'espace public devient un espace nomade désinvesti par les femmes et les filles lorsque les identités culturelles s'en mêlent, en imposant des règles en décalage avec les libertés publiques que défend la société française.

Dit autrement, les conséquences de cette situation tiennent au poids que peuvent représenter certaines communautés d'origine étrangère qui peuvent venir renforcer le sentiment d'un exil intérieur de ceux qui pensent qu'ils sont dans une trajectoire fatale sans alternative, et qui vont trouver alors des réponses au sein de leur communauté de destin en vivant dans un entre-soi qui sécurise. C'est bien ce même entre-soi, qui peut avoir un effet sur les usages et les sociabilités des quartiers des autres habitants en amorçant un processus de séparation. Comment ? Eh bien, en se (ré)affiliant à un fonctionnement tribal très codifié, susceptible de renvoyer le principe de la « mixité sociale » que l'on promeut à un mythe, tout en rétablissant une forme de « solidarité mécanique », qu'elle soit

spatiale ou symbolique, mais dont les effets peuvent être pervers lorsqu'elle pousse à un durcissement des comportements afin de protéger ses membres. Cette dynamique est sous-tendue en survalorisant (leurs appartenances communautaires) en tant que ressource(s) contre les risques d'un processus de fragmentation culturelle de la société dans une France qui se métamorphose. Ce thème de la fragmentation qui ne peut être négligé, ne peut pas être dissocié de la question du chômage, de la précarité, de la pauvreté et de la crise urbaine³³ qui n'a pas permis, comme les penseurs³⁴ de la politique de la ville l'avaient imaginé, une rédemption des quartiers à l'image du quartier de « l'Alma gare » à Roubaix qui symbolisait à la fin des années 1970 les luttes sociales et l'esprit de solidarité entre des habitants différents. On pensait que la proximité des individus permettrait la construction de liens sociaux. C'était ignorer la métamorphose des quartiers sociaux et la modification de son peuplement.

Il existe du repli communautaire (qui peut apparaître selon la façon dont nous le regardons comme une régression) qui n'est pas nié par les acteurs du territoire. Il reflète le plus souvent une construction asymétrique des communautés dans la façon de cohabiter et par la volonté d'affirmer un principe de distinction comme le port du voile : on nous dit que sur le quartier de la Chanaye à Mâcon : « **il y a des femmes qui étaient très libres et qui portent le voile** », et même s'il convient de ne pas jeter le discrédit sur celles qui le font par choix et en conformité avec leur pratique religieuse, il y a bien un consensus qui se dégage pour affirmer que : « **la communauté, la religion est en recrudescence** ». Il sera nécessaire de voir si ces replis communautaires réfrèment ou pas les libertés individuelles, comme les désirs tant chez les femmes que chez les filles, comme nous pouvons l'observer de l'autre côté de la Méditerranée.

Il existe aussi des quartiers où le pessimiste est moins marqué, parce que des évolutions sont perceptibles et porteuses d'espoir (comme à Mâcon sur le

³³ WIEVIORKA M., *Une société fragmentée, Le multiculturalisme en débat*, Editions La découverte, 1996, p16.

³⁴ DUBEDOUT H., *Ensemble refaire la ville*, Editions La documentation française, 1983

quartier des Saugeraies ou encore à Autun où l'on évoque des résidus de vie collective, une cohabitation sans heurts des communautés, un côtoiement visible lors d'événements festifs, sans que l'on puisse véritablement parler de rapports sociaux qui conduiraient à la construction de liens sociaux solides ; mais c'est le même constat que nous pourrions faire sur des quartiers, hors QPV, et il conviendrait sans doute de s'interroger sur la prétention que nous avons souvent à demander plus (de présence, d'engagement, de participation) à ceux qui peuvent le moins (parce qu'ils ont moins d'argent, moins de liens, moins de certitudes, etc.).

On peut, si l'on en croit les discours des professionnels, souligner toute l'ambiguïté que renferment les quartiers en QPV qui peuvent être perçus à la fois comme un lieu d'attachement où se construit de l'identité, mais aussi un lieu de reproduction des inégalités, c'est-à-dire un anti-modèle où les populations qui le composent auraient tendance à se replier sur elles-mêmes en renforçant leur habitus néo-communautaire avec la volonté de faire bloc. Certains peuvent y voir le constat d'un échec de la République dans sa volonté de faire des « quartiers sensibles » des quartiers comme les autres. Ce qui est sûr et qui inquiète les acteurs du territoire, c'est l'idée selon laquelle, les quartiers ont dans l'ensemble, basculés dans une spirale négative qui nécessiterait de faire davantage. C'est le souhait réitéré de l'ensemble des hommes et des femmes engagés sur ces territoires qui demandent des moyens humains et matériels nécessaires pour accompagner dignement une population dont le suivi important peut parfois s'apparenter à un travail de Sisyphe, mais il n'en est pas moins indispensable pour éviter le chaos.

Il y a cependant du « commun » qui peut paraître paradoxal dans les quartiers et qui pourtant transcende les différences en rassemblant tout ou partie de la population : c'est l'attachement revendiqué au quartier. Attachement d'autant plus fort qu'il est parfois difficile de pouvoir le quitter : de nombreux habitants sont là depuis très longtemps et ne s'imaginent pas vraiment partir ailleurs et ce sentiment d'identité au quartier se renforcerait lorsque la réhabilitation engagée a été un succès qui a pu modifier son image à l'intérieur comme à l'extérieur, le

rendant plus attractif, puisqu'il a permis (comme à Autun), une réappropriation de l'espace public par d'autres habitants que ceux qui y vivent.

Mais cette photographie des territoires ne serait pas complète sans évoquer un autre problème d'une importance considérable pour tous les acteurs qui le dénoncent sans équivoque car il contribue fortement au renforcement des difficultés des populations précaires et au renforcement manifeste de l'invisibilité des habitants : il s'agit de l'abandon des services de proximité qui précipite les quartiers dans un processus de désubstantialisation qui ont vu le départ de la CAF, du service social, des bailleurs sociaux, de la police de proximité, etc. qui ont quitté les territoires en raison de leur réorganisation ou pour d'autres raisons plus difficilement avouables. Le départ de ces services de proximité a sans doute contribué au renforcement des difficultés des personnes qui sont les moins mobiles, tout en accentuant leur invisibilité dans l'espace public du quartier, dans la mesure où leur rapport à l'extérieur est devenu une nécessité. Ces décisions sont incompréhensibles tant pour les acteurs que pour la population : « *les gens se sentent seuls* » et de nombreux centres sociaux sont devenus les seuls interlocuteurs des habitants ».

Le départ des services de proximité, qu'ils soient publics ou privés, risque (malgré le retour de quelques permanences) d'aseptiser le quartier tout en conduisant à la caducité de la logique territoriale qui prévaut puisque les institutions qui sortent des territoires, contredisant les volontés politiques de vouloir traiter sur place les problèmes du quartier de manière spécifique en les rendant plus attractifs. On rejoindra à nouveau Jean Marie Delarue³⁵ qui, dans son ouvrage, constatait que le « social » dont ces quartiers ont besoin, n'est pas à la hauteur des besoins identifiés. Le social reste « un récitatif obligé ». Il est pourtant une des clés, un des leviers majeurs à activer pour sortir les quartiers de leurs difficultés au même titre que l'urbain ou l'économique.

³⁵ DELARUE JM., *Banlieue en difficulté : La relégation*, Syros Alternatives, 1991,

2. L'invisibilité des femmes et des jeunes filles : une vision contrastée

Avant de tenter de clarifier et de montrer en quoi la question de l'invisibilité des femmes et des filles dans l'espace public est un fait social indiscutable ou pas, nous souhaitons réintroduire le questionnement des professionnels sur le choix de cette notion « d'invisibilité sociale » qui peut s'apparenter à une construction sociale, et on ne peut que partager l'idée selon laquelle « l'invisibilité sociale » dans ces quartiers peut apparaître comme une notion peu féconde et peu opératoire si l'on se refuse à montrer sa nature complexe qui nécessite d'identifier des registres d'invisibilité, parce que c'est une notion éponge que l'on peut qualifier de molle, de protéiforme, d'instable et qui nous pousse à prendre en compte, non pas le « non-sens » qu'elle constituerait, mais les différentes couches de sens qu'elle recouvre, parce que les pratiques de l'espace public semblent obéir à des règles implicites auxquelles le promeneur ne peut d'emblée avoir accès³⁶.

2-1 L'invisibilité des femmes : un épiphénomène !

C'est un phénomène social qui reste marginal pour les professionnels, car les femmes sont loin d'être invisibles. Si certaines travaillent et restent donc peu visibles et peu disponibles, la plupart des autres femmes sont partout visibles : elles conduisent leurs enfants à l'école, elles font leurs courses, elles se déplacent dans les services publics à l'extérieur de leur quartier. Ce sont elles qui portent à bout de bras leur famille. Le fait qu'elles soient partout les rend sans doute plus invisibles là où on aimerait peut-être les voir. On peut parler « d'invisibilité en discontinu », ou épisodique sur l'espace physique quartier.

³⁶ KOKOREFF MI., *La force des quartiers*, Payot, 2003.

LEPOUTRE D, *Cœur de banlieue*, Odile Jacob, 1997

En effet, il est possible de voir les femmes appartenant à la même communauté se regrouper furtivement sur des temps très précis de la journée, en évitant soigneusement les espaces occupés par les hommes. Il semble très clair pour les professionnels que le fort poids notamment de la communauté turque dans plusieurs quartiers renforce le sentiment d'invisibilité des femmes car cette forte communauté semble se suffire à elle-même, et ses associations culturelles et culturelles seraient en mesure d'apporter des réponses aux besoins des membres de la communauté : le statut des femmes n'évoluerait pas au sein de cette communauté, alors que dans les autres communautés supposées plus ouvertes, les femmes restent, comme nous l'avons constaté sur le terrain, plus accessibles. Nombre d'entre elles mènent un combat soit seule, soit dans des pratiques collectives pour que leurs libertés en tant que femme soit reconnues. Elles s'opposent de plus en plus comme sur le quartier des Saugeraies à Mâcon aux règles du patriarcat qu'elles jugent rétrogrades avec pour conséquence, plus de divorces. En effet, la parole des femmes semble se délier, se libérer comme le constate une assistante sociale du secteur qui témoigne de ces changements : **« elles reconnaissent qu'elles ne sont pas forcément heureuses, qu'elles ont beaucoup de frustration et que ce n'est pas normal »**.

Toutefois, cette modification des comportements s'expliqueraient aussi par la sociologie de la population qui s'est modifiée **« avec l'arrivée de jeunes couples qui apportent un peu de vie dans un quartier vieillissant qui est devenu plus familial »** et l'on affirme très clairement que si à « la Chanaye » (l'autre quartier QPV de Mâcon) : **« on se mélange pas, ici on se mélange »**, prouvant ainsi que la « mixité sociale » y serait davantage présente et visible sur des temps particuliers, lors de l'organisation de repas intercommunautaires » où s'effaceraient plus facilement les principes de distinction.

Néanmoins, tous en conviennent, cette visibilité sociale reste toute relative dans l'occupation de l'espace public. Les professionnels partagent massivement cet évident constat selon lequel l'espace public du quartier est avant tout occupé par les hommes dont la (sur)visibilité tranche avec l'invisibilité patente dans les

institutions dont le retrait interroge et déconcerte les professionnels du social, tout comme ceux de l'éducation nationale et de l'animation.

A contrario, s'il existe bien des lieux sur le quartier où l'invisibilité se trouve contestée, ce sont dans ces lieux collectifs d'accueil que sont les centres sociaux, la maison des familles ou les régies de quartier qui accueillent majoritairement des femmes. Ce sont certes souvent les mêmes femmes qui viennent avec assiduité lorsqu'elles sont séduites par les projets qui leur sont suggérés. Elles sont consommatrices des actions qui leur sont proposées et qu'elles ne rateraient pour rien au monde, mais ce sont aussi ces femmes comme à Autun par exemple, qui produisent de l'action collective, qui formulent des projets, alors qu'en général, il faut nous dit-on « aller les chercher ». On comprend mieux à partir de ces quelques exemples, toute la vigilance qu'il faut accorder à cette notion d'invisibilité sociale pour ne pas biaiser la réalité. A cet égard, nous confirmons à nouveau l'idée d'une « invisibilité discontinue » pour qualifier le rapport que les femmes entretiennent avec leur quartier, même si l'appropriation de l'espace public du quartier reste une question puisqu'il est pour les femmes un « non-lieu »³⁷, c'est-à-dire un lieu de passage ou l'on ne s'arrête pas, un lieu que l'on ne s'approprie pas et qui vous rend anonyme, soit parce qu'il est rejetant, soit parce qu'il agit comme un repoussoir en établissant une frontière naturelle.

Il y a bien une vision encore contrastée de la réalité de la vie sociale des quartiers à partir du regard subjectif des acteurs qui parfois se rencontrent ou s'opposent. Ce sur quoi le diagnostic est unanime, c'est l'affirmation selon laquelle les femmes n'ont pas vraiment le temps d'être visibles sur le quartier, prises dans les multiples tâches quotidiennes qu'elles doivent supporter et elles ne constituent pas un problème central en dépit du fait que les resserrements communautaires invitent à la prudence quant à leur rapport avec l'extérieur.

³⁷ **AUGE M., Non-lieux. Introduction à une anthropologie de la modernité, Editions du Seuil, 1992.**

3. L'invisibilité des jeunes filles : un fait patent

La question de l'invisibilité sociale des femmes sur les quartiers prend tout son sens lorsqu'elle touche les jeunes filles, puisque ces dernières semblent avoir quasiment disparues de l'espace public des quartiers. Les acteurs sont unanimes et dressent le même constat sur l'ensemble des territoires de Saône-et-Loire en QPV. Cela n'a pas toujours été le cas : on nous relate une période pas si lointaine où les filles et les garçons se côtoyaient sans difficultés majeures sur des activités qui leur étaient proposées, mais l'offre serait désormais beaucoup moins importante aujourd'hui, alors que la demande existerait.

Plus prosaïquement, l'invisibilité des filles sur le quartier est directement liée à la sur-visibilité des garçons qui occupent en groupes l'espace public laissé libre et dont la présence n'est pas contestée. Ils imposent leur propre conception de l'ordre social légitimé par une tradition patriarcale qui exclut le plus souvent les filles. On notera l'ambivalence des garçons suraffiliés à l'espace de leur quartier sur lequel ils se regroupent et qui « rouillent » près des immeubles ou dans des espaces qu'ils se sont appropriés. Ils y revendiquent même une « culture de quartier » à partir de la musique Rap qui renforce l'identité collective tout en produisant de la concurrence, des rapports de force entre quartiers (comme à Chalon). Ces identités parviennent à cristalliser des inimitiés jusqu'au sein des familles qui habitent des quartiers différents. Ce sont tout ou partie de ces jeunes qui sont souvent responsables d'incivilités, de violences qui génèrent un sentiment d'insécurité, mais qui éprouvent en même temps, et pour une partie d'entre eux, des difficultés pour trouver une place dans la ville et qui peuvent être gagnés par le nihilisme et la rage³⁸ parce qu'ils ont le sentiment que leur situation est aporétique.

Cette réalité sociale ne justifie pas cependant le fait que les jeunes filles doivent « **s'armer de courage** » nous dit-on pour traverser le quartier, et qu'elles doivent développer des stratégies d'évitement nécessaires pour éviter de croiser le regard des garçons et essuyer des remarques sexistes. Cette domination des

³⁸ DUBET F., *La galère : jeunes en survie*, Editions Fayard, 1987.

garçons renvoie à des questions centrales que sont la question du genre, le rapport à la sexualité qui restent des tabous que même les plus jeunes garçons sont dans l'incapacité d'entendre, comme nous le dit cette Conseillère Principale d'Education (CPE) d'un collège de Mâcon :

« Les élèves ont des difficultés à parler de sexualité dans les classes, les jeunes garçons se bouchent les oreilles » rapportent la CPE qui rappelle que bien souvent : **« La représentation des enfants est réduite à l'image parentale, bridée par le vécu familial »**.

Cette séparation des catégories G/F se retrouve de plus en plus dans l'enceinte scolaire, lors des récréations, comme le font remarquer les membres de l'éducation nationale et elle se confirme jusque dans les transports en commun. Il faudrait y voir une question de « respect » qui s'apparente plutôt à une question de domination masculine. Cette domination machiste trouverait là encore des relais dans la musique Rap qui favoriserait **« l'accentuation du genre négatif »** affirme un responsable associatif, en accentuant dans certains cas une forme de soumission des jeunes filles qui peuvent tenter de se masculiniser tant par le langage que par les vêtements...). Une éducatrice qui accompagne des jeunes filles en difficultés dit de ces dernières qu'elles ont un **« discours de bonhomme »** pour échapper au discours sexiste en tentant de gommer leur féminité. Il y aurait **« une sorte de normalisation de la dégradation de la femme »** qui fait dire aux acteurs que le besoin de prévention est impérieux pour rendre possible des changements de comportements comme l'affirme la responsable de l'école de la deuxième chance (à Chalon) pour qui la mixité sociale fonctionne dans cette école, ce qui n'empêche pas qu'il faille impérativement engager un travail qui amène les jeunes G/F à réfléchir en apprenant le respect de l'autre et en développant leur esprit critique.

3-1 Comment passent-elles de l'invisibilité à la visibilité ?

Les situations empiriques variées qui nous sont rapportées permettent d'identifier des stratégies déployées par les jeunes filles pour qui le quartier n'est

pas vraiment un espace d'épanouissement, mais un espace où la liberté d'aller et de venir et de s'y poser peut s'avérer trop compliqué pour ne pas dire impossible parce que cela les expose à des risques de stigmatisation. Elles vont dès lors nouer des modes de sociabilités à l'extérieur, c'est-à-dire au centre-ville, tant que la famille le permet, et privilégier plutôt des « espaces clos » à l'abri des regards. Elles vont se retrouver entre elles, dans des lieux où peuvent se joindre des garçons qui ne sont pas de leur quartier comme au Mac do qui devient le symbole éphémère mais possible de la mixité sociale. On peut parler « d'invisibilité conscientisée » des filles dans les quartiers puisqu'elles redeviennent visibles ailleurs (au centre-ville), là où les normes subjectives et le contrôle social n'ont plus de prise.

Plus globalement, Il est possible d'identifier d'autres formes d'invisibilités qui devront se vérifier *in fine* auprès des jeunes filles et qui renvoient à des vécus d'expériences différentes. Il y a des « invisibles volontaires » qui l'on retrouve chez les jeunes filles qui réussissent leurs études par exemple, poussées par les parents et qui parviennent à se construire et à se détacher presque normalement de leur quartier parce qu'en réussissant leur parcours de formation, elles ont perdu leur place de semblables.

Mais il y aussi celles qui sont en échec, et en souffrance parfois et dont la biographie semble écrite par avance : une scolarité qui s'arrête à 16 ans, des orientations plutôt dans le champ professionnel qui n'iront pas forcément au bout, et une projection dans le mariage comme seule alternative qui peut les condamner (lorsqu'elles n'ont pas eu le choix), à une vie dans l'espace domestique ou dans l'éducation de leurs enfants. On peut parler « d'une invisibilité intériorisée ». Ces jeunes filles, comme le rappelle une intervenante en lycée technologique à Mâcon, ne s'autorisent pas à faire des projets pour elles et la perspective d'un départ semble improbable, et peu encouragée par les familles qui préfèrent les garder sous la main. Les projets d'épanouissement paraissent secondaires et le « nous » familial prévaux sur le « je » individuel. Et que dire de celles qui se construisent dans un monde virtuel, via les réseaux sociaux et qui privilégient le chez soi qui leur permet de rester seules tout en restant connectées avec les autres.

Les plus optimistes des acteurs présents, bien que minoritaires et parfois ambigus dans leur propos, nous assurent dans le même temps que les choses bougent et témoigneraient d'une égalité du genre qu'il conviendra néanmoins de démontrer : elles fument, elles passent le permis de conduire, elles pratiquent des sports de garçon, etc.

Ce que les *Focus Groups* des professionnels nous ont donné à voir et à comprendre, c'est toute l'ambivalence d'une notion poreuse qu'est l'invisibilité sociale des femmes dans l'espace social des quartiers. Cette notion d'invisibilité nécessite toutefois pour mieux en saisir sa signification et sa portée dans les quartiers, de replacer cette question dans une perspective plus large et plus sociétale dont les explications racinaires se trouvent dans la paupérisation des quartiers, dans le manque de sérénité des familles quant à l'avenir flou de leurs enfants, qui peuvent les faire basculer dans des formes de repli et dans un quant-à-soi protecteur parce que l'horizon qui se présente à ces familles est un champ d'incertitudes.

Si des quartiers semblent aller un peu mieux que d'autres, l'impression dominante est que les quartiers en QPV sont traversés par des fragilités telles, que ces quartiers ne peuvent vivre que sous perfusion et la crainte de l'ensemble des acteurs serait une sortie du contrat de ville dont ils reconnaissent l'apport positif de moyens financiers et partenariaux qui ne sont pas stigmatisants pour le quartier :

« Tout va un peu près bien nous dit-on, parce qu'on a les moyens, mais la situation reste fragile et si on sortait de cette zone prioritaire, on aurait tout à perdre. »

Toutefois, les acteurs des différents quartiers demandent tous des moyens humains et matériels qui permettront de s'occuper et de répondre à la demande des habitants bien que les centres sociaux qui sont au cœur du quartier ne sont pas touchés de la même manière. Si certains se disent chanceux d'avoir les moyens de travailler correctement, d'autres disent se trouver dans une situation aussi précaire que la population et s'inquiètent de leur devenir immédiat. Ces moyens supplémentaires qu'ils demandent s'imposent pour amortir les effets de cette logique systémique qui empêchent les quartiers de se relever et qui les plongent

dans l'inconnu. Cette exigence de moyens est une nécessité car, comme le disent les acteurs, « ***on ne s'en sortira pas, si on ne tire pas vers le haut, car on est dans un cercle vicieux*** ».

L'ensemble des acteurs à leur niveau sont prêts à relever les défis qui se dressent devant eux, tout en nous rappelant qu'ils travaillent sur de « l'humain » fragile. C'est pourquoi les changements attendus, les demandes de métamorphoses des comportements des habitant(e)s ne résisteront pas bien longtemps aux seules logiques quantitatives qui leurs sont imposées pour juger de la crédibilité des actions menées. Ils veulent poursuivre et entretenir ce travail inter-partenarial malgré les séparations géographiques imposées qui leur a fait perdre en spontanéité, mais ils demandent dans le même temps et avec insistance le retour des institutions. Les centres sociaux qui restent le « véritable poumon » de la vie locale des quartiers démontrent au quotidien qu'ils ont les capacités de répondre avec plus d'efficacité à la problématique de l'invisibilité des femmes. Les expériences qu'ils conduisent l'attestent, comme la création dans le quartier des Saugeraies d'un « Comité technique territorial » (qui semble être une singularité sur le département) et qui permet de réunir des habitants en leur donnant la possibilité de parler de leur quotidien et de faire part de leurs attentes. C'est une initiative intéressante qui favorise des rencontres et donne sens à la mixité sociale en levant des obstacles comme la méfiance, la peur de l'altérité qui sont, comme nous l'avons évoqué, les ferments de l'invisibilité sociale. Nous n'oublierons pas de citer les activités déployées par le centre social d'Autun auprès de femmes qui sont aussi capables de monter des projets, c'est-à-dire qu'elles sont force de proposition. Ce dynamisme des centres sociaux, lorsqu'il a les moyens de ses ambitions, peut devenir une vitrine à l'extérieur en attirant d'autres publics qui vont alors favoriser l'ouverture d'un quartier sur la ville, tout en permettant autant que faire se peut la visibilité de ces habitants et l'interconnaissance. Loin d'être naïfs, les acteurs reconnaissent que l'amélioration réelle de la situation des quartiers qui *de facto* en modifiera les usages, passe par une réflexion sur l'emploi dont trop d'hommes et de femmes qui veulent travailler, sont privés. Ils insistent fortement sur la nécessité pour les femmes d'accéder à la langue française pour recouvrer un peu d'autonomie : « *Il faut intervenir au niveau de la langue, car c'est dramatique, les*

femmes sont coincées. Elles ne peuvent travailler et sont dépendantes financièrement.

Un autre axe de réflexion doit être mené autour de la mobilité des personnes (évidente sur certains quartiers enclavés, privés de transports publics adaptés pour se déplacer). Ce manque de mobilité peut se renforcer chez certains habitants qui ont pris l'habitude d'être assistés, « cocoonés », rendant leur rapport à l'extérieur de plus en plus compliqué à tel point qu'ils parviennent de moins en moins à se projeter au-delà du quartier, par peur de l'inconnu.

On l'aura compris, la question de l'invisibilité des femmes et des filles dans l'espace public des quartiers relève avant tout d'une question sociale. On peut faire l'hypothèse que sa résolution ou plus sérieusement, son atténuation permettra ce passage du désenchantement à un (ré)enchantement possible, à condition que l'on puisse agir sur un ensemble de leviers sur lesquels les acteurs des territoires ont mis l'accent et sans lesquels les populations risquent d'utiliser leurs quartiers comme des « lieux de vie » et non pas comme des « lieux à vivre ». Cette hypothèse repose sur l'assentiment des habitants, dans un environnement de diversité sociale et culturelle, à partager harmonieusement.

Pour compléter utilement cette lecture partielle dans la compréhension de la question de l'invisibilité des femmes dans l'espace public, nous allons voir ce que les intéressées en disent et comment elles vivent cette situation et en quoi elles la jugent ou non problématique.

IV Analyse des *Focus Groups* composés de femmes issues des QPV

Pour prolonger nos constats initiaux, qui nous ont permis de croiser le regard des différents acteurs de terrain sur la connaissance des quartiers, nous nous appuyerons dans cette dernière phase de l'étude sur la parole de celles qui sont au cœur de cette recherche (les femmes et les filles). Elles sont en effet les actrices centrales et les seules capables de répondre à cette question de l'invisibilité sociale supposée ou réelle dont elles seraient victimes dans leurs quartiers. Elles sont par ailleurs les plus à même de nous parler de leur vie dans les quartiers, de l'image qu'elles en ont, des difficultés éventuelles qu'elles rencontrent dans l'espace public, comme des désirs qu'elles sont en mesure de projeter.

Nous souhaitons au préalable commencer par revenir sur le rappel de quelques constats généraux effectués sur les quartiers QPV que nous avons étudiés pour rappeler qu'ils sont à l'image de la société française, marqués du sceau de la diversité. Ils sont occupés par des habitants qui parlent des langues différentes, qui peuvent porter des vêtements différents, et conserver des us et coutumes distinctifs. Par ailleurs, on s'avancera en disant qu'ils vivent des situations d'inégalités sociales proches, mais qui peuvent être vécues de façon différente selon la nature des rapports sociaux que les habitants sont parvenus à développer, selon leur ancienneté sur le quartier, mais aussi en fonction de leur statut social (chômeur, retraité, salarié, etc.). Ce sont autant d'indicateurs qui redéfinissent et redessinent l'identité des habitants et participent à la construction d'une image positive ou négative que l'on a, à l'égard de son quartier.

1. Paroles de femmes.

L'invisibilité sociale des femmes, telle que nous l'avons comprise, recouvre comme nous le pressentions une notion polyforme qui n'apparaît pas *ex nihilo* : elle s'alimente d'expériences biographiques individuelles à partir desquelles vont se construire du lien d'adhésion ou de rejet (partiel ou total) que les femmes tissent

avec leur quartier et qui se développe dans un continuum de positions, liées tout d'abord à la subjectivité de leur regard qui fluctue en fonction des types d'expériences qui peuvent, soit confirmer leur envie d'y rester, soit leur envie d'en partir parce que le « vivre ensemble » est en danger. Dans cette hypothèse, « l'invisibilité sociale des femmes dans l'espace public du quartier » liée au zonage que de jeunes hommes immobiles ont découpé dans tous les quartiers, se conjugue avec la petite délinquance des plus jeunes, suscitant des inquiétudes qui peuvent pousser à un renforcement des postures de repli. Nous montrerons comment les femmes tentent néanmoins de normaliser un quotidien dans ces micro-espaces. Puis, nous reviendrons sur les conventions sociales implicites et construites à partir de l'essentialisation du rapport inégal hommes/femmes en montrant qu'il est parvenu à imposer à bas bruit une fréquentation partielle de l'espace public par les femmes, qu'elles ne contestent guère.

1-1 A la recherche d'un passé perdu

La relation que l'on peut construire en tant que femme à son quartier social souvent stigmatisé de l'extérieur, est clairement décrite par celles qui y vivent. En recueillant leurs paroles, nous avons pu mesurer l'étendue des significations plurielles de leurs discours subjectifs qui restent porteurs de réalités non homogènes. Ces discours s'apparentent tout d'abord à un type de discours dont le nombre d'occurrences est très significatif, tout en relevant nombre de paradoxes pour les plus anciens locataires qui souhaitent insister sur une période enchantée difficilement identifiable où le « vivre ensemble » dans les quartiers était une réalité tangible, selon l'expression consacrée : « **on était comme ça** » répètent-elles en croisant leurs mains. Ces habitantes à l'unisson se remémorent ces expériences positives, de vie collective sans cesse réécrites et qui traduisent nostalgiquement une vie de quartier plus harmonieuse, plus solidaire où les différences culturelles se fondaient dans un grand tout collectif au sein d'un environnement social plus stable et plus sain. En insistant fortement sur ces changements dont on ne peut douter de la véracité, d'autant qu'ils viennent s'adosser aux discours des professionnels que nous avons interrogés, elles établissent un constat critique qui

relève plus largement de cette « société d'individus³⁹ » (plus protectrice puisque les individus sont pris en charge par les politiques publiques), à laquelle nous appartenons, mais dont elles déplorent cependant l'affaiblissement d'un certain nombre de mécanismes d'intégration sociale, comme la perte d'une identité collective qui cède du terrain devant l'affirmation progressive de la singularité qui est une caractéristique de la société moderne. L'identité collective a été la marque, le symbole de ce monde particulier des quartiers d'habitat social, historiquement plus homogène, que nous avons décrit à grands traits. En tout état de cause, l'évolution de la sociologie des quartiers donne raison aux habitantes qui perçoivent des changements que l'on peut résumer par ce double mouvement. Tout d'abord, la population qui composait initialement les quartiers pouvait se prévaloir d'une « intégration assurée⁴⁰ » qui facilitera la production de solides liens sociaux dans une société assez stable, organisée autour du travail salarié ; ces liens sociaux s'accompagneront de multi-solidarités, familiales, professionnelles, amicales, associatives, etc. qui ont pu se diluer avec la crise sociale et économique qui s'éternise, mais sans doute aussi, en raison du démaillage progressif des structures sociales, d'une animation de quartier moins forte (comme l'affirment les populations interrogées), qui constituait un filet de sécurité pour ceux qui perdaient pied et qui permettait surtout de rassembler et de lier un ensemble bigarré aux traits différenciés.

Aujourd'hui, les populations restées sur place subissent majoritairement les effets pervers d'une « intégration fragilisée⁴¹ » qui produit une insécurité sociale des familles⁴² plus grande et permanente depuis ces quarante dernières années, synonyme de souffrance et de repli à l'image de ce qu'ont vécu les chômeurs de Mariantal dans les années 1930, dont nous avons décrit le processus d'invisibilité

³⁹ ELIAS N., *La société d'individus*, Editions Fayard, 1991.

⁴⁰ PAUGAM S., *Le Salarié de la précarité. Les nouvelles formes de l'intégration professionnelle*, Collections PUF, 2000.

⁴¹ PAUGAM S., *Le Salarié de la précarité. Les nouvelles formes de l'intégration professionnelle*, Collections PUF, 2000.

⁴² CASTEL R., *L'insécurité sociale, Qu'est-ce qu'être protégé ?* Editions du Seuil et le République des idées, 2003.

sociale qui a frappé ses habitants (voir supra). Cette « intégration fragilisée » renforce le sentiment d'une image brouillée, antithétique, paradoxale des femmes lorsqu'elles parlent de leur quartier et quel que soit le quartier concerné.

1-2 L'image contrastée des quartiers

Bien que visuellement proche par leur architecture, les quartiers QPV de Saône-et-Loire sont différents les uns des autres. Cette archipelisation des quartiers permet toutefois de rendre compte à la fois des effets positifs de leur réhabilitation par un travail réussi de restructuration, mais aussi d'évoquer la dégradation visible d'autres quartiers qui ne peut échapper à celui qui le parcourt. En tout état de cause, ces territoires de vie demeurent trop-souvent des lieux tristes et peu dynamiques, tout au moins en apparence et il paraît difficile de penser que ces quartiers puissent incarner ce mythe de la « cité radieuse » évoqué par Le Corbusier (sensé inventer une nouvelle manière de vivre ensemble et de libérer les femmes de certaines tâches ménagères). Pour autant, ce qui ne se démentira jamais dans le discours des femmes, tient au fait que l'amélioration du territoire de vie des habitants des quartiers ne permet pas à lui seul d'influer sur la valeur sociale que les femmes lui accordent. C'est la raison pour laquelle leurs sentiments sont partagés, puisque cette valeur sociale est directement liée à la conjugaison d'éléments d'identification qui, en se combinant, viennent modifier positivement ou négativement le niveau de désirabilité qu'elles donnent à leur lieu de vie.

1-3 De l'identification fonctionnelle à l'identification sociale : une double nécessité

Les lieux que l'on habite résultent généralement d'un compromis entre l'environnement, les aspirations, les moyens dont on dispose et l'offre qui nous est proposée. Ce choix peut être aussi motivé par la combinaison d'autres considérations familiales ou professionnelles. Toutefois, si les habitantes des quartiers n'échappent pas à ce compromis, il leur est plus compliqué à trouver,

parce qu'elles n'ont pas eu forcément la liberté de choisir. Mais sans ce compromis *a minima*, il sera toujours plus difficile de répondre à une définition d'une vie bonne qui, pour paraphraser Judith Butler⁴³ peut être atteinte (par les femmes), si elles parviennent à rassembler suffisamment d'éléments qui, en s'incrémentant vont développer un sentiment de bien-être et d'attachement qu'une personne extérieure au quartier ne ressentira pas et ne comprendra pas nécessairement. Nous verrons que cette double identification (fonctionnelle et sociale) est rarement parfaite, mais elle n'en constitue pas moins un des éléments du rouage complexe qui permet de comprendre plus objectivement comment il est possible de rentrer dans un processus d'invisibilité sociale.

- **L'identification fonctionnelle**

Elle fait tout d'abord sens, lorsque la qualité du logement que l'on habite est reconnue par le locataire, lorsque les infrastructures existantes mises à disposition des familles sont maintenues sur place, lorsque la localisation géographique du quartier n'en fait pas un quartier ségrégué, lorsque les services de proximité n'ont pas déserté le quartier. On peut dire que sur ce point l'identification fonctionnelle est très inégalement atteinte. Les critiques vont de la désertion des services publics en passant par l'absence de magasins de proximité, sans compter sur le laisser-aller des bailleurs qui ne répondent pas forcément à l'inadaptation des logements devenus trop grands ou trop petits, ou qui tardent à effectuer des travaux de remise en état, que les familles installées sur leur quartier depuis longtemps jugent inacceptables. On dénonce aussi « **Les loyers trop chers, les dépenses énergivore de logements pas isolés** » dans plusieurs quartiers, sans oublier les espaces extérieurs peu ou pas entretenus où s'amassent des débris et où parfois prolifèrent les rats. Mais on reconnaîtra bien volontiers les transformations architecturales qui ont bonifié les quartiers d'Autun comme de Torcy, pour ne citer qu'eux, et leur topographie idéale dans bien des cas. Deux exceptions notables sur lesquelles nous reviendrons concernent le quartier « du stade » à Chalon qui

⁴³ BUTLER J., *Ce qui fait une vie, essai sur la violence, la guerre et le deuil*, Éditions La Découverte, Zones, 2010, p., 10.

cumule tous les ressentiments et le quartier de la Chanaye à Mâcon. Voilà en quelques mots, ce qui résume assez justement ce que nous disent les femmes :

« Ici, on n'a pas à se plaindre, on est bien ... » affirme cette mère de famille arrive sur le quartier d'Autun pour y retrouver des amis qui l'ont fait venir sur le quartier. »

« Dans le quartier des Prés-Saint-Jean, j'y suis bien, affirme cette maman. On est bien placés, il y a tout, une maison de quartier, une bibliothèque, un lac... c'est un des meilleurs quartiers... » (Habitantes Chalon).

« Oui ! Le cadre est bien, le quartier des Saugeraies est bien et on a des bus pour se déplacer » (Habitantes Mâcon).

C'est le même discours de contentement qui nous est rapporté par cette femme active, retraitée et habitant le quartier « Duplessis » à Montceau depuis 10 ans :

« Je suis pas d'ici, je viens de la région parisienne, j'avais 20 ans et j'ai suivi mes parents pour des raisons professionnelles à Gévelard. Je suis ici à Montceau depuis 10 ans après un divorce, (...) Je trouve le quartier plaisant, c'est touristique et l'ambiance n'est pas si mauvaise. J'ai vu le quartier après que la tour numéro 10 a été supprimée, c'est mieux. »

Citons encore ces habitantes de Torcy qui ont vu des évolutions s'opérer sur leur quartier qu'elles ne souhaitent pas quitter : **« J'habite le quartier depuis 50 ans, eh oui ! Il a changé. Au début, c'était pas comme ça. On était entourés de tours, elles sont tombées, ça a aéré le quartier et c'est très agréable. Ça a changé aussi avec la population avec des évolutions. Il y avait des grandes familles. C'est une population où il y a de toutes les nationalités. »**

Revenons sur le quartier du Stade à Chalon-sur-Saône, parce qu'il est emblématique de l'état de paupérisation d'un quartier que les acteurs sociaux toujours actifs sur le site ne contestent nullement.

« Avant, nous confie l'une des habitantes du quartier du Stade, quand on était plus petites, on avait une bonne image. Avant, il y avait des

infrastructures, moins de squats, il y a moins de moyens qu'aux Aubépins (autre quartier de Chalon) où on entend dire que les choses sont mieux organisés qu'ici. Maintenant tout s'est dégradé, plus de lieu pour les enfants. La maison de quartier est moins vivante et on a le sentiment d'être laissés de côté. »

Leur attachement viscéral au quartier qui les a vu naître soulève leur incompréhension, d'autant qu'elles disent ne pas connaître les raisons de ce « laissé aller », bien qu'elles ne doutent plus de la volonté manifeste des bailleurs sociaux de ne plus intervenir. Cette situation aporétique pourrait sonner le glas de la fin d'un parcours résidentiel dont les narratrices rencontrées sont convaincues de l'issue :

« L'abandon du quartier, c'est évident. C'est un quart des habitants qui sont partis. Ils partent et ils ne reviendront pas alors qu'ils auraient voulu revenir, mais c'est plus possible. Y font rien pour qu'on reste au quartier. Le quartier se dégrade, ça se voit et y s'attendent que les gens partent d'eux-mêmes. » (Habitante Chalon)

Une autre mère de famille s'agace et rappelle que : ***« l'appartement de ces parents se dégrade à vue d'œil, (infiltrations, humidité, pourrissement des murs, etc.) »*** qui entraîne des problèmes de santé dont son père est victime : ***« s'ils veulent qu'on parte, qu'ils le disent maintenant... » (Habitante Chalon)***

Il leur est difficile de contenir leur désespoir, comme il leur est difficile de critiquer les incivilités commises par les plus jeunes, incivilités qui se moquent des frontières territoriales :

« (...) la casse des boîtes aux lettres des immeubles, on comprend », car ces dégradations reflètent ce sentiment d'abandon du quartier auquel elles restent, quoiqu'il en soit, liées : ***« j'aime ce quartier nous assure encore cette jeune maman parce que j'ai jamais été ailleurs. Ici c'est pas chacun pour soi, c'est encore une grande famille »***. Cet attachement serait (après consultation) partagé par plus de la moitié de ses habitants nous confiera un représentant du conseil des quartiers et peu importe, puisque les décisions seraient avant tout dictées par des raisons économiques.

Le quartier de la Chanaye à Mâcon fait aussi l'objet de vives critiques :

« Le quartier se dégrade à vue d'œil et le bailleur ne fait pas grand-chose pour l'entretenir. Les loyers sont très chers pour ce que c'est. Pourquoi vous voulez que les gens votent... » s'emporte cette ancienne habitante et c'est une des raisons pour lesquelles les femmes présentes affirment leur envie d'en partir en affirmant que les demandes de changement s'entassent à « Mâcon habitat », bailleur social de l'agglomération mâconnaise.

« Tous veulent déménager. Y veulent tous partir (dites le bien !), car les loyers sont trop chers, pour ce que c'est, sans cave, sans garage et pas entretenu. »

- **L'identification sociale : de la nostalgie à l'espérance**

L'identification sociale au quartier est le baromètre qui permet de mesurer la force des liens sociaux. Elle constitue un principe de justification majeur de la qualité de vie et là encore, cette identification sociale reste forte parce qu'elle s'est construite sur un héritage que l'on n'entend pas renier. On veut croire, non pas à la fin de l'histoire mais à sa possible réécriture comme le disent les femmes quels que soient les lieux :

« Ce qui manque, c'est de dynamiser le quartier. Avant, quand on y pense, on faisait plein de choses sur le quartier, et on voudrait que cela redevienne comme avant... » (Habitante Torcy)

Ce besoin d'un retour sur les traces du passé est porté par celles qui n'ont jamais eu de velléités de partir. Leur vie s'est construite dans ces quartiers, elles y ont élevé ou élèvent encore leurs enfants. Elles participent toujours à la vie sociale et culturelle du quartier et elles ont éprouvé l'idée selon laquelle, il était possible de vivre ensemble et de transcender les différences sociales ethniques ou religieuses. Ce pari de retrouver un *ersatz* de vie d'avant ne relève pas de l'utopie. C'est ce que veulent croire ces habitantes qui illustrent leur propos à partir d'un discours quasi tautologique en se replongeant dans un passé pas si lointain, pour se remémorer, toujours avec la même émotion, des expériences positives de vie collective similaires qu'elles reconstruisent en montrant qu'elles constituaient la pierre

angulaire de l'attachement au quartier qui les rapprochaient de l'idéal de l'être ensemble, mais c'était avant :

« Moi je suis plutôt nostalgique. Ça s'est amélioré au niveau de l'environnement, mais avant il y avait une bonne mentalité, il y avait pas d'histoires. Avant on partageait tout. Maintenant il y a plus rien pour les jeunes ; il manque des poubelles, un parc pour les enfants, des bancs, etc. On a un lac mais qui est pas aménagé. Y faudrait l'animer et pas être obligé d'amener les enfants dans un autre lac. Avant on y venait on se mettait tous par terre et on faisait un barbeuk..... » (Habitante Torcy)

« Oui ! c'est vrai, avant il y a avait des activités et c'est ça qui fait qu'on s'est retrouvé chacun de son côté, car il y a plus grand chose... »

« Avant c'était plus familial, il y avait des gens différents, maintenant c'est chacun pour soi. » (Habitante Chalon)

Les personnes les plus âgées et les plus enracinées reconnaissent que le monde a changé **« Oui ! Mais c'est l'époque qui a changé, c'est partout pareil. La vie de quartier, je l'ai vu changer ; on n'a pas le même lien avec les enfants qu'avant.... » (Habitante Torcy)**

Loin de baisser les bras, ces nostalgiques invétérées continuent malgré tout à défendre le plus souvent et sans ambiguïté leur quartier avec force et conviction. Elles s'y accrochent contre vents et marées et leurs envies d'y rester est souvent beaucoup plus fortes que leurs envies d'en partir et lorsqu'elles en partent, elles y reviennent à nouveau, car c'est là que se trouvent leurs racines, leurs amis d'enfance, leurs parents :

« On s'y accroche à cause de la famille avec les familles d'enfance. J'arrive pas à me décoller de là. C'est mon enfance qui me tient et qu'on veut retrouver. » (Habitante Torcy)

« Moi, j'ai déménagé pas loin, mais ma famille est là et mes enfants sont scolarisés ici, et donc je suis toujours ici. » (Habitante Chalon)

« Moi j'aime ce quartier, c'est comme ça, c'est toute une vie... » (Habitante Chalon)

Quel que soit le quartier, c'est avec la même certitude que majoritairement les femmes affirment vouloir s'y maintenir en développant d'autres arguments. Sans nier les problèmes, elles le défendent résolument en le décrivant presque toujours comme un quartier singulier qui se distingue de ceux situés en proximité. Elles combattent farouchement son image qui ne correspond pas à l'image dévoyée qu'on lui donne de l'extérieur et qui ne serait pas toujours conforme à la réalité de ce qu'elles vivent. Elles soulignent la volonté d'intégration de la plupart des habitants, tout en regrettant le peu d'intérêt que l'on prête à la population comme à ceux qui défendent le quartier en s'engageant dans des activités bénévoles, à l'instar de ce collectif (peu ou pas structuré et sans existence réelle) qui s'implique auprès d'autres femmes afin de les sortir de leur espace familial et de favoriser leur intégration.

« On a dû se battre pour ouvrir une salle au centre social, car on a eu des entraves ». (Habitante Mâcon)

Fières de leur combat mené auprès de femmes qui ne maîtrisent pas la langue française, elles considèrent **« que cette ouverture des femmes vers les autres femmes, vous ne l'avez pas à la Chanaye (autre quartier de Mâcon), où il y a une forte communauté turque. Les femmes turques sont pas ouvertes. Elles sont en groupe, en cercle fermé... les enfants, ils parlent qu'en turc, alors que les nôtres, ils parlent français, ce qui veut dire qu'ils veulent s'intégrer ».**

Les femmes du quartier de la Chanaye vont leur répondre indirectement, en défendant leur quartier, tout en soulignant malgré les critiques, les solidarités toujours actives. Elles ne contesteront pas cette distance des femmes turques statistiquement plus nombreuses (tout en reconnaissant, leur capacité à s'organiser, à mobiliser leur solidarité communautaire comme la vigilance plus grande portée par cette communauté à l'éducation des plus jeunes, loin des comportements des familles maghrébines décrites comme étant beaucoup plus individualistes et beaucoup plus divisées et où l'appartenance communautaire relèverait d'une fiction : .

C'est aussi la nouvelle vie de femmes italo-maghrébines installées depuis peu sur ce même quartier de la Chanaye à Mâcon et qui vivent dans leur parcours migratoire, leur arrivée en France comme une chance qu'elles ne comptent pas gâcher. Apprendre la langue, s'insérer dans leur quartier et dans la ville, accompagner leurs enfants en les poussant dans la poursuite de leurs études constitue pour elles l'alpha et l'oméga d'une intégration réussie. Leur volontarisme est salué par les médiatrices du quartier : **« les italo-maghrébines sont dix fois plus motivées, plus actifs pour faire des formations. Y veulent travailler. Les autres maghrébins, y veulent rien faire, regardez le parking, il est plein de voitures, c'est un signe. »**

1-4 De l'adhésion à la (dés)identification

Cette nostalgie pour les autochtones et les espoirs des allochtones dans la défense de leur quartier vient subséquemment ranimer le spectre d'une (dés)identification sociale en marche, par la prise de conscience de femmes qui s'inquiètent de l'absence de diversité dans la composition des logements, comme si les conditions d'une mixité sociale n'étaient qu'un leurre. En revanche, le risque d'accentuer une ghettoïsation⁴⁴ des quartiers et de renforcer un narcissisme identitaire d'opposition face à l'arrivée des populations caractérisées par leur vulnérabilité, rend leur avenir plein d'incertitudes car elles sont exposées à des atteintes qui peuvent compromettre leur accès à une vie autonome dotée de sens :

« Ce qui me gêne, c'est d'avoir concentré des gens en grandes difficultés dans les immeubles. Il faut pas mettre tout le monde de la même nationalité au même endroit, il faut de la mixité. On a parké les gens (...) »
(Habitante Mâcon).

Cette habitante du quartier de la Chanaye à Mâcon depuis 1981 insiste elle aussi en soulignant le déclin d'une plus grande mixité sociale et professionnelle, validant le fait que le quartier social a bien perdu sa fonction initiale en devenant

⁴⁴ MAURIN E., *Le ghetto français, enquête sur le séparatisme social*, Editions du SEUIL, La République des Idées, 2004.

une nasse pour les plus précaires : « ***Avant quand je suis arrivée, il y a des médecins, des avocats, des français des portugais. Il y avait du mélange, maintenant il y a des Turcs et des maghrébins et on se fréquente peu. Ils ont leur système. On fait bien des échanges. Quand il y a des manifestations, les turcs viennent pas, sauf si c'est le contraire quand c'est eux qui invitent...*** »

Si l'existence, *a priori*, d'une uniformité des habitants au regard des difficultés socio-économiques qu'ils concentrent n'est guère discutable, les quartiers sont aussi marqués par des brassages ethniques qui jouissent d'une mobilité particulière qui, loin de relever d'une mobilité ascendante, s'effectue prioritairement à l'intérieur des quartiers prioritaires. Ce renouvellement touche la plupart des quartiers et partout, il se produit les mêmes effets de repli, dont il nous est impossible de mesurer l'impact réel au cours de cette étude. Nous pouvons seulement souligner que ces nouvelles arrivées produisent de l'inconnu et une méfiance réciproque entre les « établis » installés depuis plus longtemps et les nouveaux arrivants considérés comme des « intrus⁴⁵ », à l'image des « bulgares » d'Autun, des « italo-maghrébins » de Mâcon, etc. La conséquence première peut être la stigmatisation comme le rappelle Norbert Elias, produite par le groupe établi qui justifie les préjugés et le rejet.

Venons-en à un autre problème social majeur verbalisé par les narratrices, celui des incivilités, qui menacent la vie sociale et empêchent une identification sociale positive.

1-5 La question des incivilités : entre critique et relativisme

Les incivilités⁴⁶ constituent un des points noirs de la vie des quartiers qui ont indéniablement un effet de (dés)identification au quartier. Mais là encore, les façons

⁴⁵ ELIAS N., *Logiques de l'exclusion*, Editions Fayard, 1997

⁴⁶ Les incivilités telles que nous sont présentées sont des altérations qui nuisent au déroulement normal de la vie sociale puisque les règles de civilité sont mises à mal. Elles sont quasiment toujours commises par des garçons parfois en perdition qui refusent toutes

d'appréhender cette question ne font pas l'unanimité. Cette asymétrie des positions peut se résumer par deux figures types de femmes : « les exaspérées solitaires » et « les tolérantes aveugles ».

Pour les « exaspérées solitaires », qui regroupent à la fois des familles mono parentales, des femmes seules sans attache initiale, et des nouveaux arrivants, les quartiers incarnent à leurs yeux, la figure du désordre, sans pour autant que l'attachement qu'on lui porte en soit toujours affecté. Ce qui les rapproche, c'est leurs critiques sans concession portées sur les incivilités commises par des jeunes garçons qui pourrissent le quotidien, cancérisent la vie sociale, annihilant le plus souvent les efforts consentis sur certains territoires. Une des raisons majeures qui accentuent, aussi surprenant que cela puisse paraître, les difficultés de ces femmes, c'est leur absence « de protection rapprochée », c'est-à-dire la non détention, d'un capital social ou relationnel, qui ne leur permet pas de réagir, car elles ne sont pas reconnues. Elles ne peuvent se prévaloir d'être la femme « de ». Dès lors, elles ne s'autorisent pas à recadrer les plus jeunes par peur des représailles des familles démissionnaires souvent hostiles et allergiques à toutes remarques concernant leur progéniture. Alors ! On se tait et on se terre dans la sphère domestique. Les incivilités sont décrites le plus souvent comme des actes de petite délinquance qui n'en sont pas moins des pratiques déviantes capables de créer un climat anxigène en renforçant, de façon plus ou moins variable selon les quartiers, le niveau d'indésirabilité des femmes quelle que soit la tessiture des incivilités qui peuvent aller des incivilités régulières (salissures, tags, insultes, menaces, jets de projectiles, etc.), à une « délinquance d'appropriation⁴⁷ » par les plus grands (liée au vols, aux trafics de drogue, etc.) qui gangrènent les quartiers ; mais cette « délinquance d'appropriation » n'est évoquée qu'à demi-mots, comme

formes de contraintes sur leur territoire (le quartier) et qui se sont souvent pris dans une spirale de l'échec (scolaire, sociale etc). Jean Yves Trépos nous propose une typologie des incivilités existantes qui recouvre, ce que l'on nous a décrit sur les territoires : « l'incivilité de défection » qui renvoie à des incivilités (bruit, désœuvrement ...), puis ce qu'il appelle « l'incurie provocatrice » liée à la consommation de drogues et au deal. « L'agression symbolique » dont les filles en particulier dans cette étude sont victimes (insultes, menaces et quolibets etc) et enfin « la violence physique » à l'encontre des biens et des personnes.

⁴⁷ LAGRANGE H., De l'affrontement à l'esquive. Violences, délinquance et usages de drogues, Editions Syros, 2001.

si elle relevait de l'ADN des quartiers avec lequel les habitantes (les plus anciennes) se sont habitué à vivre :

« La question de la drogue est ancienne. Par contre avant ils respectaient beaucoup et c'était plus discret. Maintenant il y plus de respect. C'est une autre mentalité » (Habitante Torcy).

« La question de la drogue, elle fait partie du quotidien, le trafic se fait devant l'école. Tout le monde le sait, la police aussi...on ne fait plus attention » (Habitante Mâcon.)

Le ressenti collectif des « exaspérées solitaires » les plonge dans une impasse face à l'accroissement exponentiel des incivilités régulières devenues virales qui bien évidemment participent à l'invisibilité sociale des femmes en dépit du fait que leur exposition inévitable dans l'espace public finira, dans le meilleur des cas, par favoriser des relations d'interconnaissances qui pourront alors atténuer le risque de défiance de ces dernières envers les jeunes, désormais identifiés et identifiables. Elles seront alors en mesure (si elles restent à leur place) de mieux gérer des situations banales qui deviendront moins problématiques.

Mais c'est encore le désenchantement, la colère froide d'autres voix qui souhaitent faire part de leur inquiétude, comme cette habitante installée sur le quartier des « Près Saint Jean » à Chalon depuis 15 ans. Reconnaisant comme bien d'autres la qualité de l'environnement de son quartier, elle vitupère contre les changements qui l'inquiètent ; une modification de la sociologie de la population et la dégradation manifeste des relations sociales. Elle a du mal à comprendre l'acharnement de certains jeunes à dégrader les lieux et dénonce comme tant d'autres habitantes des quartiers concernés l'irresponsabilité coupable des familles :

« En 15 ans, il y a plus d'incivilités, je trouve. On balance tout par la fenêtre. Les gens se respectent moins. Il y a moins de solidarité. On peut plus dire à un gamin d'arrêter. Aussitôt il y a des représailles. C'est pas un monde de bisounours ici. » (Habitante Chalon).

Elle souligne le non-respect des jeunes lorsque vous ne faites pas parti de leur communauté et insistent sur les comportements asociaux de certains d'entre eux :

« Moi ! Je ne suis pas d'accord. Ils (les jeunes) me regardent comme une vieille « conne » ? Pousse-toi, ou je t'écrase ton chien... ». Une autre rappelle la mésaventure d'une dame d'un certain âge qui a reçu récemment un coup de pied dans le dos. » (Habitantes Chalon)

Une jeune maman de trois enfants soutient ces propos : « les jeunes, y se croient tout permis, ils brûlent des poubelles, ils crient, cassent des vitres ; c'est triste, on paye son loyer et on se fait embêter ; je me suis fait insulter comme ça. Les parents ont pas de baguette magique, mais en tant que parent, on a tous nos responsabilités ; les jeunes ont trop de liberté ». (Habitante Chalon)

« Au début, ça allait très bien et très doucement, il y a eu des mélanges et ça s'est dégradé. C'est les jeunes, y font des bêtises et y s'en ont rien à foutre. On a beau leur dire de pas faire. Le quartier c'est leur jeu, leur quotidien. » (Habitante Chalon)

Les quartiers de Mâcon ne font pas exception : **« ce qui n'est pas correcte insistent les femmes du quartier de la Chanaye, c'est le bruit, la saleté. Les enfants ne sont pas éduqués. Ils jettent leurs déchets, urinent dans les escaliers, etc. Les gens sont bien, mais dans la vie quotidienne, il n'y a pas de consigne et derrière, pas de respect. Les parents sont démissionnaires, les enfants sont plus compliqués et ont peur de rien. Il y a quelques années, c'était pas autant. Face à cela, la ville de Mâcon a laissé tomber. »**

Ces événements récurrents redoutés et dénoncés par plusieurs femmes démontrent s'il en est besoin que la vie moderne a refermé dans les quartiers sociaux, comme ailleurs la cellule familiale sur elle-même, ce qui ne permet plus (comme nous l'avons répété), l'autocontrôle des habitants dans le maintien d'une vie sociale plus harmonieuse. Pour autant, la réinstauration du rôle des parents

semble urgente pour recréer d'autres rapports d'autorité entre les générations. Les femmes qui ont pu s'exprimer le demandent, bien qu'elles ne soient pas forcément en difficultés, en faisant preuve d'une grande lucidité : elles sollicitent instamment un soutien indispensable pour ces mères dépassées qui ont besoin d'être accompagnées, épaulées pour faire face aux problèmes éducatifs qui leur échappent :

« Beaucoup de mamans souhaitent qu'on les aide dans l'éducation de leurs enfants. Y faut reprendre leurs rôles d'éducateur ; si vous voulez, les familles sont plus dans leur pays d'origine, sauf que maintenant c'est plus les mêmes conditions, on vit différemment. Mais les parents sont responsables de A à Z. Y faut, je pense plus d'éducateurs, plus de médiateurs pour refaire le lien entre les parents et les enfants. » (Habitante Chalon)

« Les enfants quant y font des bêtises, on devrait leur montrer du doigt, mais c'est pas possible, alors il faut qu'on aide les mères. » (Habitante Chalon)

Cette habitante de quartier des « Pré Saint Jean » depuis 40 ans, nous dit aussi toute son exaspération devant les problèmes sociaux causés par de jeunes garçons et elle avoue comme d'autres la vigilance qui est la sienne pour éviter que ses propres enfants ne soient pas attirés par les groupes de jeunes du quartier qui ont cette capacité d'aimer les plus sages. Elle souligne le dépassement des familles **« qui se débrouillent comme elles le peuvent. Elles n'ont plus de prise sur leurs enfants, et pour moi aussi je sais que c'est dur ».** (Habitante Chalon)

Sa prise de parole résonne avec celle d'autres mamans sur d'autres quartiers qui ne connaissent pas spécialement de difficultés avec leurs enfants, mais qui s'alarment du devenir de leurs rejetons. Elles tentent de les protéger en exerçant un contrôle parental plus strict parce que l'environnement est considéré comme pathogène. Elles n'hésitent pas à nous confier leur désarroi :

« On a peur pour nos enfants » résume le discours dominant des mères de familles sur l'ensemble des quartiers visités.

« J'ai plus peur pour les enfants maintenant ; les enfants y sortent avec moi ; j'ai plus peur ; il y a un gamin de 19 ans qui a été tué près de chez moi... il y a de plus en plus de gens bizarres. » (Habitante Torcy)

« Il y a un contrôle plus strict de mes enfants. J'ai toujours peur ; avant on avait l'impression d'être en sécurité partout, mais c'est plus vrai. » (Habitantes Torcy, Mâcon, chalon)

« J'ai le sentiment que mes parents ont moins galéré que moi pour élever les enfants. Nous, on est derrière eux, mais on a du mal à leur faire comprendre les choses. Il y a plein de choses qui nous échappent... » (Habitante Torcy)

Quant à ces autres femmes que nous avons qualifié de « tolérantes aveugles », elles ne souffrent pas des incivilités de la même manière. Elles peuvent, sans aller jusqu'au déni, en relativiser la portée considérant que les incivilités (seraient des incivilités d'importation) commises par des individus venus de l'extérieur, mais qui ont pu habiter le quartier. **« Il y a des jeunes qui viennent de l'extérieur pour casser, non ! Les jeunes que nous connaissons, on leur dit les choses. Ils nous connaissent tous... » (Habitante Torcy)**

« Les jeunes qui font le bazar, y sont pas toujours du quartier » (Habitante Chalon)

Comment expliquer cette tolérance ? Une des raisons majeures est moins l'antériorité des femmes dans le quartier que leur appartenance à une communauté de semblables qui peut faciliter l'interconnaissance. Toutefois, les femmes ne seront pas plus réactives pour intervenir auprès des jeunes, mais elles disposeront comme nous l'avons évoqué, d'une des clés nécessaires pour s'assurer une vie moins stressante, plus conforme à « une vie normale » :

« Ici on est en sécurité car on se connaît tous. » (Habitante Chalon)

« Au Prés Saint Jean » Je ne me sens pas en insécurité dans le quartier. Il y a des clichés, mais quand on y vit depuis longtemps, c'est différent. » (Habitante Chalon)

« Moi, y m'appelle « tata » et je sais qui est le fils de qui. » (Habitante Chalon)

« On est en sécurité dans le quartier. Ici tout le monde connaît tout le monde. Que de fois, les jeunes m'ont porté mes courses. A chacun sa génération. Nous aussi, on a fait les fous. Ce qui démolit les jeunes, c'est la drogue. » (Habitante Mâcon)

L'expérience de cette mère de famille, seule avec enfants, partie de la campagne proche pour venir dans un quartier de Mâcon, car elle avait des relations amicales avec d'autres femmes du quartier permet de mieux saisir cette nécessité d'être reconnue :

« Je connaissais déjà des personnes dans ce quartier et maintenant j'en connais beaucoup plus. Il y a dans le quartier du bon et du mauvais, mais je me sens moins isolée qu'à la campagne et on me reconnaît, je vais dans les associations et on discute entre femmes ».

Cette reconnaissance (par les jeunes) lui ont permis de vaincre ses craintes initiales éprouvées lors de ses déplacements :

« Moi, je n'ai jamais eu de problèmes dans le quartier avec les jeunes insiste-t-elle ! J'ai eu cette impression au début qu'on ne pouvait pas aller dans certains lieux et puis non ! J'ai été rassurée aussi par mes filles. Je suis moins connue dans le quartier, c'est pour ça que j'avais peur, alors que beaucoup se connaissent depuis l'enfance, mais j'ai la chance d'avoir des copines (qui ont des enfants) et qui me connaissent, et c'est pour cela que je suis venue ici et que ça se passe bien parce que les jeunes sont les enfants de mes amies. »

On retrouve encore cette posture tout aussi tempérée chez d'autres femmes qui, bien que gênées, tentent de justifier avec une certaine compassion les conduites déviantes de certains jeunes qu'elles associent à leur mal-être, parce qu'on ne leur proposerait pas grand-chose pour les aider à s'en sortir. Ainsi, quand la question de l'insécurité (parce qu'elle produit de l'invisibilité sociale) est abordée, elle est alors le plus souvent renvoyée au comportement inadapté et marginal de quelques groupes de jeunes garçons qui sont dans l'incapacité de s'auto-contraindre en réfrénant leurs manifestations pulsionnelles et émotionnelles, ce qui

les conduit à des passages à l'acte, notamment sur les biens matériels, dont il faut relativiser l'impact :

« Les garçons sont pas tous mauvais. Il y quelques petits caïds, mais globalement, on a pas de problème et les jeunes peuvent être changés. Ils vivent dans leur bulle. Ils ont pas de travail. Ils ont pas de lieu où se réunir(...) Ils avaient un lieu (la Casba) qu'on a fermé à cause d'une ou deux personnes. » (Habitante Mâcon)

A Torcy aussi, « il y avait un lieu pour les jeunes qui se retrouvaient entre eux et ça se passait bien, mais il n'y a plus rien. »

« Pourquoi brûlent-ils s'interroge cette habitante, c'est parce qu'ils ont rien, pas d'avenir, il faut leur faire confiance et leur donner un lieu avec un responsable et un règlement intérieur. » (Habitante Mâcon)

Et quand des critiques sur les jeunes se précisent pour dire **« qu'ils ne se battent pas beaucoup pour s'en sortir »**, ces critiques sont aussitôt balayées par des arguments plus compréhensifs qui se veulent plus objectifs :

« Il faut y aller sur le quartier et voir ce qui se passe et être objectif, prendre en compte le taux de chômage sur le quartier. Et de poursuivre son propos en insistant sur le fait que « si on résout cette question du chômage, on résoudrait pas mal de souci. » (Habitante Mâcon)

Pour cette femme seule, les incivilités ne sont pas propres aux quartiers sociaux « Oh ! Il y a des p'tits voyous partout. Je traîne pas le soir, mais c'est comme partout. (...) ça évolue comme tout...y a un peu plus d'étrangers. » (Habitante Montceau)

« Y a quand même des voitures un peu fracassées lui rétorque une représentante de la régie de quartiers, des poubelles brûlées... », « Oui ! Mais y aura toujours ça, mais je me sens pas en insécurité. C'est le soir qui font le cirque. » « C'est vrai, on leur laisse faire ce qu'ils veulent, je râle intérieurement (...). Il y a des problèmes comme partout liés à la diversité des populations étrangères et à la difficulté de vivre comme nous. » (Habitantes Montceau).

Pour résumer au mieux les différentes positions de femmes, on parlera d'oscillation paradoxale puisque le ressenti de ces femmes sur le climat social qui agite leur quartier peut pencher, quels que soient sa forme et son degré d'intensité, soit du côté de l'incompréhension et de la stupéfaction, qui laisse alors certaines d'entre elles désemparées et dans l'incapacité de réagir, soit du côté de la compréhension et de l'indulgence en privilégiant plutôt l'autocensure et le repli, à l'action. Elles parviendront toutefois à un consensus en demandant l'intervention de la puissance publique, accusée de ne rien faire, tout en soulignant à nouveau l'impérativité d'un sursaut collectif puisqu'elles se retrouvent sans exception pour demander un retour à des principes de vie collective dont la communauté ouvrière agonisante s'est délestée :

« Quand on intervient auprès des enfants, il faudrait qu'on se sente soutenues. Dans le temps, les familles étaient solidaires et elles avaient les mêmes principes éducatifs. Aujourd'hui, les parents y délèguent trop et c'est le dépassement total ».

Oui ! Renchérit ce représentant des conseils de quartier de Chalon :

« Y a beaucoup de femmes qui élèvent leurs enfants comme elles peuvent et elles peuvent pas être partout. »

« Il faut pas les bloquer, les agresser comme si on était leurs parents. Avec certaines tranches d'âge, ça va, faut le dire tranquillement et parfois on y arrive. » (Habitante Torcy)

« Oui ! Ce qu'il faut c'est du dialogue ». En effet, ce dialogue semble avoir disparu et c'est la peur qui a pris le dessus : « avant, on pouvait dire à son voisin que son enfant n'est pas correct (nous explique cette femme d'origine maghrébine). Mais avec les maghrébins, c'est chacun pour soi. Il y a pas de prise de conscience et les gens se sentent jugés, alors y disent rien. » (Habitante Mâcon)

Pour mieux appréhender les problèmes éducatifs auxquels des mères peuvent être confrontées, des actions de prévention sont proposées comme à « la maison des familles » de Torcy, afin de rechercher collectivement des moyens d'agir. Dans cet espace hybride où s'entretiennent les liens entre les habitants et

où l'on partage ses peines comme ses joies quotidiennes. Ce lieu a démontré son indispensable et incontournable activité dans cette phase de post-pandémie amorcée où les femmes rencontrées nous ont fait part du vide, créé par sa fermeture comme de la peur de ne pas pouvoir y revenir après un long cantonnement dans leur espace privé. Cette « maison des familles » qui porte si bien son nom, positionne certaines actions dans une logique « d'*empowerment* individuel » reposant sur la réappropriation d'un pouvoir individuel des parents, mais aussi sur un « *empowerment* communautaire », car c'est aussi le développement du pouvoir d'agir du groupe par le milieu de vie qui est stimulé⁴⁸ : Dans une logique de prévention, des mères de famille tentent de trouver des solutions en s'appuyant sur des acteurs locaux :

« Nous on travaille avec l'animatrice. On essaye de mettre en place des actions en direction des enfants. C'est ouvert à tout le monde et on comprend pas bien pourquoi on est si peu nombreux. » « Il y a que des femmes, les hommes (sauf ceux qui travaillent) ne viennent pas, et il y des femmes qui sont seules pour élever leurs enfants... » (Habitantes Torcy)

Dans le prolongement de ces initiatives, il paraît nécessaire, si de telles expériences n'ont pas été tentées, que la multiplication des espaces hybrides soit encouragée pour favoriser le dialogue entre les femmes et les jeunes, dans une éthique de discussion, c'est-à-dire dans un affrontement pacifique pour faire bouger les mentalités. C'est un immense défi à relever qui nécessitera des moyens humains, nous disent les femmes pour espérer répondre aux immenses besoins des quartiers. Loin de toute utopie idéaliste, cette démarche n'a rien d'impossible et tout ce qui concourt à la restauration de la place des femmes, sans les faire tomber dans une logique victimaire, ne peut être que bénéfique. De nombreuses femmes, nous semble-t-il, y sont prêtes si l'on accepte de venir les chercher. A tous ceux qui sont encore enclins au doute, nous entendons confirmer à quel point les tensions sociales perceptibles dans les quartiers ne sont pas des épiphénomènes. Elles peuvent révéler les plus ou moins grandes incompatibilités des cultures dans des

⁴⁸ NINACS A. William, *Empowerment et intervention, développement de la capacité d'agir et de la solidarité*, Les Presses Universitaires de Laval, 2008.

quartiers gagnés et traversés par des processus sociaux, culturels, politiques, religieux, etc. qui se recomposent (même si certaines femmes s'en accommodent). Il serait irresponsable de nier toute la difficulté qu'éprouvent certains individus à respecter la loi commune incarnée par la République. Il paraît dès lors quasi inéluctable que tôt ou tard, la difficulté de la vie en commun, puisse continuer à heurter d'autres habitantes, pour ne parler que de cette population à laquelle nous nous sommes intéressés.

Par cet excursus, nous voulions montrer toute la difficulté de trouver un équilibre entre les deux types d'identification que nous avons déterminé ci-avant, et sur la nécessité de les prendre en compte pour objectiver le rapport que les femmes entretiennent avec leur quartier. En effet, l'accès à une double identification est consubstantielle à la coloration singulière que les femmes rencontrées vont donner à l'organisation de leur vie dans le quartier parce que cette double identification participe au tissage subjectif de leurs représentations, ce qui conduit, *in fine*, à une mosaïque identitaire plutôt qu'à la construction d'une unité de sens, car chaque femme est tentée à sa manière de composer son identité socio-spatiale en fonction de sa propre trajectoire et de ses propres expériences identificatoires vécues dans un espace social collectif désormais plein de trous.

En d'autres termes, la positivité des sentiments que les femmes ressentent à l'égard de leur quartier ne semble pas toujours facile à atteindre car leurs sentiments sont figés dans une intemporalité qui les empêche de se transformer par la conjugaison de multiples phénomènes qui s'interpénètrent, s'entrecroisent et qui se nourrissent pêle-mêle des effets délétères de la crise sociale, de la modification de la structure de la population, du départ des moins pauvres, de son vieillissement, de la difficulté inquiétante de certains jeunes qui peinent à se construire un avenir, de sa dépendance aux institutions, de l'assignation des habitants même s'ils peuvent envisager une mobilité au sein des autres quartiers d'habitat social. Ce sont autant de raisons non exclusives qui ont fini par transformer en profondeur les relations sociales entre les habitants, en renforçant la place donnée à l'habitat (en tant qu'espace domestique), qui, nous y reviendrons, s'impose comme un lieu de retrait défensif évident pour une part importante des femmes, réduisant *de facto*,

non seulement les échanges sociaux, mais aussi un investissement possible dans leur quartier en augmentant par un effet domino les risques d'invisibilité sociale des femmes. Il serait faux cependant de penser que les populations des quartiers n'ont pas gardé des espaces de respiration pour éviter que cette invisibilité sociale ne soit encore plus grande et plus étouffante.

1-6 A la recherche d'une affectivité soutenante et structurante

L'antériorité dans le quartier et l'appartenance communautaire sont autant de critères qui peuvent faciliter l'inscription territoriale des femmes dans l'espace public sur cette scène sociale qu'est le quartier, mais ce n'est pas toujours le cas pour les femmes (notamment d'origine étrangère), qui ont conscience que leur place est ailleurs et donc que ce rapport compliqué qu'elles entretiennent avec l'espace public qu'elles assimilent à un « non-lieu » n'est pas essentiel à leur vie. En revanche, ce à quoi tiennent beaucoup de femmes rencontrées, c'est à des rencontres avec d'autres femmes, dans un « entre soi » genré capable d'agir comme un accélérateur d'intégration, bien que le repli des femmes dans leur quartier puisse les enfermer dans une auto exclusion en les coupant, si elles ne sont pas vigilantes, des autres habitants, comme du monde extérieur. Ces rencontres sont pourtant capitales nous dit-on pour « **les femmes qui passent l'essentiel de leur vie dans le quartier** », car c'est de cet « entre soi » quand il devient possible, que va naître entre les femmes un type de relation que nous qualifions d'affectivité soutenante et structurante lorsqu'elles parviennent à voler ces morceaux de temps libres disponibles. Ce que les femmes vont y trouver, c'est de l'empathie, de la bienveillance, de l'accompagnement, de la camaraderie, du partage comme nous avons pu le voir à la régie de quartier de Mâcon, toujours disponible malgré la pandémie. Ces différents lieux, quelles que soient leurs appellations, sont des structures structurantes qui combinent des actions très diverses autour de l'accès aux droits, aux ateliers d'apprentissage de la langue française, en passant par des activités manuelles, le partage de repas, les sorties, etc. Ces différentes structures, même les plus informelles peuvent apparaître sous la forme d'un collectif de femmes, n'en sont pas moins traversées par une même philosophie d'intervention

et agitées par les mêmes valeurs humaines que sont l'ouverture d'esprit, la tolérance, le respect, etc. Elles sont par ailleurs guidées par cette volonté inébranlable de maintenir une « communauté de vie » où les femmes pourront y trouver toute leur place.

« La régie des quartiers crée du lien, elle compense tout ça, toutes les différences avec des populations jeunes et moins jeunes avec qui il faut composer. Y sont super », et elle offre une réponse que les associations existantes sur les quartiers ne sont pas en mesure de délivrer parce qu'elles ne fonctionnent qu'entre semblables : **« Beaucoup d'associations locales, mais chacun dans son coin, des italiens, des polonais, des maghrébins... personne ne se mélange, c'est plus compliqué, car on est très différent. A la régie du quartier, il y a plus de chaleur entre les gens. Partout ailleurs ! C'est des clans. Ils font leur vie. » (Femme Montceau)**

La « maison des familles » fait partie de ces espaces dont le crédo est de « faire société » : **« Heureusement affirme-t-on, que les communautés arrivent ici à vivre en bonne intelligence, car depuis le temps, on se connaît tous et c'est grâce à la maison des familles qu'on arrive à vivre ensemble. On a senti pendant le confinement, ce qui nous manquait. Avant, tout se faisait ici, l'assistante sociale, les activités, les cours de cuisine..... On espère que ça va reprendre après le confinement. » (Femmes Torcy)**

Ce besoin impérieux d'un « entre soi » entre les femmes se confirmera ailleurs comme au quartier des Saugeraies à Mâcon (quartier déjà cité), sous une forme différente, comme nous le confiera cette habitante arrivée d'Algérie il y a quelques années. Cette femme qui se dit « féministe » affirme se sentir bien dans son quartier, qui loin des clichés et des jugements, *a priori*, dont elle entend se dégager, jure que dans son quartier :

« On y vit bien. On n'a pas à se plaindre, on s'y retrouve avec d'autres femmes. Elles viennent au centre social pour apprendre le français et elles sont demandeuses, mais aussi, ces mères viennent pour souffler, c'est une récréation pour ces femmes au foyer ; on les voit en petits groupes quand

elles le veulent. On organise aussi des repas entre femmes. Les hommes y vont de leur côté et les femmes de l'autre, c'est culturel. »

C'est à nouveau dans ce même élan de sororité des femmes à l'égard d'autres femmes qu'il devient possible de faire bouger les lignes en permettant à celles qui sont les plus isolées de rompre avec leur isolement en recouvrant une visibilité que nous qualifierons d'intimiste, et ce malgré les obstacles :

***« Avant ! Il y a encore quelques années, on organisait des repas mixtes, mais c'est devenu plus compliqué rétorque une autre habitante qui pense que les gens devraient davantage s'organiser et pas s'enfermer sur eux-mêmes. »
(Habitante Mâcon)***

Dans le respect des conditions qui leur sont imposées, les femmes les moins libres ou les plus empêchées par les activités domestiques qui leur sont dévolues, ont l'opportunité, au cours de ces rencontres entre femmes, de transformer ce temps libre en « lien de participation élective⁴⁹ » qui les sort d'un environnement parfois pesant qu'elles n'ont pas forcément choisi. Beaucoup vivent encore dans une logique de soumission, nous dit-on, comme l'ont vécu les femmes françaises, avant que les mouvements d'émancipation ne fassent évoluer le droit et les libèrent un peu plus de la gangue paternaliste. L'utilité de toutes ces initiatives n'est pas contestable, mais ***« Il faut des moyens pour sortir les femmes du quartier et de leur appartement. Il faut que les femmes qui sont au foyer puissent s'évader. »
(Habitante Mâcon)***

« Les problèmes sont liés aux femmes illettrées ; la barrière de la langue n'aide pas pour s'ouvrir vers l'extérieur. Moi, ma vie est en France, je me sens libre et je comprends leurs frustrations. » (Habitantes de Mâcon)

***« Les femmes étrangères qui vivent en France sont très volontaires et quand on les voit pas, c'est pas par fainéantise, mais par empêchement. »
(Habitante Chalon)***

⁴⁹ PAUGAM S., *Vivre ensemble dans un monde incertain*, Edition de l'Aube, 2015. Pour Serge Paugam, le lien de participation élective » renvoie à une socialisation extra familiale qui se nourrit du contact avec d'autres groupes.

Insistons encore pour prolonger leurs discours en disant qu'une des raisons de l'invisibilité sociale des femmes peut être renforcée par une probable domination masculine, qui s'enracine dans la structuration symbolique d'un monde social différent du monde dans lequel certaines femmes vivent. Elles ne possèdent pas (surtout celles qui n'ont pas d'accès à la langue et à la culture du pays d'accueil), les quelques clés de compréhension nécessaires à l'intégration d'un monde social différent dans lequel elles sont entrées. Comment ne pas réitérer cette nécessité de l'accès à la langue et à la culture parce qu'elles constituent un accélérateur d'intégration et d'autonomisation important qui favorisera une plus grande visibilité dans l'espace public. Une partie des femmes concernées le savent et les associations sur place s'y attèlent, sans que l'on soit en capacité d'affirmer qu'elles sont en mesure de couvrir tous les besoins. Nous avons rencontré ces femmes qui ne parlent pas la langue, mais qui souhaitent suivre des cours de français, car elles ont conscience que cette démarche peut être constitutive du point de départ d'une possible démarche vers une plus grande autonomie, comme l'affirme celles qui ont franchi le pas. Mais le défi à relever est loin d'être gagné car cette affectivité soutenante et structurante auprès de femmes, qu'elle soit à l'initiative des femmes où pensée pour les femmes capte encore un nombre limité de femmes, comme le souligne ce membre du conseil citoyen de Chalon :

« Beaucoup de femmes sont cantonnées à la maison. Point final. Quand je vois des femmes qui veulent apprendre à écrire par exemple. On leur donne les adresses et tout, mais elles y vont pas. Il faut les assister, les accompagner, parce qu'elles ne font pas ce qu'elles veulent. »

L'enjeu est de taille notamment pour les femmes d'origine étrangère résidant dans les quartiers QPV dont certaines restent globalement prises dans les carcans d'une tradition communautaire qui sans doute, (nous en faisons l'hypothèse), ont pu se renforcer en raison de la dureté de la crise sociale et économique qui les empêche d'accéder à toute forme d'ascension sociale, avec pour conséquence des habitus néo-communautaires qui s'affranchissent parfois du droit commun, et qui se trouvent ragillardis, en s'imposant auprès de femmes beaucoup plus résignées, qui acceptent un quotidien différent de celui qu'elles s'étaient imaginées. La

promesse d'un autre avenir a pu s'effondrer ou dans le pire des cas, la construction d'un imaginaire lié à une nouvelle vie est mort-née.

Dès lors, il est difficile de contester le bien-fondé de ce combat silencieux, mais juste, mené par des femmes en direction d'autres femmes, afin de les aider à disposer d'elles-mêmes. Toutes les initiatives qui vont dans ce sens mériteraient d'être encouragées car elles conditionnent la qualité de vie dans le quartier. De même que toutes les formes de participation des habitantes devraient être facilitées, car la participation s'usera et se poussérise si elle n'est pas activée. Nous considérons au stade de nos investigations qu'une réflexion devrait être menée pour donner aux femmes une place dans l'espace des cités, en les percevant comme une catégorie singulière pouvant faire l'objet d'une attention publique qui dépasse la seule question de la parentalité. Ces femmes engagées ou consommatrices d'activités demandent à être mieux écoutées, en nous rappelant avec un peu d'ironie « **qu'il n'y a que des islamistes dans les quartiers** ». Nous pourrions certes leur reprocher parfois cette tendance à ne pas vouloir accentuer les problèmes, mais aucun doute n'est permis dans la lecture assez juste qu'elles font, sur ce qui se joue dans leur quartier, à travers ce qu'elles perçoivent et ce qu'on leur dit. Et c'est en ce sens qu'elles apparaissent comme des relais efficaces sur lesquels les acteurs professionnels gagneraient à s'appuyer.

Que nous disent-elles ? :

« Il est important d'avoir l'avis des femmes. Nous, on est là et on voit des choses. » (Habitante Mâcon)

« Les femmes ont plein d'idées, mais elles n'osent les dire. Il y a pas assez de sollicitations des mamans, pas que celles qui sont dans les actions de quartier. Il faut qu'elles s'engagent, qu'elles s'instruisent plus, qu'elles se voient. Si y a des maris qui sont solidaires, y'en a beaucoup qui pensent que leurs femmes doivent rester à la maison » (Habitante Chalon)

« On est invisibles parce qu'on nous propose rien comme si on n'existait pas. On voudrait des activités pour les femmes et les enfants et on a d'autres idées.... » (Habitante Chalon)

En résumé, Il nous est difficile, à ce stade de l'étude, de contester l'idée selon laquelle le fonctionnement des quartiers sociaux contribue à la vulnérabilité des femmes et par extension, à l'accroissement de leur invisibilité sociale, parce qu'il peut les enfermer dans un infra monde (insistons encore), où se reproduisent des formes d'inégalités sociales de genre qui ne sont pas conformes aux principes défendus dans le pays qui les accueille. Si rien ne change, leur avenir restera en pointillés ; elles n'attendent souvent rien de leurs maris, même si certaines se disent soutenues, ni des normes instituées dans l'espace privé qui s'imposent à elles. Cependant, nous réitérons cette nécessité de leur permettre d'accéder à une plus grande liberté de mouvement, en les poussant à se diriger vers d'autres espaces de rencontre et d'échange, car c'est de là que peuvent naître des changements. A l'heure où l'on assiste ici comme ailleurs à une dépolitisation des citoyens des quartiers, les femmes peuvent montrer le chemin à suivre pour revenir dans l'espace public, en ne se contentant pas seulement de confier leurs destins à quelques professionnels, mais en montrant leur capacité à reprendre en main leur fatum. La persistance des inégalités H/F n'entame pas la volonté des femmes. Elles ne se résignent pas à la mort sociale qui parachèverait ce processus d'invisibilité totale en marche dans l'espace public. En effet, dans de nombreux cas, elles s'efforcent de maintenir des modes de sociabilités et des solidarités de proximité.

1-7 Des sociabilités insularisées.

Les difficultés inégales que peuvent éprouver les habitantes des quartiers QPV n'empêchent pas l'organisation d'une vie sociale de se développer, validant cette idée truistique selon laquelle il est important de connaître ses voisins pour stabiliser ses relations, pour que le « vivre ensemble » ne soit pas que malédiction, même si cela ne va pas toujours de soi. Cette idée semble se confirmer et fonctionne dans la plupart des quartiers, repoussant un peu plus loin le risque de mort annoncée de la proximité dont se plaignent les habitants des beaux quartiers qui ont redécouvert leurs voisins lors de la crise sanitaire. En dépit du fait que certaines femmes affirment le déclin des solidarités et regrettent cette prédominance du « chacun pour soi », de la distance sociale plutôt que la fusion,

d'autres en revanche se réjouissent de la perdurance des solidarités dans des micro-configurations spatiales qui restent actives et on les retrouve de façon inégale dans certains immeubles et dans certaines « cages d'escalier ». Cette fluidité relationnelle qui rend possible le fait de pouvoir échanger, en se saluant, en se rendant service, même ponctuellement (garde d'enfant, courses, dépannage alimentaire, etc.), confirme que globalement, nous restons loin des lieux communs qui présentent les quartiers QPV avant tout comme des lieux de déréliction. Il existerait bien au contraire une diversité des échanges dans les « cages d'escalier » plus ou moins forte selon les immeubles, qui ne doit pas être négligée car ils sont la preuve que ces échanges ritualisés de coprésence urbaine sont de nature à faciliter des rencontres, en dépassant les déterminants liés à la culture et à l'origine sociale, et peu importe qu'ils soient superficiels ou « traditionnels discrets » lorsqu'ils se limitent au « bonjour/bonsoir ». Ces temps éphémères ont la capacité de provoquer en nous de la familiarité. On parlera de « liens faibles » par opposition aux « liens forts » de la famille, des amis, sans les opposer, mais en soulignant au contraire leur complémentarité. Cette distinction que l'on emprunte à Mark Granovetter⁵⁰ démontre que les « liens faibles » du point de vue de la structure du lien (notamment moins fréquents et moins intimes) n'en sont pas moins essentiels car, loin d'être des liens superficiels, ils ont une fonction de liaison, de pont. Ils permettent de lutter contre l'ignorance de l'autre, contre la peur de l'altérité d'où peuvent naître des tensions et ils constituent un barrage efficace pour limiter les conflits de voisinage :

« Moi dans mon bâtiment, on s'entraide. Il y a plus beaucoup de monde. On s'entraide pour tout. Un papy était malade, on l'a emmené à l'hôpital. Si besoin de faire des courses, on est là. C'est pour cela qu'on reste. » (Habitante Chalon)

« Je dirais 50%. Y a des gens avec qui on est solidaire, des autres moins... » (Habitante Chalon)

⁵⁰ GRANOVETTER M., "The strength of weak ties", "American journal of sociology", n°78, p. 1361-1380.

« Avant, nos parents s'entraidaient beaucoup plus, maintenant c'est plus compliqué, c'est plus chacun pour soi, mais j'ai des voisins sur qui je peux compter. »

« Moi dans mon immeuble. Ça va, on parvient à échanger, à s'aider mais ça change tout le temps et on a du mal à établir des liens » (Habitante Chalon)

« Je suis pas seule, j'ai une copine en dessous. On se salue dans l'immeuble et on se dépanne facilement. Et j'ai aussi des enfants qui habitent pas très loin » (Habitante Montceau)

« Moi dans mon immeuble et dans mon escalier, on s'aide et on surveille ce qui se passe car on se connaît. On est parti en vacances sans souci parce qu'on sait que c'est surveillé. » « Habitante Autun »

« Beaucoup se connaissent et on peut s'aider quand c'est nécessaire. J'avais de bons contacts avec mes voisins dans la tour rose, mais ils sont partis, on était très solidaires, on verra avec les nouveaux. » (Torcy)

« Ici, dans le quartier, il y encore de la solidarité. Si quelqu'un a besoin de faire garder son enfant, de le faire manger. Si t'as des besoins alimentaires, etc. mais le hic, c'est si t'as un souci avec leur enfant, alors là, ça va plus... » (Habitante Mâcon)

1-8 L'espace privé n'est pas qu'un espace de repli

Loin des espaces de circulation habituelle que les femmes empruntent et qui favorisent les rencontres fortuites, il existe d'autres espaces qui sont des espaces semi-ouverts ou fermés qui renforcent la non exposition des femmes dans l'espace public. Il s'agit de l'espace privé qui est largement plébiscité par les femmes ici, comme partout ailleurs. L'espace privé est un analogon de la propriété, c'est ce qui est à moi. Mon « chez moi » établit une frontière présentée comme irréductible à l'espace public. L'espace privé n'en reste pas moins poreux, parce que cet abri, cette coquille protectrice, est à la fois un espace à protéger pour ces familiers contre les risques de menaces extérieures, mais aussi un espace ouvert à ceux que l'on choisit de faire entrer. Le surinvestissement de l'espace privé, peut expliquer

l'invisibilité sociale des femmes des quartiers en renforçant l'image d'une invisibilité dont on ne sait pas toujours si elle est choisie ou imposée parce que cette distinction n'apparaît jamais clairement dans leur discours. De même que n'apparaît pas non plus clairement l'acceptation plus ou moins contrainte par les femmes d'une étanchéité des espaces masculin/féminin, sauf si elles ont la chance d'exercer une activité professionnelle.

Nonobstant, pour appuyer nos différents constats, nous proposons une double hypothèse néanmoins complémentaire en postulant que l'invisibilité partielle de la plupart des femmes dans l'espace public est liée au fait qu'elles ont développé un goût naturel pour l'investissement dans l'espace domestique (faute d'alternative) en surinvestissant des dispositions acquises dans la socialisation primaire, et c'est donc par mimétisme qu'elles finissent par s'auto convaincre que leur place est dans la maisonnée, en faisant le constat lucide qu'il y a bien entre elles une similitude de leur condition. Il nous est difficile de ne pas affirmer que l'espace public reste prioritairement le lieu de circulation des hommes alors que cela devrait être un lieu de rencontre, un lieu d'échange collectif où les relations restent convenues et où les usages sont valables pour tous. L'espace public des quartiers reste au contraire un espace où l'indifférence sexuelle n'existe quasiment pas, accentuant visuellement l'invisibilité sociale des femmes, puisque cette prérogative quasi exclusive des hommes sera rarement contrariée, sauf ici ou là, les jours de marché, comme au « stade » ou aux beaux jours lors des fêtes de quartiers.

2. L'espace public : l'espace des hommes

Revenons sur les pratiques que les femmes que nous avons interviewées dans les quartiers, entretiennent avec l'espace public. Un fait incontestable mais perceptible en filigrane tout au long de cette étude permet d'affirmer que la vie sociale des femmes est dans une large mesure rétrécie et par extension que l'invisibilité sociale des femmes dans l'espace public du quartier n'est pas totale, mais partielle ou discontinue. Les femmes peuvent s'échapper dans d'autres lieux

plus anonymes, là où elles ne risquent pas d'être confrontées au regard des hommes du quartier. Leurs déplacements sont facilités par la mobilité qu'offrent la voiture et les transports publics pour se rendre au supermarché, faire les boutiques, pour effectuer des démarches administratives ou simplement pour se promener. Comme nous l'avons évoqué, les femmes sont surtout visibles dans l'espace du quartier à des heures précises et bien rythmées lorsqu'elles ont des enfants en âge scolaire qu'elles accompagnent. Elles s'arrêtent bien volontiers pour discuter en petit groupe, à proximité des jeux pour enfants lorsqu'ils existent. Elles ne se mélangent pas aux hommes et rarement aux autres femmes lorsqu'elles sont issues de communauté différentes. Ces extraits d'entretiens reflètent bien qu'imparfaitement la prédominance d'un discours sans cesse répété :

« On sort avec les enfants pour rester entre nous. On se voit qu'entre nous. On s'appelle et hop ! On descend. » (Habitante Chalon)

« Les femmes, elles sortent quand elles veulent et restent en petit groupe. » (Habitante Mâcon)

« Chacun à son coin, vers 17H30/18H, on se retrouve entre femmes dans le quartier et on échange de tout. On reste entre femmes, les hommes ont leur place dans le quartier. C'est la tradition. » (Habitante Mâcon)

« En se regroupant, on a un œil sur les enfants, les hommes sont très individualistes et veulent être tranquilles ». « En Tunisie, lui fait remarquer cette autre locataire, les hommes et les femmes sont ensemble dans les cafés. » (Habitante Mâcon)

« Dans le quartier, les femmes sont en petit groupe, mais ça échange pas, les hommes sont dans les bistrotts ou à la pêche. Ils sont en groupe... Les femmes sont entre elles, sur le chemin de l'école. J'ai du mal à causer avec ma voisine. Elles sont renfermées de nature car elles ont pas l'habitude d'échanger avec d'autres. » (Habitante Montceau)

Cette (in)appropriation de l'espace public du quartier sera largement partagée par un groupe d'étudiantes assistantes de service social de l'Irtess de Dijon, en stage sur les quartiers QPV de Mâcon qui ont été frappées quels que soient l'heure et les lieux, par l'omniprésence des hommes et, par contraste, par la

faible présence des femmes dans les espaces publics, si ce n'est aux heures de rentrée et de sortie des classes, et aux abords des écoles notamment dans le quartier de « la Chanaye ». A quelques encablures, dans le quartier des « Saugeraies » où l'atmosphère paraît moins pesante, les femmes sont prises dans des activités identiques lorsqu'elles ne travaillent pas, mais leur visibilité est plus grande, comme l'ont remarqué les étudiantes présentes qui rappellent que certaines d'entre elles se prêtent aux activités de jardin partagé, à des pique-niques sur les pelouses au bas des immeubles lors des beaux jours. Nous noterons au passage que des efforts, à l'exception de quelques quartiers d'Autun ou des « Prés Saint Jean », mériteraient d'être consentis par l'installation de bancs en pied d'immeubles pour que les femmes puissent véritablement se poser, si elles en éprouvent le besoin, d'autant que les bancs sont des supports d'appropriation de l'espace public.

Cette discrétion des femmes n'en est pas moins liée à l'application de normes sociales que l'on s'impose un peu partout et sans distinction sur les territoires visités quand on est une femme quelle que soit son origine. Cette forme d'auto-entrave à l'espace public ne relève pas d'une disposition écrite mais d'une règle implicite intériorisée par les femmes qui ont compris que cet espace n'était pas le leur et qu'il était nécessaire pour échapper aux regards pressants des hommes de l'éviter pour ne pas enfreindre cette obligation morale d'un autre temps, qui vise à les tenir à distance d'un territoire conquis arbitrairement par des hommes jeunes ou moins jeunes.

Partout, ce sont les mêmes constats qui reviennent en boucle.

« C'est nous en tant que femmes qui sommes mal à l'aise ». Une médiatrice qui travaille dans le centre commercial du quartier du « stade » évoque cette difficulté à passer devant les hommes : « sachant que je travaille dans le centre commercial. Si je sors et qu'il y a du monde, je ne sais pas si je dois passer, je ne me sens pas à ma place. » (Habitante Chalon)

« Ben oui, il y a des lieux où on ne va pas le soir comme le centre commercial car il y a des squats. Des jeunes viennent tout le temps. Il y a trois cafés et les terrasses et la boulangerie et les femmes, on n'ose pas passer

**devant, car il y a des hommes et on les connaît, y sont là et y font rien. »
(Habitante Chalon)**

Les hommes se sont appropriés le terrain et les femmes sont condamnées à faire toujours le même circuit :

« Oui ! C'est ça, les femmes peuvent pas aller dans l'espace des hommes. Ils sont sur leur terrain. » (Habitante Chalon)

« Moi, il y un endroit où je n'arrive pas à y aller. C'est le bureau de tabac, parce qu'il y a des hommes, que des hommes... ça se fait pas. » « C'est un endroit où il y a de la drogue. » (Habitante Torcy)

« Ce que je ressens c'est qu'il y un mur d'hommes et on se demande si on peut rentrer. » (Habitante Chalon)

**« Il y a des coins où il y a des rassemblements où on va pas. »
(Habitante Torcy)**

Bien implantée sur son quartier, connue et reconnue, cette mère de famille admet qu'il y a des lieux qu'il vaut mieux éviter, même si elle essaye d'en faire abstraction :

« Moi je vais partout, je me pose pas la question, je marche droit devant moi. » (Habitante Torcy)

« Si je devais passer devant les hommes qui seraient devant la mosquée, ça irait car ils ont plus de respect. (Habitante Chalon)

« Ça nous dérange de passer devant les hommes, y z'ont des regards. Quand on va à la boulangerie, on fait des détours en voiture pour ne pas passer devant le café. » (Habitante Chalon)

« Pour aller chez ma mère, je dois traverser le quartier. Il m'arrive de faire plein de détours pour éviter de croiser des hommes et, parfois, je rentre chez moi avant d'arriver au bout parce que c'est trop compliqué. » (Habitante Mâcon)

3. Un patriarcat revivifié.

En acceptant de se dévoiler, les femmes crédibilisent la survivance de communautés ethniques disparates sur les quartiers qui s'arrangent avec l'individualisme triomphant⁵¹, qui s'est imposé partout sur les territoires ruralo-urbains. Il faut se rendre à l'évidence et reconnaître que dans ces micro-territoires où l'identité n'est plus, en raison du chômage endémique, fabriqué par le travail, le recours à la communauté d'origine apparaît de plus en plus (comme le confirmeront les professionnels de terrain), comme une alternative pour pallier les ratés de l'intégration et ce sentiment éprouvé du rejet de la société dont les hommes et les femmes s'estiment souvent victimes. Le discours que ces habitantes d'origine française ou étrangère portent sur le patriarcat n'est en rien un discours frondeur ; il est défendu par des femmes le plus souvent très ancrées dans la modernité, mais aussi très attachées au monde d'avant, celui de la tradition culturelle et des valeurs qu'elles véhiculent et que les narratrices ne contestent guère. Elles le défendent même auprès de la génération plus liquide incarnée par leurs filles qui, réfractaires ou dociles peuvent avoir le sentiment de se sentir écartelées entre la persistance de valeurs et de règles néo-communautaires renforcées dont les contraintes imposées sont parfois vécues à juste titre, comme nous le verrons, arbitraires et injustes.

Il est difficile de contester la persistance du patriarcat (profondément inégalitaire) et son rôle non négligeable dans l'explication de « l'invisibilité sociale » des femmes. Il se fonde en partie sur le silence de ces dernières, sur leur obéissance aveugle, sur leur complicité d'une certaine manière en refusant de voir que cette sécurité qu'on leur propose peut s'apparenter aussi à un sacrifice, à une réduction de leur liberté. Cette légitimité accordée au patriarcat impacte la vie sociale des femmes jusque dans l'espace public en créant une barrière invisible entre « nous » et « eux », Le « nous » des hommes qui veulent préserver leur pouvoir symbolique en mettant à distance le « eux » que représentent les femmes,

⁵¹ CORCUFF P., ION J., SINGLY De F., *Politiques de l'individualismes (entre sociologie et philosophie)*, Editions Textuel, 2005.

mais peu importe, parce que ce qui paraît essentiel pour la grande majorité d'entre elles, c'est toujours la défense des valeurs et des vertus protectrices portées par le patriarcat, et ne leur dites pas qu'il maintient les femmes dans une position de subordination ou de domination⁵² en freinant leur émancipation et n'essayez pas de leur démontrer qu'il s'agit d'un construit social qui dicte les critères de définition de ce que doivent être les comportements attendus d'une femme ou d'un homme à partir de valeurs morales attribuées à l'un et à l'autre.

Certes, ce patriarcat se retrouve parfois assiégé par une poignée de femmes qui le refusent, considérant qu'elles « **doivent se battre car elles ne sont qu'une minorité aux yeux de certains hommes et les femmes cèdent vite car les hommes vont jouer sur les peurs** » (*Habitante Mâcon*). Les plus combattives admettent cependant toutes les difficultés « **pour gagner cette liberté, car si elles ne sont pas soutenues, elles ne peuvent pas aller loin** ».

« **Il y aussi la culture africaine qui joue dans tout ça, mais qui dit qu'ici on est en France, personne et que les choses sont comme ça, et de poursuivre. Oui ! Il y avait des rôles chez les maghrébins, mais ça a un peu changé depuis, même si parfois des femmes plus âgées me disent : t'as pas à parler avec les hommes. Moi ! Si j'ai envie de parler, je parle. On est dans un pays libre et s'il fait une connerie, je lui dis.** (*Habitante Chalon*).

Dans cette relation de domination, qu'elle soit consentie ou pas, des femmes peuvent être poussées à adopter des postures et des valeurs qui peuvent les éloigner des valeurs que sont l'égalité H/F, en défendant la construction imposée d'une identité différentialiste, par le port du voile par exemple, bien qu'il soit rarement critiqué, à l'opposé des discours des professionnels qui s'en inquiètent (voir supra), car le phénomène s'est accéléré et il a pu modifier le comportement de certaines femmes qui se rallient à des particularismes ostentatoires qui peuvent être en contradiction avec l'universalisme républicain auquel elles ne croient plus. Pour

⁵² BOURDIEU P., *La domination masculine*, Editions du Seuil, 1998.

ces apologistes, son port est ouvertement assumé, parce qu'il serait synonyme de liberté, donnée aux femmes qui le portent :

« L'accès à une plus grande liberté, elle peut sortir, elle peut conduire et l'homme n'a pas le droit de la maltraiter. » (Habitante Mâcon)

« Je suis parfois regardée comme une étrangère et pourtant je ne suis pas voilée. Le voile, c'est une conviction personnelle. On est libre ou pas de le porter. Moi je ne me sens pas prête, voilà. » (Habitante Mâcon)

« Le voile n'a rien à voir avec la communauté, c'est un choix, par conviction religieuse, c'est personnel. » (Habitante Mâcon), argument largement partagé par la grande majorité des jeunes filles pour qui : **« Le port du voile, ça doit venir du cœur, c'est notre choix à nous.... on pense que c'est nos parents qui nous forcent.... » (Habitante Mâcon)**

Loin de tout fondement religieux, le port du voile est parfois renvoyé à un accessoire de mode : **« c'est une mode, c'est celles qui ont les plus grosses réputations qui mettent le voile, pour que ça lave l'image d'une fille dépravée »**
« c'est plus les françaises que les maghrébines qui se voilent » « ça cache la réputation d'avant... » (Habitante Torcy)

Et de poursuivre : « Quand vous voyez à l'hôtel des femmes voilées qui rencontrent avec trois « pellos », ça me fait doucement rigoler, c'est n'importe quoi. »

Malgré ce discours rassurant, nous défendons et reprenons à notre compte l'idée selon laquelle, c'est « *l'amor fati* » qui symbolise le destin de nombreuses femmes ; c'est-à-dire le fait d'accepter son destin de femmes en se résignant à un destin inscrit dans les structures objectives et incorporées d'un système social que des femmes, consciemment ou pas, ne sont pas encore majoritairement disposées à remettre en cause.

En d'autres termes, les inquiétudes justes et mesurées formulées par les femmes interviewées sur cette désertion qui s'impose à elles dans l'espace public, mais qu'elles ne vivent pas forcément comme cela, renvoient, au risque de nous répéter, à une métamorphose des quartiers sociaux⁵³ qui ne constituent plus une classe sociale autonome, définie par sa culture spécifique, son identité, son mode de vie qui formait une communauté populaire. Dans cette reconfiguration sociale et populationnelle des quartiers gagnée par la précarité et la frustration, ainsi que par des comportements plus individualistes, le repli sur l'espace privé s'impose au nom du familialisme et de la recherche de respectabilité. Ces changements (qui ne sont pas nouveaux), affectent en profondeur les populations des quartiers en QPV, qui vont, pour palier l'effondrement des normes dominantes de l'identité ouvrière, riposter en renforçant et parfois en imposant de façon plus ou moins importante selon les quartiers, des ressorts néo-communautaires et culturels qui maintiennent dans un joug identitaire une relation inégale entre les hommes et les femmes qu'elles ne contestent pas, là où « le déclin des institutions » française a sans doute créé du vide⁵⁴, là où le doute existentiel des hommes et des femmes s'est accru.

Le problème de l'invisibilité sociale des femmes dans l'espace public des quartiers n'est donc pas un mythe. Cette analyse non exhaustive nous montre la complexité du problème et les différentes couches de sédiments qu'il est nécessaire de soulever pour en comprendre le sens ou plus exactement les différents sens. L'invisibilité sociale totale des femmes reste sans doute très marginale, parce que la crainte d'un séparatisme⁵⁵ entre les quartiers et le reste de la ville n'est pas total et les risques sont, bien qu'incomplètement, neutralisés d'une part par le maintien de connections entre les femmes, sous des formes que nous avons tenté d'énoncer et d'autre part la présence de structures dont on ne dira jamais assez leur absolue

⁵³ VILLECHAISE A., « La banlieue sans qualité. Absence d'identité collective dans les grands ensembles ». *Revue de sociologie*, numéro 38, Juin 1997.

⁵⁴ DUBET F., *Le déclin des institutions*, Editions du Seuil, 2002.

⁵⁵ MAURIN Eric., *le ghetto français, Enquête sur le séparatisme social*, La République des idées, Editions du Seuil, 2004.

nécessité d'accessibilité *in situ* pour maintenir les équilibres fragiles dans les quartiers.

Nous allons maintenant nous intéresser à la façon dont les jeunes filles perçoivent leur quartier et dans quelle mesure, elles se sentent concernées par cette question de l'invisibilité sociale.

V - Analyse des *Focus Groups* filles issues des QPV

1. Paroles de filles

C'est avec le même engouement que les jeunes filles ont répondu avec empressement et enthousiasme à nos questions, comme si nous leur donnions l'occasion de réparer une forme d'injustice. En effet, en compilant les travaux existant sur les quartiers sensibles, on observe que la place des filles dans les quartiers soulève un peu moins d'intérêt et de préoccupation que celle des garçons qui savent afficher avec efficacité leur présence dans l'espace public du quartier quelle qu'en soit la forme.

Qui sont ces voix de faible ampleur que nous avons pu rencontrer ? Il s'agit de jeunes filles âgées entre 13 et 23 ans, les plus jeunes sont scolarisées au collège ou au lycée de secteur, tandis que d'autres ont quitté le système scolaire, travaillent ou sont en quête d'une insertion professionnelle. Loin d'être toutes des figures sans histoire, elles ont été parfois confrontées à des situations hypercritiques. En effet, parmi les plus âgées, certaines ont vécu des épreuves douloureuses qui les ont fait se rapprocher dangereusement de la marginalisation qui aurait pu les briser sans l'accompagnement de professionnels du social et des animateurs du territoire dont nous ne pouvons que vanter le travail admirable engagé dans beaucoup de quartiers⁵⁶.

Un des constats majeurs que l'on peut faire concernant la situation globale des jeunes filles, réside dans la difficulté qu'elles éprouvent en grandissant, d'assumer un statut de dominées tout en restant sereines et apaisées, parce

⁵⁶ Les centres sociaux, les maisons des familles etc sont aussi des pôles de citoyennisation qui lient et relient en permanence ce qui pourrait se délier dans les quartiers, en luttant quotidiennement contre les formes de désenchantement tout en répondant avec des moyens modestes aux secousses qui agitent régulièrement les quartiers pour éviter le chaos.

qu'elles sont exposées plus qu'ailleurs à des difficultés quotidiennes en raison de leur sexe. Elles prennent conscience très tôt qu'elles devront accepter d'être traitées différemment, en subissant des discriminations sexistes dont l'intolérance et le mépris sont des manifestations courantes plus ou moins exacerbées auxquelles les jeunes filles se sont habituées sans s'opposer. Plus que leurs mères, elles apparaissent en entrant dans l'adolescence comme les grandes exclues de l'espace public qui les conduit à une invisibilité quasi totale qui s'est normalisée dans l'indifférence la plus complète. En leur donnant cette parole qui leur est souvent confisquée, les filles ont su se saisir de ces rencontres pour exprimer leurs troubles et leurs incompréhensions, sans pour autant renier leur attachement naturel à leur quartier comme nous allons le voir.

1-1 Le quartier : un territoire qui vous habite pour toujours

Dans un souci de méthode et de clarification, nous avons procédé en premier lieu à une analyse du discours des plus jeunes sur leur rapport au quartier. Sans nuance, c'est une image positive qui se dégage de ce groupe social, notamment chez les jeunes filles qui y sont nées, bien que cette image ait tendance à se ternir au fil du temps. Cette suraffiliation territoriale à leur quartier en tant qu'entité spatiale est fortement ancrée dans les têtes. Elle trouve son origine dans un entrelacement de cercles de dépendance à partir desquels s'est construit leur identité sociale et personnelle. Les premiers cercles sont classiques et pas spécifiques aux quartiers QPV : le quartier est le lieu où elles sont nées et où s'est façonnée leur socialisation primaire autour d'un environnement familial élargi qui va participer à leur éducation. Puis, ce cercle se doublera d'un autre cercle qui représente le lieu où s'est renforcé des liens d'amitiés indéfectibles et en même temps l'obligation, dès l'entrée dans l'adolescence des filles, de rester entre elles ou en retrait, afin d'éviter les rapports avec les garçons au nom de principes culturels réaménagés, empruntés à la communauté d'origine et à partir de laquelle s'imposera comme dans une société

holiste⁵⁷, des règles inégales, des statuts différents selon le genre, guère négociable au sein d'une communauté idéale plus que réelle, à l'opposé de la communauté turque, réputée, nous l'avons déjà dit, par son isolement volontaire et sa solidarité interne reconnue. Quelles que soient les configurations communautaires, les filles sont prises dans des obligations morales dont il devient compliqué de se délier quand on cherche à s'émanciper. Autrement dit, les filles balancent sans cesse entre la conformité attendue héritée d'une communauté préexistante et le besoin d'exprimer leur subjectivité qui peut être pour elles, une source de conflit inexprimée.

Nonobstant, c'est néanmoins dans la construction de ces différents cercles que se renforcera un lien d'attachement affectif très fort à leur quartier par l'affichage d'une solidarité sans faille et par l'affirmation d'une identité de quartier inébranlable qui permet de repousser les stigmates qui servent à le désigner négativement. Ainsi, la grande majorité des jeunes autochtones (lorsqu'elles font abstraction des stigmatisations qu'elles subissent) considèrent en effet que leur quartier est souvent mal traité et regardé à travers un prisme négatif déformant qu'elles entendent dénoncer :

« On voudrait qu'on montre vraiment ce qui passe sur le quartier car il y a plein de trucs positifs, comme l'aide qu'on apporte aux personnes. Il y a le respect... » (Collégienne Mâcon)

« Moi je croyais que c'était que des méchants quand je suis arrivé, mais y a de la solidarité du respect.... » (Collégienne Mâcon)

« On ne montre que les mauvais côtés du quartier. Quand les policiers débarquent avec des camions, les jeunes y z'aiment pas, le quartier est mal traité....les médias disent que des choses mal et c'est les musulmans qui sont montrés du doigt. (Collégienne Mâcon)

⁵⁷ Dans les sociétés holistes ou traditionnelles, le collectif prévaut sur les individus. Emile Durkheim parlera de société à « solidarité mécanique » qui s'oppose à la société moderne fondée sur « une solidarité organique », in Les règles de la méthode sociologique, collection Quadrige, 2013.

« Les musulmans, y sont responsables de tout et si vous étudiez le coran vous verriez que c'est pas comme ça ; on met tous les musulmans dans le même sac. Mais il y a plusieurs mentalités » (Collégienne Mâcon)

1-2 Le quartier : un espace de protection

Il y a dans les propos des jeunes filles de moins de 14 ans, qui baignent encore dans une forme d'insouciance, une régularité, une constance pour évoquer ces petits bonheurs quotidiens partagés qui se rapprochent de la vie de toutes les jeunes filles de leur âge. Elles peuvent sortir dans le quartier, sous le regard attentif de leurs mères, elles peuvent encore jouer avec leurs copines en pied d'immeuble à des jeux divers en compagnie des garçons de leurs âges qui ont le plus souvent grandi avec elles et de leurs jeunes frères. Elles profitent par ailleurs des activités qui leur sont proposées sur place et dont la mixité n'est pas encore remise en cause. Le quartier ou plus exactement « leur quartier » est défendu farouchement contre toutes les critiques parfois injustes dont les quartiers sont coutumiers de l'extérieur. Les jeunes adolescentes, sont vites rejointes par les plus grandes, nées sur place, qui assimilent leur quartier à un « un cocon » protecteur, avec ses règles de fonctionnement, capable de les protéger en toutes circonstances contre ceux qui tenteraient d'y pénétrer pour de bonnes comme pour de mauvaises raisons. Toutes affirment se sentir bien dans cette communauté de semblables à laquelle elles appartiennent et font front commun pour s'opposer aux jugements, aux *a priori* du monde extérieur qu'elles jugent iniques. Elles se considèrent comme des intouchables, protégées qu'elles sont par la communauté et plus précisément par les garçons (les grands), dont la figure est héroïsée parce qu'ils incarnent les défenseurs du quartier contre ceux qui se risquent à l'agresser, en venant perturber son fragile équilibre homéostatique :

« On a pas le quartier le plus facile. On a nos règles à nous et ils (les garçons) ont le respect pour les personnes, mais si la police arrive, ça énerve. On dit qu'on n'est grave pas éduqué, mais on a nos règles à nous. » (Collégienne Mâcon)

« Quand on a un problème, imaginons, on est vite défendu on va défendre les jeunes et les autres, il y a un respect par les grands on est vite grave défendu. » (Collégienne Mâcon)

« Si quelqu'un à un problème dans le quartier ? Je cours jusque là-bas et y viendront, mais, par contre y veulent pas nous voir dehors... » (Jeune fille Torcy)

« Si y a quelqu'un qui fait un problème à nous ou à Aline (l'animatrice présente), y rentre plus dans le quartier. » (Jeune fille Torcy)

« Ici tout le monde se connaît. Si, il y a quelque chose, tout le monde est au courant et on peut réagir. » (Jeune fille Autun)

On peut être interloqué par le discours des filles car ils nous montrent comment les jeunes garçons sont parvenus à construire un système de norme particulier pour assurer la sécurité du quartier en rejetant les normes et les règles de vie collective de la société globale. Comment l'expliquer ? En nous référant aux travaux de David Lepoutre⁵⁸, nous partageons l'idée selon laquelle les jeunes apprennent très tôt à se défendre par eux-mêmes par la violence s'il le faut, pour défendre et laver leur honneur et celui du quartier. Beaucoup d'entre eux semblent avoir très vite désappris les valeurs que les institutions ont pu leur inculquer et auxquels nous nous référons, parce qu'eux ne semblent plus y croire en raison notamment de pratiques discriminatoires dont ils s'estiment victimes. Cette position radicale d'une partie de la jeunesse au nom (peut-être) de la défense d'une unité culturelle est sans doute dangereuse parce qu'elle peut conduire à une hostilité parfois assumée envers la communauté nationale qu'il conviendrait de freiner en ne désertant pas les quartiers. Il faut soutenir les jeunes adultes dont le comportement attendu relève parfois de la schizophrénie parce qu'ils ne savent plus trop comment se situer. L'attitude des filles en est un parfait exemple.

En défendant envers et contre tout leur quartier, les jeunes filles s'accrochent comme les femmes à l'idée qu'il est toujours mieux que les autres : **« A Harfleur, (quartier du Creusot) il y a des jeunes qui ont tapé un handicapé pour qu'elle**

⁵⁸ LEPOUTRE D., Cœur de banlieue, codes, rites et langage, Editions Odile Jacob, 2001.

soit leur nourrice, c'est des jeunes de 17 ans. Ici, c'est pas possible. Ils ont été jugés depuis, et ils ont pris de la prison. » (Jeune fille Torcy)

Elles vont jusqu'à admettre, sans distance critique l'inacceptable, comme les trafics en tout genre, parce qu'ils viendraient répondre à un besoin vital, comme l'explique une jeune collégienne en racontant comment un jeune garçon sans histoire, s'est installé dans une économie de la débrouille pour assurer les besoins essentiels de sa famille, en basculant dans une « carrière déviante »⁵⁹, en « dealant » : ***« La drogue, elle a beaucoup aidé les familles dans le quartier. L'argent qu'a gagné un jeune qui était bien, c'était pour payer le loyer, mais pas pour acheter des Nike....Personne l'a aidé ; il avait pas le choix. »***

1-3 Le quartier n'est plus le quartier

Cette représentation positive des quartiers peut vite laisser place à une ambivalence des sentiments. Si la défense du quartier perdure, il émerge un discours factieux chez les plus âgées d'entre elles qui perçoivent une modification, un changement des mentalités chez les garçons le plus souvent dépourvus de toute morale. Prises dans un étau, elles s'indignent de la marginalisation dont elles sont victimes, en nous livrant une autre face du quartier beaucoup plus sombre, beaucoup plus controversée et où la figure du « garçon-héros » s'efface devant celle du « garçon-canaille » qui est dénoncée sans vergogne, fusionnant par là même avec le discours des autres jeunes filles venues d'ailleurs et qui rejettent le quartier comme ces habitants en bloc.

Pour les filles (de 15 à 23 ans), il n'y a pas de contradictions entre la défense de son quartier et la critique que l'on peut porter sur son évolution et sur les signes inquiétants d'une désorganisation avérée. Fort de cette ligne de conduite, les filles vont, comme les femmes, justifier leurs analyses en revenant sur une période qu'elles vont (ré)enchanter en la comparant à ce qu'elles vivent aujourd'hui,

⁵⁹ BECKER S, H., *Outsiders, Etude de sociologie de la déviance*, Editions Métailié, 1985.

« Avant, insiste à nouveau son alter ego, c'était pas une guerre comme ça, il avait des gens, des « gars » d'ici qui tenaient entre guillemets le quartier et qui sont partis maintenant et ça respecte plus rien. Il y a des piliers du quartier qui maintenaient l'ordre et personne déviait et grâce à eux le quartier, il était bien, correct (...). Les petits faisaient pas n'importe quoi ; personne déviait et il y avait pas de débordement. Maintenant il y a des gamins de 12 ans qui fument des joints, qui vendent de la drogue. » (Jeunes filles Torcy)

Ils auraient été depuis remplacés par des jeunes qui jouent les caïds. Ils n'auraient plus de règles de conduite et se comporteraient comme des électrons libres :

« Personne n'a de prise sur les jeunes, c'est fini tout ça. Des p'tits de 13 ans, y nous insultent. Les parents y peuvent plus les gérer, les mamans sont toutes seules et les pères sont en prison ou y sont partis. Ils sont souvent plusieurs et y a un effet de groupe ... » (Jeune Filles Torcy)

« J'ai un petit frère de 16 ans, il fait ce qu'il veut. On sait pas où il sort. On contrôle rien. Du coup, il fait ce qu'il veut... mais je le dis pas forcément à ma mère. Je trouve ça injuste et quand ma mère me demande, je dis rien, je reste vague. » (Jeune fille Chalon)

« Les garçons, y se disent musulmans, mais y font grave pire, que les autres... » (Jeune fille Mâcon)

Ces comportements incompréhensibles et anormaux de beaucoup de garçons sont aussi partagés par d'autres jeunes filles du même âge issues d'autres quartiers, mais dans une lecture moins déprimante, elles se replongent avec la même nostalgie sur leur quartier dans lequel elles ne se retrouvent plus, malgré la réussite parfois de sa réhabilitation, et c'est à nouveau une critique des sociabilités qui se seraient dégradées qu'elles dénoncent. Les garçons sont pointés du doigt, comme étant les grands artisans de cette dégradation dont personne ne dit mot :

« Oh ! Je ne suis plus fan de ce quartier. Avant quand j'étais petite, tout le monde parlait avec tout le monde. Maintenant c'est plus pareil. Les garçons nous insultent. On peut plus faire ce qu'on veut. Avant j'étais plus petite,

Maintenant j'ai grandi et je trouve que c'est plus comme avant. » (Jeune fille Autun)

« Ça dépend avec qui ! Ça dépend des jeunes aussi. Y sont influencés par les grands. (Elle évoque les garçons) avec qui elle jouait petite et dont les relations ne sont plus possibles. » (Jeune fille Mâcon)

« Je suis venue ici, j'étais petite, c'était un beau quartier, y avait pas trop de délinquance, c'était plus joli. Avant y avait du monde dans le quartier et on échangeait plus facilement. »

« Y avait plus d'ambiance. C'était bien, maintenant y des endroits où on va plus le soir. » (Jeune fille Autun)

A partir de la lecture que ces jeunes filles nous font de leur quartier, nous proposons de définir le quartier comme le monde d'à côté, c'est-à-dire un monde dans lequel tout ou partie des habitants qui le composent sont capables d'afficher une modernité sans complexe incarnée notamment par les jeunes hommes, tout en maintenant des traditions culturelles revisitées qui imposent des comportements attendus, mais variables selon les sexes, aux membres des communautés représentées. Ces règles spécifiques ne sont pas un simple archaïsme suranné, car elles s'opposent dans bien des cas à celles de la communauté nationale, comme nous l'avons déjà évoqué. On peut identifier deux catégories de règles : il y a les règles de protection, qui permettent de défendre le quartier contre les menaces extérieures que les jeunes filles approuvent dans leur grande majorité et les règles de dissuasion qui structurent les rapports sociaux entre les garçons et les filles ; la possibilité de les enfreindre lorsqu'on est une fille n'est pas recommandée. Cette dissociation des règles est bien intériorisée par les jeunes filles et les règles de dissuasion bien que contestables et injustes sont considérées souvent comme normales :

« C'est comme ça » nous disent-elles, sans pour autant y adhérer : « Des jugements, nous dit cette adolescente, on en aura toujours ? On doit accepter quand on est dans le quartier d'être toujours critiquées, d'être toujours rabaissées, même si je me couvre, que je me maquille ou pas, on doit accepter ces critiques et vivre avec ça. On a grandi avec ces inégalités. On juge tout le temps, mais y a juger et juger. » (Collégienne Mâcon)

1-4 Le quartier : un tropisme puissant.

Nous filerons encore la métaphore peut mieux éclairer les paradoxes nombreux que renferment les quartiers que l'on peut comparer à une sorte d'hydre à deux têtes. Ils sont en effet à la fois des lieux structurants et des lieux déstructurants pour les filles ; ils représentent à la fois un espace ouvert et une cage de fer, car on éprouve un mal fou à le quitter en dépit des épreuves douloureuses qu'on a pu traverser. Le quartier QPV impose sa marque et vous colle à la peau ; on peut en partir, mais on y revient. On souhaite en partir, mais on sait qu'on y reviendra un jour. Celles qui ont tenté l'expérience du départ ont été vite rattrapées par un sentiment de manque :

« Moi je suis partie un an à Lyon et je suis vite revenue, c'est la famille qui me retient, mes parents y sont plus tout jeunes et y ont besoin de nous. »

« Oui partir du quartier, mais y faut avoir une situation Monsieur. On a plus les grands, mais on a Aline (animatrice dont le travail d'accompagnement est salué par les filles qui leur a permis de se relever). « Moi personnellement, heureusement qu'y avait Aline et Mohammed par rapport à ma famille et à mon histoire aussi, car je serai en prison ou morte... » (Jeune fille Torcy)

« Oui ! grâce à eux, y nous ont amené en vacances, on avait pas les moyens on faisait des sorties, à Dijon, à Lyon, etc. » « Oui on s'en sort grâce à eux ! Avant, on prenait des risques. »

« Moi j'ai un enfant et je partirai quand il sera plus grand, car il y a trop de mauvaises fréquentations, mais pas maintenant. » (Jeune fille Torcy)

La question du départ des plus jeunes ne se pose pas encore : **« Moi je veux y rester dans le quartier ; on a grandi ici, on habite dans le quartier avec ma meilleure amie. On n'a pas encore le droit de pouvoir partir. Normal j'ai 14 ans. »**

Le départ programmé des plus âgées n'est pas encore clair dans toutes les têtes. Il peut être subordonné à l'accord de la famille, alors que pour d'autres, la certitude d'un départ ne fait aucun doute, bien qu'un retour plus tard ne soit jamais exclu. Plus que le quartier, nous avoue ce groupe de jeunes filles d'Autun, c'est aussi la ville, considérée comme vieillissante et sans promesse d'avenir pour les

jeunes, qu'elles veulent quitter ; ce que les professionnels interrogés ne contesteront pas :

« Comme la plupart d'entre nous, j'ai envie d'en partir pour mon avenir professionnel et j'y reviendrai plus tard. Mais pour l'instant, j'ai envie de partir de cette ville, du quartier depuis longtemps car il y a plus rien. » (Jeune fille Autun)

« Il y a plus rien pour les jeunes ici, c'est une ville pour les personnes âgées. »

« On a franchement du mal à se projeter. On peut rien prévoir. Difficile d'imaginer rester sur Autun, car il n'y a pas de boulot et il y a plus d'activités pour les jeunes. Beaucoup de choses ont disparu de la ville et il y a plus grand chose à y faire. »

Mais les critiques fusent aussi pour dénoncer l'enclavement du quartier et les freins à la mobilité sur le territoire :

« Pas beaucoup d'espoir en restant ici. Je suis un peu dégoutée. Rien ne va. La vie est chère. On a des problèmes pour se déplacer dans la ville. Un bus toutes les demi-heures, ce serait bien. »

« Il y a pas de changement et les gens sont frustrés ici. »

1-4 De la difficulté d'être une fille

Notre propos, faut-il le rappeler, n'est pas de monter en généralité des phénomènes qui pourraient être considérés comme marginaux dans les quartiers, mais de les mettre à jour pour écarter toute tentation de vouloir, a contrario, en nier l'existence ou les relativiser.

Cette parenthèse refermée, nous confirmons l'extrême difficulté d'être un « sujet féminin » dans les quartiers. Cette assertion, jamais démentie dans les propos exprimés par les jeunes filles est vécue comme une injustice criante qui aura des effets durables sur la place qui leur est donnée dans l'espace familial et dans l'espace social. Loin de toute sublimation du quartier, les jeunes filles soulèvent sans le savoir la question du poids injuste des déterminismes sociaux qui dessinent, *a priori*, la plupart des destins de ces dernières en les figeant dans une position

attendue dont il leur sera souvent très compliqué de sortir. L'accès à l'éducation est bien un moyen de modifier les trajectoires socialo-scolaires, et d'imaginer de nouvelles bifurcations, mais la réalité est plus complexe et se construit dans des schèmes familiaux difficiles à fracturer. La communauté scolaire s'en émeut sans pour autant renoncer à faire évoluer la mentalité des familles. On nous confirme cette impasse dans laquelle se trouvent de nombreuses collégiennes pour poursuivre leur projet souvent réaliste et réalisable, mais dont l'enthousiasme peut être vite balayé par les parents, lorsque le projet est conditionné par la mobilité de leur enfant qui ne serait alors plus sous surveillance.

C'est encore sur un registre très critique que toutes les jeunes de 14 ans et plus vont se retrouver pour évoquer d'une seule voix, le sort peu enviable qui leur est réservé dans les quartiers QPV visités et leurs témoignages nous immergent véritablement au cœur de ce qu'est l'invisibilité sociale et des soubassements qui permettent d'en comprendre la construction. Ainsi, que vous ayez écrit une partie de votre histoire familiale dans le quartier ou que vous soyez arrivée là par le pur des hasards, vous éprouverez les mêmes désagréments d'être une fille à partir du moment où « vous avez des formes » : **« de la maternelle à la primaire ça allait et après quand on a commencé à avoir des formes, c'était plus possible. »**
(Jeune fille Mâcon)

Autrement dit, si le hasard de la naissance a fait de vous un être de sexe féminin, votre quotidien dans le quartier peut se modifier. Vous serez plus encline à subir les affres d'une violence d'humiliation, liées au fait même d'être de ce sexe. Cette appartenance sexuelle, peut plus qu'ailleurs, vous ostraciser, vous chosifier. Vous êtes alors porteuse d'un stigmatisme qui s'apparente à une handicapologie, c'est-à-dire à un handicap qui ne porte pas de nom, qui n'est pas reconnu, mais qui fait de vous, quoi que vous fassiez un être différent prédéterminé, qui sera traité différemment de l'autre sexe. Votre vie de jeune fille qui parcourait le quartier et jouait au ballon risque alors de se complexifier et votre univers social de se modifier. Vous allez alors désertier petit à petit le quartier sans pour autant le quitter, surtout là où il y a des hommes, en privilégiant votre « chez soi » et l'extérieur pour vous assurer de rester anonyme :

« Moi je ne sors pas ici. Si je veux sortir, je vais ailleurs même pour marcher j'ai déjà été embêtée par les jeunes du quartier vers le centre commercial. On sent les jeunes, on sent les regards qui vous regardent et qui vous suivent. » (Jeune fille Chalon)

« Très clairement, si il y a un groupe de garçons dans le quartier, je passe pas. »

Pour cette jeune syrienne de 19 ans qui a connu les douleurs de l'exil : **« c'est triste, nous dit-elle. C'est pas normal de vivre comme ça. On dirait que c'est les garçons qui dirigent tout. Franchement y a trop de problèmes avec les garçons ici ; Y te regardent, y te lancent des mots. Je me vois pas rester dans ce quartier. Ma petite sœur quand elle rentre à la maison, elle dit que des gros mots. Mes parents ne parlent pas le français, mais c'est très difficile d'être là. » (Jeune fille Chalon)**

Citons encore cette jeune fille de Torcy qui pointe à nouveau les usages restreints des déplacements dans l'espace public de leur quartier : **« Oui ! C'est sympa le quartier, c'est sympa, mais y des lieux, aux « barrières », on passe pas, il y a des hommes. Il y a rien là-bas, ils restent entre hommes, moi j'y passe en voiture seulement. Si tu as un vêtement voyant, y vous disent rentre chez toi, passe ta route. » « Oui c'est ça et on peut être sifflée.... ».**

Nous aurions pu poursuivre cette longue litanie des critiques massives que les jeunes filles adressent aux garçons parce qu'elle reflète dans une phraséologie duplicative l'existence d'espaces interdits dans tous les quartiers où **« on ne va pas »**. Loin de vouloir convaincre les plus sceptiques, nous nous contenterons de rappeler l'impact que le quartier peut avoir en imposant aux jeunes filles un comportement prévisible qui leur fait dire que : **« dans le quartier, on ne grandit pas comme les autres. Toutes celles qu'on est là, on a toutes galérées et on n'est pas à l'aise avec tout ça. » (Jeune fille Mâcon)**

Il est difficile de comprendre, sans s'indigner, l'attitude de rejet des garçons avec lesquels les jeunes filles ont pu jouer lorsqu'ils étaient petits ; comme il est

difficile d'accepter sans regimber, le fait que ces relations ont pu au fil du temps se (dé)substantialiser pour devenir aux yeux des garçons des individus anonymes et transparents, des ombres insignifiantes que les garçons regardent à distance. Elles savent par ailleurs qu'elles ne sont jamais à l'abri de nouvelles épreuves de stigmatisation lorsque qu'elles décident de rester sur le quartier ou à proximité de celui-ci. Elles prennent en effet le risque d'être épiées en restant sous le regard croisé d'autres membres de la communauté qui vont « les juger » en alimentant la rumeur et les ragots qui constituent une plaie ouverte dans les quartiers : **« Les mamans, y se connaissent toutes et si tu causes avec un garçon, on va dire elle respecte pas la religion... » (Jeune fille Mâcon)**

Au moins, nous dit cette collégienne de Mâcon **« au collège on a plus de liberté quand on est pas sous le regard des parents... »**

Ce sentiment d'intranquilité des filles s'est répandu, n'épargnant aucun quartier : **« Même d'aller au lac à côté, c'est compliqué, car il est occupé par les hommes et si on nous voit, ça fait des rumeurs... »** Et puis d'ajouter : **« les garçons étaient là avant nous, c'est leur territoire et il y a des règles. Si je vais habillée comme ça, on va me dire, rentre chez toi, remballe tes affaires et rentre chez toi. » (Jeune Fille Torcy)**

L'indignation des jeunes filles s'exprime unanimement dans un mélange de colère et de fatalisme : **« Pour les garçons, ici, c'est leur quartier et y font ce qu'ils veulent. Ils respectent rien »**. Nullement impressionnées, elles disent qu'elles ont pu débattre au conseil citoyen (d'Autun) de leur quartier, de l'asocialité des garçons :

« On parle de tout ça au conseil citoyen, mais rien ne change et pourtant c'est bien à eux de changer. »

« Même les garçons plus vieux disent que les plus jeunes ne respectent pas les gens, et même pas les personnes âgées. »

On comprend aisément que le traitement différencié des garçons qui font l'objet d'attention particulière ne passe pas. Leur conduite est souvent inadmissible et pourtant, ils sont traités de la meilleure des façons. Les responsables locaux ont pu leur accorder des locaux pour eux (dont certains ont fermé), bien entendu inaccessibles aux filles qui ne comprennent pas ce traitement particulier et encore moins les arguments avancés pour rejeter leur demande d'un lieu identique, mais pour elles :

« On ne passe jamais devant le lieu où sont les garçons. Ils ont un lieu à eux et nous rien. Ils ont peur que les jeunes foutent le bordel. Nous avons demandé quelque chose, mais rien n'a été fait. Ils ont peur des conflits entre nous (rires). » (Jeune fille Autun)

D'une manière générale, si les plus jeunes filles peuvent toujours circuler dans l'espace public, cette relation se compliquera nécessairement avec les filles plus âgées. Les empêchements sont rédhibitoires lorsqu'ils concernent des lieux physiques érigés en quasi-zone de non-droit correspondant à des conquêtes de territoires inexpugnables, occupés en permanence par de jeunes adultes. Il est quasiment impossible pour ces dernières de passer devant ces espaces que sont les « bars » exclusivement réservés aux hommes ou encore les entrées « des centres commerciaux » ou parfois certaines entrées d'immeuble « squattés » par les jeunes hommes.

C'est un sentiment de malaise dominant et de gêne persistante qui envahit la grande majorité des filles (comme des femmes d'ailleurs) exposées à ces expériences que l'on peut généraliser. Les jeunes filles ressentent comme leurs aînées le regard des hommes qui les suit en permanence jusqu'à ce qu'elles disparaissent. Elles ont ce sentiment pour reprendre leur expression d'être « scannées », c'est-à-dire déshabillées, jugées quand elles ne sont pas interpellées ou sifflées. Elles déploient alors des stratégies de contournement en allant faire leurs courses, soit en voiture pour celles qui ont le permis, soit en évitant soigneusement de parcourir l'espace concerné aux heures où les hommes se retrouvent. Le cas échéant, ce sont les plus jeunes qui risquent le moins qui sont envoyées dans les magasins de proximité.

Cette résignation se vérifie dans tous les quartiers visités ; elle relève d'une invisibilité intériorisée qui les conduit à se mettre à distance :

« Je n'ai pas le droit, je ne m'autorise pas à passer devant leur local par exemple. On me dit depuis que je suis toute petite que je ne peux pas passer devant. » (Jeune fille Autun)

« Moi quand je passe devant le local, c'est attention au terrain. Y a pas d'agression, mais un sentiment de malaise incompréhensible, car on a grandi ensemble. On était avec eux, on parlait, et tout a changé. » (Jeune fille Autun)

« Moi il y a des lieux où je vais pas et où je passe pas, que ce soit les centres commerciaux, certaines parties du quartier ou des lieux de passage à proximité du local occupé par les garçons. » (Jeune fille Chalon).

Lorsque nous faisons le constat qu'il y a des règles imposées qui seraient propres aux quartiers sociaux, elles rétorquent par une pirouette en disant : **« il y a celles qui se plient. On les laisse, parce qu'elles respectent la règle et les autres, elles sont montrées du doigt... »** Sa collègue insistera pour nous rappeler que l'inégalité dont les filles d'origine maghrébine est partout *sur le sol national*. **« En France, l'égalité je la vois à aucun moment.... Dans le quartier, c'est pareil. Il y a des règles, on passe pas devant les porches où il y a des garçons », mais elles pensent que c'est normal, et « même sans la religion ça serait pareil. » (Jeune fille Mâcon)**

Cette position irréductible, cette dichotomie entre « nous » et « eux » déjà signalée chez les adultes se retrouve la plupart du temps dans le rapport F/G, et il semble, malgré le changement de génération, difficilement réversible sur ce terrain d'étude. Une seule fois, nous entendrons une jeune fille expliquer son refus de se plier aux exigences des garçons parce qu'elle se savait protégée par son grand frère connu et respecté sur le quartier : **« Moi, je m'en fiche, je passe devant les garçons. Je n'ai pas trop de soucis avec eux. Je suis surprotégée parce que mes frères sont connus. » (Jeune fille Autun)**

1-5 Une liberté confisquée

Il existe incontestablement un rapport de domination marqué des garçons sur les filles. En nous appuyant sur le sociologue Pierre Bourdieu, on peut donner un éclairage sur ce qui se joue, dans cette mise à distance obscure des relations garçons/filles. La domination masculine s'exerce sous des formes de schèmes de perception et d'action qui correspondent à nos différentes façons de regarder et d'agir que nous appliquons inconsciemment. Cette domination masculine s'est construite à partir d'habitus incorporés qui sont des dispositions que l'on accorde spontanément à l'homme et qui s'imposent à l'autre sexe, comme par magie, en dehors de toute contrainte physique, en même temps que se construit son identité sociale et personnelle, qui va s'imposer et qui ne serait que le résultat d'inculcation⁶⁰.

Ainsi, cette domination symbolique qui s'initie sur le corps de l'autre différent conduit naturellement au refoulement quasi systématique des jeunes filles qui tentent d'en expliquer spontanément les raisons :

« Si on va vers eux, on se fait refouler » « On a grandi comme ça et pour nous c'est normal. » (Jeune fille Mâcon)

« En fait, on pourrait passer devant les garçons, mais ça donnerait une mauvaise image. C'est comme ça. C'est dans ma tête. C'est comme ça, j'ai été élevé comme ça. J'ai grandi comme ça et on m'a mis ça dans la tête. » (Jeune fille Mâcon)

Des liens peuvent être faits avec la religion musulmane qui entérinerait cette supériorité des hommes : **« Y a aussi beaucoup de femmes qui nous disent de pas aller voir les garçons, c'est aussi la religion ... » (Jeune fille Mâcon)**

« Les garçons musulmans nous jugent plus que les garçons non musulman ». « Une fille qui a un jean craqué, c'est une fille facile et quand on a un voile, ça veut dire que t'es prise. » (Jeune fille Mâcon)

« Avec les garçons qui n'ont pas la religion, insiste une autre adolescente, on peut se faire des câlins, un « smac », on se prend dans les

⁶⁰ BOURDIEU P., La domination masculine, Editions du Seuil, 1998.

bras dans une relation grave fusionnelle, avec les garçons musulmans, c'est pas possible... »

Mais la religion a bon dos s'irritent d'autres collégiennes en affirmant que les responsabilités sont aussi et plus globalement liées aussi à « ***la société française qui n'accorde pas une place égalitaire entre les H et le F (le viol est négligé, les salaires sont pas égaux, c'est vrai non !*** ». (Jeune fille Mâcon)

Les jeunes filles n'en sont pas moins d'accord pour évoquer le jugement qu'elles redoutent et s'indignent du traitement inégalitaire et systématique qu'elles subissent :

« Le matin, je me pose 290 000 questions, je vais être encore jugée, critiquée... » Difficile d'affirmer sa personnalité. Quand tu parles, je suis analysée et jugée quand je passe devant les garçons. » (Jeune fille Macon)

« Un garçon qui enlève son tee-shirt, ça choque pas, mais une fille qui s'habille de telle façon ça choque, c'est pas bien normal » s'agace sa camarade. (Jeune fille Macon)

D'autres élèves renchérissent en considérant que : « ***une jeune fille peut facilement être traitée de prostituée quand elle est habillée légèrement et on dit qu'elle est soumise quand elle porte le voile, que c'est une terroriste même, mais bon pas dans le quartier. Ici les femmes sont toutes voilées.*** » (Jeune fille Macon)

« Oui t'es une pute si tu t'habilles comme nous, mais c'est quoi l'équivalent pour un homme... » (Jeune fille Macon)

Pour éviter toute provocation, elles peuvent même aller parfois jusqu'à se (dé)féméniser pour éviter d'attirer le regard de l'autre. L'invisibilité relève alors d'une tactique pour se préserver de l'agressivité des garçons et gagner de l'autonomie :

« Quand je passe devant les garçons, je m'habille en mode garçon avec des gros pulls, je me sens plus à l'aise, alors que quand je vais en ville je m'habille en mode plus à l'aise. » (Jeune fille Mâcon)

1-7 L'invisibilité assumée

Dans cette cadrature du cercle, nos différentes narratrices n'ont pas trop envie de résister parce qu'elles ne se sentent pas ou peu soutenues dans leur demande d'un traitement plus égalitaire. L'invisibilité assumée devient alors un choix tactique puisqu'il est quasiment impossible de réunir ensemble des filles et des garçons dont les activités sur place ont semble-t-il été supprimées et les quelques exemples contraires que des animateurs de quartiers ont pu identifier, comme la présence de filles dans une salle de boxe ou dans un groupe de rap, ne sont pas significatifs pour pouvoir inverser la courbe de cette tendance.

Pour éviter de trop trainer dans l'espace public du quartier et ne pas se plier aux injonctions qui leur sont faites, les filles n'ont parfois pas d'autres choix que de se réfugier dans l'espace domestique, de contourner les lieux occupés par les garçons lorsqu'elles sortent, ou lorsqu'elles rentrent. Les marges de manœuvre des jeunes filles sur le quartier étant ténues, les adolescentes vont privilégier des sociabilités extérieures au quartier en s'invisibilisant. Elles peuvent alors se déjouer des règles, s'affranchir des interdits qui pourraient nuire à leur respectabilité. Elles vont rejoindre leurs copines, habillées comme elles le souhaitent pour faire du shopping, elles vont au cinéma et peuvent se mélanger à des garçons dans des lieux extérieurs où les barrières tombent et où les oripeaux que l'on attribue aux filles du quartier deviennent acceptables. C'est encore à l'extérieur qu'elles pourront être amenées à faire leur apprentissage affectif en cachette en évitant que ce petit ami soit de la cité ; il faudra toutefois qu'il leur ressemble, c'est-à-dire qu'il soit musulman.

« Je suis la seule fille de ma famille et je vois que c'est difficile de s'intégrer dans le quartier. On évite les garçons. Mes liens sont en dehors du quartier avec d'autres filles du quartier, les amies d'enfance. » (>Jeune fille Macon

« Moi, j'ai pas forcément peur, mais j'ai envie d'aller ailleurs. Je veux être dans un lieu où on ne peut pas être remarquée. » (Jeune fille Chalon)

« Moi, j'ai pas de problème, mais je ne traîne pas dans le quartier. Je vais au centre-ville. On se retrouve au centre-ville, mais pas ici. »

« On aimerait pouvoir marcher tranquille sans le regard des hommes. C'est tout ... » (Jeune fille Chalon)

« On n'est pas dans le quartier, on essaye de bouger. L'été, on y est un peu plus. Avant on sortait souvent, mais maintenant on évite. Cet été, c'était insupportable, c'était trop nul.... » (Jeune fille Autun)

« Il y a le centre social, mais on n'a plus envie de traîner dans le quartier. Avant en primaire, mais depuis qu'on est au collège, on va au cinéma, on n'est plus dans le quartier. J'étais grave ami avec les garçons au quartier, mais c'est fini » (Jeune fille Mâcon)

« Je ne traîne plus avec les gens qu'on la même religion que moi, je vais ailleurs. Je peux pas venir ici avec un autre garçon, sinon, je m' fais démolir. » (Jeune fille Mâcon)

La prévalence d'une invisibilité endogène des filles dans le quartier entre en contradiction avec toute forme d'égalité. Les filles en acceptent le principe non sans difficulté parce qu'il leur est difficile de faire autrement, car c'est de leur bonne attitude que dépend la bonne réputation des familles, alors on n'y traîne pas et on accepte de rentrer dans un processus sacrificiel au nom du « respect » que l'on doit à sa famille et à la communauté :

« On se promène un peu dans le quartier surtout quand y fait beau et on reste entre nous... »

« Il y a beaucoup de respect... on évite les garçons on a grandi comme ça, avant on vivait ensemble et quand on a eu des formes, c'était mort. Mon frère a frappé des garçons qui me regardaient. C'est dans tous les quartiers, c'est comme ça. »

« Mon frère y sait comment les hommes y pensent »

« Mon cousin, y m'a dit tu vas pas là-bas, y a des garçons ; C'est son groupe d'amis, ou y m'défonce. »

Le processus d'invisibilité sociale semble s'être naturalisé et les filles ne peuvent pas forcément s'appuyer sur leur famille pour modifier ce statu quo. Lucides, nos jeunes narratrices n'édulcorent pas le gouffre qui les sépare de leurs parents lorsque cette question du lien compliqué avec les garçons est abordée. Les mères justifient cette interdiction de circuler dans l'espace public du quartier au nom d'un principe de protection contre les risques.

Que nous disent majoritairement ces mères ?

« Moi en tant que mère, je préfère que ça soit comme ça, que les filles restent à la maison. »

Il est certes difficile de ne pas entendre cette nécessité des mères de protéger leurs filles comme l'affirme fièrement cette mère du quartier des Prés Saint Jean à Chalon : **« Les filles, on les voit pas traîner. Ma fille a 13 ans et dehors, je fais plus attention à elle. Elle est grande, mais je vais pas l'envoyer seule au centre commercial, alors qu'il y a trois ans en arrière, elle aurait pu aller seule. Quand les filles grandissent, elles font l'objet de regards. »**

« Toute relation avec un garçon sur le quartier est impossible, car ça peut créer des problèmes. » (Habitante Chalon)

Tout en considérant que l'invisibilité des filles n'est pas un problème sur le quartier car les filles peuvent **« sortir dans les quartiers, bien qu'il n'y a rien à y faire »**, les femmes du quartier finissent par considérer que la relation F/G devient problématique **« quand les filles grandissent, c'est normal, c'est pas pareil » et d'ajouter que « nous », les maghrébins, on a toujours une arrière-pensée quand on parle des relations F/G. c'est tout de suite un problème, c'est notre mentalité. » (Habitante Mâcon)**

Si nous ne pouvons pas contester que les jeunes filles (parce que ce sont des filles), sont indirectement montrées comme l'élément principal du problème, il est alors juste et naturel pour ces mères protectrices comme pour toutes les mères d'ailleurs de vouloir protéger leur fille, mais une autre raison sous-jacente, mais tout aussi fondamentale nécessite d'être mise à nu. Elle renvoie à l'impartialité des mères à l'égard des garçons qui les voient toujours sous une lumière favorable,

excluant, la plupart du temps, toute critique à leur rencontre qui viendrait contredire cette image idéalisée qui ne permet pas de lutter contre les injustices dont les jeunes filles peuvent être victimes. Le constat est récurrent ; il s'exerce indubitablement une pression sociale forte sur les filles dont on attend la discrétion et l'assignation à un rôle social conventionnel, mais fondamentalement important, parce qu'il engage parallèlement l'honneur des garçons que l'on ne doit pas froisser, afin de les préserver et sauvegarder la réputation de la famille.

Quelques femmes s'en indignent en considérant « **que les garçons sont un peu trop protégés par les parents, plus tolérants, mais il est pas sûr que ça les serve.** » (Habitantes Mâcon).

« **Les garçons, ils ont le droit de tout faire alors que les filles, on les voit pas. Elles sont mises de côté, elles ont plus leur place ajoute une autre maman. Il y a plus d'activités pour les garçons.** » (Habitante Chalon).

Difficile de ne pas donner du crédit à ces voix discordantes qui considèrent, même si c'est de façon très marginale que l'on se soucie davantage des garçons que des filles, à qui on est prêt à accorder quelques faveurs pour qu'ils puissent se retrouver, afin d'anesthésier l'ennui et border les risques de dérapage sur le quartier dont ils sont coutumiers. Et c'est bien le niveau de responsabilité des parents qui est engagé et les jeunes filles ne s'en cachent pas : « **Les parents sont responsables, y sont fautifs, même si nos mamans ont pas été toujours respectées par nos papas.** » (Jeune fille Torcy)

Nous ne saurions résoudre l'équation de ce traitement inégalitaire sans revenir sur la notion de « respect » qui irrigue le discours des femmes nées en France, mais issues de communautés étrangères ou nées à l'étranger pour justifier cet impératif d'invisibilité des filles. Les femmes adultes qui sont aussi des mères, se référant à la notion de respect, en se retranchant dans des habitus communautaires ou en puisant dans des pratiques « zombie » extirpées de communautés sérielles où les solidarités sont moins présentes à l'image des communautés maghrébines dont les femmes de cette communauté considèrent que : « **La communauté, c'est pas solidaire chez les maghrébins. Chez les turcs, oui !** ». (Femmes Mâcon, Torcy ...)

La communauté maghrébine ressemblerait davantage à des « petites sociétés de compatriotes⁶¹ » où s’entretiendraient des liens de régulations qui leur permettent d’entretenir des contacts et de se rattacher à leur pays. Cette parenthèse refermée, nous considérons que les différentes postures de femmes vis-à-vis des jeunes filles n’en sont pas moins la source de positions tranchées qui marquent un point de rupture intergénérationnel et culturel probable parce que les modes de vie des jeunes filles de la cité (et cela vaut pour les garçons), sont proches des autres jeunes filles par leurs pratiques consommatoires, par les signes ostentatoires qu’elles affichent, comme par leur envie de se réaliser personnellement et professionnellement en jouissant plus largement de leur soif de liberté. Les parents entendent les aspirations de leurs filles, sans pour autant les accepter facilement, alors que les garçons semblent épargnés.

Dit autrement, derrière la bienveillance des mères à vouloir protéger leur fille se cache en creux une position sous-tendue par la persistance de germes résistants d’un patriarcat ancré, fondé sur le genre, à partir d’une conception binaire et hiérarchisée qui structure l’ordre des choses et qui justifie l’attente de comportements attendus chez les filles et la liberté donnée aux jeunes hommes de se conduire comme ils l’entendent. Au cœur de ce constat, « le respect » et toujours le « respect » en écho à ce que nous disent les jeunes filles :

« Il y a un respect à avoir envers les parents que les filles ne se montrent pas avec les garçons et si elle sort avec un garçon, elle sortira à l’extérieur. » (Habitante Mâcon)

« C’est du respect, c’est le reste d’une tradition particulière qu’on peut pas expliquer mais qui justifie qu’une jeune fille ne doive pas passer devant son frère lorsque celui-ci est avec un groupe de garçons. La jeune fille doit alors se détourner et passer plus loin, mais le contournement, c’est aussi un moyen d’éviter la drague pour ne pas être embêtée. » (Habitante Mâcon).

Que faut-il comprendre de cette notion étonnante de « respect » que nous avons relevée à plusieurs reprises chez les femmes comme chez les filles ? C’est

⁶¹ SAYAD A., *La double absence*, Edition du Seuil, 1999.

une notion ambiguë et contestable tant dans l'explication qu'en font les femmes que dans la compréhension qu'en ont les filles qui ne parviennent pas à en définir clairement le sens. Cette notion qui s'appuie sur des différences physiques et biologiques place les filles dans une position de subordination et d'infériorisation qui s'apparente nous semble-t-il, à un ordre moral univoque, dans la mesure où le respect est unilatéral puisque ce sont seulement les filles qui doivent le respect aux garçons, et le contraire est à peine évoqué. Il est pourtant difficile de trouver une explication sérieuse qui tendrait à prouver que les jeunes filles manquent de respect aux garçons par des attitudes méprisables. Le mystère autour de cette notion demeure, sauf à entériner les effets de domination des garçons sur les jeunes filles qui leur doivent (comme nous l'avons évoqué), obéissance et soumission. C'est pourquoi nous plaiderons plus facilement pour un renversement de perspective, en affirmant que le respect n'a de sens que s'il est fondé sur la réciprocité, qui suppose l'égale valeur morale de l'autre différent à qui l'on reconnaît son irréductible singularité. Nous sommes loin d'atteindre ce principe bafoué trop souvent par le comportement agonistique des garçons, et leur asocialité manifeste envers les filles, et nous pensons que derrière l'affirmation de principes culturels il y a surtout le besoin pour les garçons, de se faire respecter, là où ils peuvent encore l'être, dans leur quartier⁶².

Quelques voix minoritaires s'élèvent cependant dans ces micro-territoires en voulant croire que les choses commencent à évoluer favorablement pour les filles. Elles considèrent que :

**« Les filles peuvent plus facilement imposer leur choix, elles veulent moins être entretenues parce que les mentalités commencent à changer. »
(Femme Mâcon)**

« Il y a une amélioration des jeunes filles. Aujourd'hui c'est plus facile de se battre. Elles se laissent plus faire, c'est parce qu'on nous a interdit que nous sommes plus souples et que je donne plus de liberté à mes filles. », tout en reconnaissant « qu'il est difficile de s'imposer en tant que femmes ou filles

⁶² MAUGER G., « Disqualification sociale, chômage, précarité et montée des illégalismes », Regard sociologique numéro 21, 2000.

et que tout dépend des familles et des traditions. Avant la religion était moins présente. » (Femme Mâcon)

« Oui ! On voit un petit peu plus de filles, il y a un relâchement, mais rarement avec des garçons et on les voit pas traîner... » (Femme Montceau)

En acceptant la perdurance de principes culturels qui vont, au nom de la tradition, servir de substrat capable de contenir les relations garçons/filles dans le quartier. Tout pourra alors se justifier au nom de la valeur axiologique de la famille. On évoquera la complexité des relations garçons/filles liées à l'adolescence, pour affirmer la nécessité d'avoir des relations distanciées sur le quartier. Dès lors, l'invisibilité sociale contrainte des filles apparaît bien comme un enjeu des rapports entre les sexes quel que soit le quartier. Ces rapports genrés nous éclairent plus encore sur la conception hiérarchique et binaire du genre sur laquelle repose le patriarcat « qui dépouille les êtres humains de leurs compétences relationnelles et peut-être plus fondamentalement encore, corrompt notre capacité à réparer les ruptures et à lutter contre les injustices.⁶³ »

Les interdits que les femmes s'appliquent à elles-mêmes actent ce principe de l'(in)conciliation des espaces domestiques très largement investis par celles qui ne travaillent pas et l'espace public du quartier dont l'accès est conditionné ; et il serait illusoire de penser que ce principe de séparation soit remis en cause. En effet rien ne semble pouvoir faire barrage et s'opposer à cette situation surréaliste, comme s'il était impossible pour les femmes de s'insurger contre l'indélicatesse de comportements masculins car elles pensent par avance que toute tentative de réparation de cette injustice est vouée à l'échec.

Sans nier les quelques avancées incontestables qui se retrouvent cependant dans la réussite scolaire des filles (statiquement vérifiable), nous sommes obligés d'admettre qu'il est difficile de percevoir dans ces discours une avancée linéaire dans la réduction des inégalités de genre, mais au contraire de reconnaître la survivance de critères construits, qui participent d'une logique de reproduction sociale où les filles comme les femmes se trouvent renvoyées à des catégories

⁶³ GILLIGAN C., Pourquoi le patriarcat ? Editions Climats, 2019.

sociales marginalisées parce qu'elles sont les unes comme les autres en position d'outsiders. Une des manifestations de cette situation, et nous l'avons montré, est l'attitude de réserve des filles vis-à-vis des garçons qui est devenue vitale, où la distance sociale devient le « quant-à-soi » qui s'oppose au côtoiement. La distance sociale s'impose bien comme un nouveau type de relation sociale superficielle, éphémère et segmentaire entre les genres, qui permet de circuler au sein de monde différent et de supporter les risques de rejet auxquels les filles sont soumises quotidiennement. Cette réduction de la proximité spatiale pourrait être un frein à la convivialité et à la reconquête par les jeunes femmes d'une identité positive, mais cela reste à démontrer, si l'on suit le sociologue Max Weber qui nous mettait en garde au début du XXème siècle en nous rappelant qu'il existe « une tendance fondamentale non pas à resserrer les liens, mais plutôt à maintenir la plus grande distance possible en dépit (ou précisément à cause) de la proximité physique⁶⁴. » Dans la situation qui nous occupe, les filles tentent d'évoluer dans un réseau de relations limité, où l'on peut se croiser sans se regarder pour permettre, *in fine*, une forme de régulation sociale contestable.

2-2 Un avenir en pointillé !

Dans cet univers étriqué des quartiers où les filles doivent faire face à une pression sociale importante qui peut étouffer leurs désirs et faire taire leurs voix. Dans cet univers où les garçons (pour la plupart d'entre eux), rejettent les filles en se montrant dans l'incapacité quasi-totale d'exprimer leur sensibilité émotionnelle par leur empathie, par leur tendresse par crainte de perdre un statut associé à un certain nombre de privilèges, Comment les jeunes filles parviennent-elles à imaginer leur avenir ?

Certaines entendent bien mordre dedans, parce que l'avenir est à eux, même s'il est semé d'embûches dans la mesure où les mentalités intra familiales n'évoluent que lentement comme le pensent, toujours ces collégiennes :

⁶⁴ WEBER M., *Economie et société* 1, Editions Plon, 1971.

« J'ai pas peur de l'avenir. Vous m'auriez dit ça il y a deux ans j'aurais été plus perplexe, mais maintenant je sais où je vais et ce que je vais. Nos parentes et nos grands-parents ont du mal à entendre ces changements... »

« Moi aussi, j'ai pas peur de l'avenir. Je mors grave dedans. Je suis en 3ème et je sais qui je suis et où je veux aller, mais mes grands-parents y z'ont du mal avec notre génération, les anciens ont du mal à l'accepter qu'on soit différents... »

Pour les plus âgées, certaines ont fait la démonstration qu'il était possible de lutter contre l'adversité, mais les peurs sont toujours là et il est parfois compliqué de construire sa route seule sans le recours à un support :

« Nous, à la maison des familles, on vient voir Aline, c'est comme une grande sœur. On a des problèmes, on vient la voir ». « On a tellement eu de chocs dans nos vies qu'on est plus les mêmes personnes. »

« Moi, je suis bien dans ma vie, je suis aide-soignante... » « Moi je rêve d'être infirmière et de réussir ma vie personnelle car j'ai vécu trop de choses personnelles négatives. »

« Moi je voudrais bien changer, mais c'est compliqué.... »

« Moi je suis animatrice et je travaille avec les enfants. Il y a deux ans j'avais rien et j'ai eu le permis grâce à Aline et mon rêve, c'est d'être dessinatrice professionnelle. » (Jeune fille Torcy)

« Je suis sceptique sur l'avenir, ça me fait peur. Mon avenir je voudrais le vois bien, j'y pense tous les jours (...) Franchement si je vous raconte mon histoire, vous vous dites, comme elle a fait pour avancer ? Les histoires, c'était il y a dix ans, elles restent. » (Jeune fille Torcy)

Alors que la société tente de trouver dans la douleur un « arrangement des sexes⁶⁵ » en donnant des signes encourageants quant à la recherche d'une égalité plus grande entre les genres visant, non sans résistance, à dépasser les différences biologiques, cette lente évolution est freinée dans les quartiers sensibles. Dans cette société en minuscule incarnée par les quartiers, l'universalisation de la

⁶⁵ GOFFMAN E., L'arrangement des sexes, Editions La Dispute, 2002.

domination masculine est loin d'être défaite, mais il n'est pas impensable de penser que les digues qui enferment les quartiers finissent par se rompre dans un avenir proche car les jeunes générations de jeunes filles que nous avons rencontrées ont hâte que des changements interviennent à condition qu'on ne les lâche pas.

V. CONCLUSION ET PRECONISATIONS

Cette étude devait répondre à la question de « l'invisibilité des femmes et des filles dans l'espace public des quartiers ». Pour rappel, son déroulement a été contrarié dans sa deuxième phase par les conditions d'accès au public dont la raison essentielle tient d'une part à la pandémie qui a eu pour conséquence le confinement des populations toujours en situation de « décrochage » au moment où le travail de terrain se termine, et d'autre part à la difficulté accrue de les faire revenir dans les rares phases de ralentissement du virus. Toutefois ces contraintes sanitaires et la frilosité de quelques acteurs locaux ne sauraient masquer l'engagement et l'implication totale du plus grand nombre d'entre eux pour que la poursuite de cette étude puisse être menée à son terme,

Cette étude qualitative, loin de la quantophrénie des statistiques qui jouissent souvent d'une plus grande légitimité, a été menée dans ces cités refuges de Saône-et-Loire en risque d'anomie. Elle avait pour objectif de privilégier des expériences sensibles de la vie quotidienne pour rentrer dans la complexité de cette problématique de l'invisibilité sociale des femmes et des filles qui obéit à des niveaux d'explication différents, à partir du regard porté par une trilogie d'acteurs que sont les professionnels et les bénévoles, les femmes et les filles dont les discours seront rarement dissonants.

Après un diagnostic sans appel posé par les acteurs de terrain qui constatent une détérioration du climat social dans tous les quartiers et le désenchantement de populations passives qui semblent ne plus croire aux changements malgré l'attachement de nombreux habitants à leurs lieux de vie. Les différents acteurs insisteront tous sur la nécessité de maintenir les moyens existants pour ne pas aggraver la situation. Quant à la question centrale de l'invisibilité sociale, les acteurs s'étonnant de la question, avoueront leur perplexité concernant la population des femmes, tout en affirmant sans détour que l'invisibilité sociale des jeunes filles était une réalité incontestable.

En rencontrant les femmes des quartiers, nous avons pu tout d'abord montrer que leur invisibilité pouvait dépendre du rapport que l'on avait à son quartier et que cette invisibilité sociale dans l'espace public relevait davantage de la discontinuité, parce que la diversité de leurs activités les conduit nécessairement à des passages entre le dehors et le dedans. Pour autant, la pratique de l'espace public n'est pas totalement libre puisque les femmes (toutes origines confondues) organisent leur déplacement dans un espace légitime de mobilité limité dans la mesure où certains espaces leur sont interdits ou elles se les interdisent elles-mêmes à partir des représentations qu'elles s'en font.

Quant à l'invisibilité sociale des filles, nous avons montré qu'elle était problématique. Loin d'être un choix délibéré, l'invisibilité des filles s'est imposée comme une nécessité intériorisée en grandissant. Elles bénéficient d'un encadrement particulier (que l'on peut comprendre *a priori*), parce qu'en tant que fille, elles sont l'objet du désir qu'il faut refréner chez les garçons. En les protégeant, en les empêchant, en les surveillant, on évite sur le quartier tout risque de rapprochement avec des garçons, source potentielle de problèmes. Toutefois, ce qui est en jeu semble relever d'un rapport de domination, d'un ordre normatif au nom d'une tradition revigorée et du « respect » que l'on doit aux hommes. Mais ce système de valeurs qui peut se nourrir de la tradition est une façon d'affirmer une identité collective avec son cortège de règles différenciées dirigées avant tout contre les filles au nom de leur sécurité ontologique. Ces règles sont discutables, les jeunes filles rencontrées les admettent tout en les réprouvant. Nous avons pu montrer que l'enfermement dans ces règles pouvait être étouffant, d'autant que toute controverse paraît impossible sur les quartiers pourtant remplis d'affects, d'où la nécessité de nouer des sociabilités exogènes au quartier. Ambiguës vis-à-vis de leur quartier, les filles aiment autant leur quartier qu'elles peuvent le détester. Les conséquences fâcheuses qui découlent de cette situation peuvent les bloquer dans leur capacité à exprimer leurs désirs en les laissant parfois dans l'embarras pour envisager une vie sociale différente.

Nous ne pouvons que confirmer la réalité d'un phénomène social incontestable qui certes, dépasse les frontières du quartier, mais dont la portée dans

les quartiers aux aspects totalisants est beaucoup plus forte, car la stigmatisation des filles touche à des questions sensibles liées à un système de valeurs culturelles, différentialiste qui figent le rôle et la place attendue des filles, comme il fige le rôle des garçons dans un rapport inégalitaire, fondé sur une idéologie naturaliste. Cette idéologie est marquée toutefois par le déficit statutaire des hommes adultes qui pour certains d'entre eux, ont subi un réagencement de leur rôle social avec pour conséquence une perte d'autorité et une prise de « pouvoir » des garçons qui revendiquent ce statut supérieur, comparable à « une propriété sociale » qu'ils ne sont pas forcément disposés à négocier. La population des femmes et des filles, vulnérable dans sa grande majorité, a besoin que l'on s'occupe d'elle et il nous semble difficile qu'il puisse en être autrement compte tenu des problèmes qu'une partie d'entre elle concentre. Devant cette réalité jamais démentie par l'ensemble des acteurs, on ne peut qu'affirmer la nécessité de prendre en compte cette invisibilité sociale des filles très au sérieux d'autant qu'il est difficile d'imaginer qu'elle puisse se régler comme par magie.

Nous pourrions être tenté de relativiser les vulnérabilités des femmes et des filles en considérant qu'elles ne sont pas en général sans support. En effet, nous redirons avec Serge Paugam⁶⁶ qu'elles bénéficient majoritairement du lien de « filiation » et du « lien de participation élective » qui, dans leur situation particulière constituent le support essentiel pour lutter contre l'insécurité sociale dont peuvent souffrir certaines familles sur le fil, lorsque le « lien de participation organique » est compromis, parce que le travail salarié n'est plus pour tous le « grand intégrateur ». On est même en droit de se demander s'il n'est pas devenu, pour certains d'entre nous, une valeur en voie de disparition⁶⁷, d'où la nécessité de renforcer les sociabilités en vue d'améliorer la vie dans les quartiers, en ayant le souci d'agir pour

⁶⁶ PAUGAM S., *Le lien social*, Éditions PUF, coll. Que sais-je ? 2008, pp. 61-77.

Serge Paugam identifie quatre liens sociaux fondamentaux par lesquels l'individu tisse son appartenance au corps social. Il s'agit du « lien de filiation » construit à partir de la famille, du « lien de participation élective », c'est-à-dire des liens choisis entre les proches, du « lien de participation organique » lié au travail et à ses protections et enfin du « lien de citoyenneté »

⁶⁷ MEDA D., *Le travail, une valeur en voie de disparition*, Editions Alto/Aubier, 1995.

le bien commun, tout en donnant une place aux invisibles que sont les femmes et les jeunes filles.

Mutatis mutandis, ces supports restent insuffisants car ils ne répondent pas nécessairement aux demandes d'égalité et d'autonomie des femmes et des jeunes filles, pas plus qu'à leur demande altruiste d'apporter leur pierre à l'édifice pour tenter de reconstruire du commun.

Les quelques préconisations que nous présentons viennent prolonger ou compléter celles qui se dessinent au cours de l'analyse. Nous sommes conscients de ne pas être en capacité de savoir de quelles manières il est possible de sortir de cette situation bloquée depuis tant d'années et dont la crise sociale et économique structurelle est une des causes majeures. Cela étant dit, les préconisations s'appuient sur la création de socialité locale dans un monde multiethnique changeant, mobile où nos différentes narratrices sensibles à l'évolution de leur quartier, tous âges confondus pourraient être associées puisque les préconisations présentées se nourrissent largement de leurs demandes, de leurs engagements, de leur connaissance du quartier etc et non pas d'une lecture totalement désincarnée venant d'en haut et susceptible d'être mises en échec. Les femmes comme les filles représentent des îlots de résistance et elles peuvent contribuer à un mieux-être dans les quartiers en invalidant le paradigme crétois selon lequel les quartiers sociaux sont condamnés au désenchantement et à la déréliction. Mais les femmes comme les filles doivent être soutenues car elles souffrent d'un syndrome de l'impuissance acquise qui rend difficile toute projection, tout désir susceptible de favoriser une réappropriation de leur territoire et de sa possible valorisation.

Les préconisations envisagées sont complémentaires des autres actions foisonnantes menées sur les territoires. Elles peuvent, soit répondre à des demandes, soit relever de l'implication qui repose alors sur l'idée du « pouvoir d'agir » donné à des femmes et à des jeunes filles capables de produire de la valeur ajoutée à leur quartier. Ce qui suppose leur participation, (c'est bien ce que demandent nos différentes interlocutrices), dans une micro-société où les antagonismes, les conflits sont nombreux. Certes, la participation des habitantes des quartiers qui devrait agiter les débats reste le plus souvent une arlésienne, mais

il semble difficile d'imaginer une réappropriation plus importante de la vie de quartier et, par extension, de son espace public, si les « sans voix » du quartier incarnées par les femmes et les filles ne sont pas entendues et accompagnées dans leurs doléances. Nous n'ignorons pas toutes les difficultés que rencontrent ce principe de participation lorsqu'il s'agit de composer avec des entités vivantes où se mêlent des aspects de type communautaire et sociétaire et où se conjuguent des jeux complexes de proximité et de distance sociale. La participation n'est jamais simple car elle doit tenter de concilier l'inconciliable, de dépasser ce qui paraît indépassable. Mais cette prise en compte des « sans voix » est d'autant plus nécessaire que nombre d'actions de développement social local n'ont pas eu toujours les effets escomptés. Et c'est sans nul doute, parce qu'elles ne correspondaient pas nécessairement à la demande des habitants, qu'elles accoucheront trop souvent d'espoirs déçus comme le rappelle Jean Marie Delarue⁶⁸. Nous avons pu voir combien le non humain traité par les aménageurs (dont les réussites ne sont pas contestables) ne parvient pas toujours à changer la vie des gens si on ne prend pas en compte l'humain en le fécondant.

C'est la raison pour laquelle les préconisations s'inscrivent dans un projet de développement social intégré en prenant en compte des causes systémiques qui produisent des déséquilibres. Les diverses propositions peuvent produire des effets multiplicateurs susceptibles de renforcer un peu plus l'identification au quartier tout en pesant sur les quelques handicaps qu'il concentre pour tenter modestement de rendre un peu plus vivable ce qui semble invivable et contribue au désenchantement des femmes et des filles.

- **Le renouveau de la vie collective**

Nous proposons tout d'abord un premier registre de propositions portant l'organisation des temps de vie collective des quartiers (fêtes, animation de quartier) qui auraient besoin d'être relancé. L'objectif est de favoriser les liens

⁶⁸ DELARUE J M., *Banlieues en difficultés : la relégation*, Syros/Alternative, 1991.

intergénérationnels qui symbolisent le commun et l'appropriation de l'espace public des quartiers. Des fêtes de quartiers existent mais leur généralisation est attendue par les interviewées qui nous disent que globalement, il ne s'y passe plus grand-chose.

Dans ce même registre, il conviendrait de favoriser pour que les quartiers sortent de leur léthargie, de leur torpeur, le retour des services publics. C'est d'ailleurs, une attente très forte de plusieurs acteurs de revenir sur place et une demande très forte des femmes des quartiers. Il ne s'agit aucunement de renforcer l'assistance mais bien de faire en sorte que les quartiers concernés soient traités comme les autres quartiers des villes, car ces quartiers ont besoin de se sentir connectés avec le « tout », c'est-à-dire la ville. Ce retour des institutions pourrait être complété, lorsque c'est possible, par l'ouverture de magasins de proximité. Ces aménagements sont une des réponses possibles à la désertion de l'espace public et à son manque d'attractivité qui a pu favoriser la cristallisation des jeunes dans des lieux désertés. En redonnant vie aux quartiers, on favorisera inéluctablement les rencontres, les échanges inopinées, on créera les conditions d'une possible réappropriation de l'espace public.

Mais un quartier, c'est aussi un lieu de vie où l'on doit s'y sentir aussi bien que possible. C'est pourquoi redonner de la vie aux quartiers passe nécessairement par son embellissement pour renverser ce sentiment d'être toujours traité différemment. Ce besoin de transformation de certains quartiers qui saute aux yeux de l'observateur vient répondre à la demande des femmes et des jeunes filles qui considèrent que les habitants sur certains quartiers sont encore trop souvent des « laissés pour compte ». C'est un sentiment fortement intégré dans les têtes : « ***On n'est pas assez importants pour la société, nos parents y z'ont essayé, mais c'est pas le fait de poser une rose sur le quartier que ça va changer quelque chose.*** ». (Jeunes filles Mâcon)

Cette demande d'amélioration de l'environnement (là où elle fait défaut) est perçue par les jeunes filles comme une possibilité de renforcer l'attachement au quartier contre le détachement du plus grand nombre, quand le désespoir finit par accroître l'indifférence. Ce type d'action qui pourrait associer des jeunes filles et des

femmes dans un processus d'auto production peut apparaître comme une entreprise impossible à réaliser, mais il peut s'avérer payant, ne serait-ce que parce cette proposition légitime a pour seul objectif de rendre leur cadre de vie plus agréable. Il peut renforcer la solidarité, le respect des lieux et réhabiliter un espace public de libre circulation capable d'accueillir les différences.

Ces demandes d'amélioration, comme nous l'avons déjà suggéré, pourraient être suspendues à une participation qui devra dépasser le principe de la simple consultation en allant jusqu'à une logique de codécision. Si l'on retient l'idée d'un développement intégré, on n'oubliera pas d'y associer des représentants d'autres catégories de la population. Les jeunes filles l'ont compris ; même si l'argument développé est discutable, son principe n'en est pas moins understandable : **« Ça serait bien de demander aussi aux 3em garçons qui vont diriger demain le quartier, on devrait pour leur demander ce qui serait bien de faire... »**

Sur le quartier de la Chanaye à Mâcon, les jeunes filles insistent : **« on souhaite améliorer le quartier, le rendre plus agréable. Y a plus rien, pas de sécurité... »**. Elles demandent qu'ils soient mis en valeur et rejoignent le discours des femmes, car :

« Le quartier est mal traité, il faudrait le mettre en valeur, mettre des fleurs, des bancs, car il y a rien, pas de jeu pour les enfants ; il y a pas de sécurité... »

« Plus de jardin, plus décoré, plus de bancs, un terrain de foot et les garçons, ils le respecteraient plus, c'est sur et ils feront des snapchats pour montrer les points positifs, ils arrêtent pas de se comparer... »

« Le quartier, il faudrait le reprendre de fond en comble, il y a des rats dans le bas des immeubles. Y faudrait reprendre et là les garçons y font changer la règle. Le quartier sera plus populaire et on verra plus les mauvais côtés, car c'est eux qui dirigent les quartiers... »

Les femmes, mères de famille plaident aussi pour la création d'aires de jeux dans ce quartier, afin que les enfants puissent jouer en toute sécurité. Cette demande ne nous paraît pas insurmontable. L'extension d'aires de jeux est tout

aussi nécessaire pour s'adapter et répondre à l'évolution de la démographie de certains quartiers. Plus largement encore, l'installation de bancs prêt des immeubles, l'installation de poubelles ou encore le réaménagement de certains lieux comme les bords du lac à Torcy sont plébiscités.

- **L'implication des femmes.**

Un deuxième registre de proposition pourrait porter sur l'implication volontaire de femmes/tiers qui nous appellerons des « faiseuses d'intégration ». Ces femmes dynamiques que nous avons rencontrées sont en capacité d'accompagner d'autres femmes souvent isolées. Ces « faiseuses d'intégration » ont cette qualité essentielle « d'aller vers ». Ce sont des personnes reconnues, respectées, elles connaissent le quartier et elles y sont bien imbriquées. Elles ont pu connaître des épreuves de discrimination qui les ont rendues plus sensibles à ce que peuvent vivre d'autres femmes. Ces « faiseuses d'intégration » pourraient avoir pour « mission » de se rapprocher des femmes les plus isolées, les plus invisibles, qui ne sont pas toujours en capacité d'exprimer des demandes (barrière de la langue) afin de les aider à débloquer leur rapport à l'altérité. L'idée est que ces femmes/tiers volontaires puissent faire du lien, faciliter l'assimilation en accueillant d'autres femmes dans des espace hybrides au sein des structures existantes, par exemple les centres sociaux, les maisons de quartiers ou d'autres lieux. Ces espaces hybrides comparables à des antichambres d'intégration permettront aux femmes de venir échanger, se rassurer, évoquer leurs difficultés, afin de leur permettre dans un second temps de réduire leur rapport aux institutions et de bénéficier d'un accompagnement de professionnels en cas de nécessité. Nous insistons encore pour dire que ces femmes/tiers interviendraient à la marge des institutions bien que les actions menées s'apparentent à de l'action publique.

On se situe clairement dans « la sphère de l'amour » pour reprendre les catégories d'Axel Honneth⁶⁹ dans son ouvrage sur la lutte pour la reconnaissance.

⁶⁹ HONNETH A., *la lutte pour la reconnaissance*, Editions du Cerf, 2000.

En effet, ce travail de rapprochement, ce côte-à-côte proto communautaire est susceptible de favoriser un rapport de confiance réciproque de soi pour l'autre dans des quartiers où les relations sociales ne s'autorégulent plus aussi facilement, générant parfois des tensions avec de jeunes enfants. Ce travail d'entremetteuse qui nous paraît répondre à un besoin ne peut se substituer aux actions menées par les centres sociaux, les maisons de quartier ou les régies de quartiers qui font un travail remarquable et il appartiendra aux différents acteurs de dire si cet engagement des femmes « faiseuses d'intégration » peut être facilitant ou pas.

Par ailleurs et complémentaiement, de nombreuses femmes rencontrées dans cette étude semblent avoir les dispositions nécessaires pour devenir de véritables « ambassadrices du l'intérieur ». Elles peuvent devenir des relais efficaces pour diffuser de l'information auprès des familles sur les services que les villes concernées mettent à leur disposition et dont nombre de femmes, nous semblent-ils, n'ont pas forcément connaissance. L'objectif est d'informer et d'accompagner le cas échéant celles qui ont des besoins vers les lieux *ad hoc*. Les régies de quartiers et leurs médiatrices jouent d'une certaine manière ce rôle d'entremetteuse, mais elles nous disent néanmoins que leurs structures ne sont pas suffisamment nombreuses et qu'elles ne parviennent pas à toucher toutes les femmes, loin s'en faut.

- **Des ateliers de langue.**

Si l'on suit le discours des populations interrogées, il existerait au sein des quartiers concernés, des populations de femmes dont l'isolement est fortement lié à leur difficulté de communiquer car elles ne maîtrisent pas la langue. Dans ce troisième registre, nous préconisons la création de lieux d'apprentissage (atelier de langue française) nécessaires dans les quartiers, là où ils font défaut ou lorsque la demande est trop forte pour être absorbée. L'accès à la langue reste comme nous l'avons déjà signifié, un moyen de lutte contre l'isolement et une arme efficace pour accéder à une plus grande autonomie. La demande est générale.

- **Des activités et des lieux pour les jeunes filles.**

Un quatrième registre de propositions est centré sur les jeunes filles interrogées qui, pour les plus âgées d'entre elles, se sentent oubliées par les structures du quartier. En leur proposant des activités, il ne s'agit pas de normaliser leur mise à l'écart en appliquant une démarche de discrimination positive à leur rencontre, puisqu'on entérinerait *de facto* l'idée que l'on dénonce et selon laquelle la mixité entre les garçons et les filles est impossible à envisager. L'objectif est avant tout de montrer que l'on s'intéresse à leur sort en attendant que des initiatives pour des activités mixtes soient repensées avec les plus jeunes. L'enjeu est de taille et ce combat à mener pour plus d'égalité s'organisera sans doute sur le long terme tant la coupure entre les deux sexes (largement entretenue par les femmes) paraît abyssale. Les jeunes filles (14-19 ans environ) se disent prêtes à rester dans le quartier si des propositions leur sont faites (demande de local, activités sportives, activités manuelles, sorties culturelles, etc), à condition qu'elles ne soient pas mêlées aux garçons :

« Nous, on souhaiterait un local pour les filles, ce serait top. On ferait notre propre emploi du temps. On veut faire des activités entre filles, car les filles viendront pas si c'est mixte. » (Jeunes filles Autun, Chalon, Mâcon)

« Y a rien comme activité ici, seulement pour les enfants. Oui un local pour les filles, ce serait bien, même en dehors du quartier.» (Jeunes filles Autun, Chalon, Mâcon)

« Moi je n'ai pas d'envie d'activité sur le quartier, ou peut-être des activités, mais entre filles » (Jeunes filles Chalon, Mâcon)

Les craintes des jeunes filles ne sont pas anodines et elles ne peuvent être regardées que sous l'angle de passage compliqué de l'adolescence à l'adulte, puisque cette question de l'invisibilité sociale reste persistante. Cette condition *sine qua non* des jeunes filles à vouloir rester entre elles nous paraît rédhibitoire puisqu'aucun signe d'un renversement des rapports filles/garçons semble de nature à corriger cette inégalité : **« tu as grandi comme ça et tu peux pas changer les règles comme ça ».**

Le comportement des jeunes filles obéit à une prescription⁷⁰ qui renvoie à des attentes passant notamment par le respect des traditions plus ou moins fortes selon les familles. Des temps de rencontre à vocation pédagogique entre les femmes et les jeunes filles sur des thèmes tels que les rapports F/G, la contraception, l'égalité entre les sexes etc., sont sans doute de nature à favoriser un rapprochement entre les femmes et les filles et à lever des tensions liées à la confrontation entre deux mondes où s'affrontent la modernité des jeunes et la tradition culturelle des mères. Pour l'heure, les jeunes filles doivent s'adapter en permanence. A l'image de la « métis » chez les grecs, elles doivent faire preuve de prudence, de débrouillardise, et ruser en glissant d'un rôle à un autre, pour celles que nous avons rencontrées sans crainte de tomber dans la réclusion sociale qui les couperait du monde en les enfermant sur leur quartier parce qu'elles sont dotées d'une intelligence pratique.

Ces différentes propositions se nourrissent en partie de ce que nous ont dit les femmes et les filles et les professionnels de terrain. Elles relèvent du bon sens, mais elles n'en sont pas moins de nature politique notamment lorsqu'elles sont dirigées vers les jeunes filles, puisque ce sont les identités culturelles qui sont questionnées et qui viennent se confronter à une demande d'égalité des droits des filles et sans cette prise de position politique pour en valider son principe, il est difficile de penser que les effets des actions collectives en direction des filles seront efficaces ? La question reste en tout cas entière

Il nous semble qu'en portant une attention plus grande à leur demande, les jeunes filles parviendront peut-être à résoudre ce « double bind » qui les tire : d'une part leur difficile reconnaissance à l'extérieur et un besoin d'exister sans se sentir obligées d'apporter la preuve du « qui je suis », mais aussi un besoin de vivre normalement dans son quartier où l'égalité et la reconnaissance devraient être la norme.

⁷⁰ DURET P., ROUSSEL P., *Le corps et ses sociologies*, Editions Nathan, 2003.

BIBLIOGRAPHIE

- AUGE Marc., Non-lieux. Introduction à une anthropologie de la modernité, Editions Le seuil, Paris, 1992**
- SAYAD Abdelmalek, La double absence, Edition du Seuil, Paris, 1999.**
- BACHMAN Christian., LE GUENNEC Nicole., Violences urbaines. Ascension et chute des classes moyennes à travers cinquante ans de politiques de la ville, Editions Albin Michel, Paris,1996.**
- CORCUFF Philippe, ION Jacques., SINGLY De François., Politiques de l'individualismes (entre sociologie et philosophie), Editions Textuel, Paris 2005.**
- BAREL Yves., La société du vide, Éditions du Seuil, Paris, 1984.**
- BOURDIEU Pierre., La domination masculine, Editions du Seuil, Paris,1998.**
- BODY-GENDROT Sophie., et WITHOL DE WENDEN Catherine., Sortir des banlieues, Pour en finir avec la tyrannie des territoires, Editions Autrement, Paris, 2007.**
- DONZELOT Jacques., La ville à trois vitesses, Editions de la Villette, Paris, 2000.**
- DE GAULEJAC V., TABOATI LEONNETTI I., (dir.) La lutte des places, Editions EPI, coll. « Reconnaissances ». Paris, 1994.**
- DELARUE Jean Michel., Banlieues en difficultés : la relégation, Paris, Syros/Alternative, Paris 1991.**
- DUBEDOUT Hubert., Ensemble refaire la ville, Editions La documentation française, Paris, 1983**
- DURKHEIM E., Les règles de la méthode sociologique, Collection Quadrige, Paris, 2013.**
- BECKER Saul. Howard., Outsiders, Etude de sociologie de la déviance, Editions Métailié, Paris1985.**

- MARTUCCELLI Danilo., *La société singulariste*, Éditions Armand Colin, Paris, 2010.
- MARTUCCELLI D., *Grammaires de l'individu*, Éditions Gallimard, coll. « Folio/Essais », Paris, 2002.
- MAURIN E., *Le ghetto français, enquête sur le séparatisme social*, Editions du SEUIL, La République des Idées, Paris, 2004.
- MAUGER Gérard., « Disqualification sociale, chômage, précarité et montée des illégalismes », *Regard sociologique* numéro 21, Paris, 2000.
- NINACS A. William, *Empowerment et intervention, développement de la capacité d'agir et de la solidarité*, Les Presses Universitaires de Laval, 2008.
- OBLET Thierry., *Gouverner la ville. Les voies urbaines de la démocratie moderne*, Paris, 2005.
- PAUGAM Serge., *La disqualification sociale, essai sur la nouvelle pauvreté*, Editions PUF, Paris, 2009.
- PAUGAM Serge., *Le Salarié de la précarité. Les nouvelles formes de l'intégration professionnelle*, Collections PUF, Paris, 2000.
- PAUGAM Serge., *Vivre ensemble dans un monde incertain*, Edition de l'Aube, Paris, 2015.
- PAUGAM S., *Le lien social*, Éditions PUF, coll. Que sais-je ? Paris 2008.
- SCHNAPPER Dominique., *L'Épreuve du chômage*, Éditions Gallimard, Paris, (1981), 1994.
- SCHWARTZ Olivier., *le monde privé des ouvriers*, Editions PUF, Paris, 1990.
- TREPOS J Yves., « Incivilités citoyenneté et ordre public, in M Ségaud (sous la dir.), *espaces de vie, espaces d'architecture, recherches*, n°-64, Paris, PCA, « Ministère du logement, 1995.
- LAGRANGE Hughes., *De l'affrontement à l'esquive. Violences, délinquance et usages de drogues*, Editions Syros, Paris, 2001.
- VILLECHAISE Agnès., « La banlieue sans qualité. Absence d'identité collective dans les grands ensembles ». *Revue de sociologie*, numéro 38, Juin 1997.
- WEBER Max., *Economie et société 1*, Editions Plon, Paris, 1971.
- WIEVORKA Michel., *Une société fragmentée, Le multiculturalisme en débat*, Editions La découverte, Paris, 1996.

WIEVIORKA M., La France raciste, Editions du Seuil, Paris, 1991.

**Rapport FORS sur l'invisibilité sociale et expérience des travailleurs sociaux,
Juliette Baronnet, Philippe Lyet, Virginie Poujol, Michel Valle, 6 avril 2016.**

**Rapport « Etude santé et précarité dans le cadre de l'accès aux soins », ARS,
2019, Michel Valle, Aude Perreau, Vincent Chauvot.**

ANNEXE 1 :

Guide d'entretien des *Focus Groups* de professionnels sur l'invisibilité des femmes dans l'espace public

Le regard des professionnel(le)s

Après une présentation succincte de chacun des participants, nous préciserons les fonctionnements au sein des *Focus groups*, et nous procédons à une clarification des objectifs de travail, puis nous leur proposerons un certain nombre de questions semi-directives qui serviront de guide pour faciliter les échanges en les bordant.

1er thème porte sur l'image du quartier de sa réputation réelle ou supposée :

Est-ce que les quartiers vont mieux ou est-ce que leur situation s'est aggravée ?

Pourriez -vous nous parler des quartiers sur lesquels vous intervenez ?

Quel regard portez-vous sur son évolution en vous arrêtant sur les points positifs et les points négatifs du quartier ?

2em thème porte sur la place des femmes et des filles dans les quartiers QPV

Est-ce que la place des filles ou des femmes est problématique dans le quartier ? si oui ! comment l'expliquez-vous ? Si non ! pourquoi ?

Est-ce que la situation des femmes dans l'espace public s'est dégradée ? Si oui ! Sur quoi se fondent vos affirmations ? (Baisse de la fréquentation des structures, augmentation des femmes voilées, etc.)

Vous est-il possible de dater ces changements et avez-vous des éléments d'explication (est-ce par choix ? Par contrainte ? etc.)

Y a-t-il dans le quartier des actions proposées en direction des femmes et des jeunes filles ? Si oui ! Quels sont les objectifs poursuivis ? Si non ! pour quelles raisons ?

Que faudrait-il faire pour améliorer la situation dans les quartiers ?

Avez-vous quelque chose à ajouter ?

Guide d'entretien des *Focus Groups* sur l'invisibilité des femmes et des filles dans l'espace public

1- le regard sur le quartier

Depuis quand vivez-vous dans votre quartier ? (D'où venez-vous si il s'agit d'un parcours résidentiel ?)

Quelle image avez-vous de votre quartier ? (Leur demander comment elles s'y sentent ? ont-elles peurs ?)

Votre quartier a-t-il changé ces dernières années ? Si oui, quels sont les changements positifs ou négatifs que vous percevez ?

Est que vous préférez votre quartier à la ville ? Si oui pourquoi ? Si non ! Pourquoi ? Avez-vous le sentiment que votre quartier est intégré dans la ville ou est-ce qu'il est à part ? (Vérifiez l'importance ou non du poids de la communauté ?)

Y-a-t-il des endroits dans le quartier ou vous n'allez jamais ou très rarement ? Si oui pour quelles raisons ? Ou vous retrouvez-vous le plus souvent et à quelles occasions ?

Souhaitez-vous rester dans votre quartier ou au contraire le quitter ? Si oui Pourquoi ? Si non ! Pourquoi ? (Vérifier la réalité ou non de l'attachement au quartier)

2- les modes de sociabilité ?

Pour les jeunes filles

Vos parents vous laissent-ils sortir facilement dans le quartier ? Ou Dans la ville ? Si oui ! Vos parents vous posent-ils des conditions ? (En est-il de même d'après vous pour les garçons ?)

Avez-vous des contacts avec les garçons ou les filles de votre âge sur le quartier ? Si oui ! Comment cela se passe-t-il ? Que faites-vous ? de quoi parlez-vous ? Si non, pourquoi ? Est-ce que cela pose un problème (pour vous, pour votre famille que vous ayez des contacts avec les garçons de votre quartier ?

Pour les jeunes filles et les femmes

Avez-vous des relations avec les habitants du quartier ? Si oui à quelles occasions ?

Quels types de lien social ? (Amicaux, bonjour-bonsoir...)

Est-ce qu'il y a de la solidarité entre les habitants du quartier ? Pouvez-vous compter sur quelqu'un en cas de difficulté ? Si oui ! Avez-vous des exemples ? Si non ! comment l'expliquez-vous ?

Avez-vous des relations en dehors du quartier ? (réseau familial ou amical ?) Sont-elles régulières ? Et à quelles occasions ?

3- Pratiques sociales culturelles et sportives ?

Avez- vous des activités sur le quartier ? Si oui lesquelles ? (les citer) Si non ! Que souhaiteriez-vous faire pour vous ? (Activités manuelles, sportives, et simplement rencontrer d'autres femmes pour parler ?)

Préfèreriez-vous des activités entre femmes ou entre hommes et femmes

Privilégiez-vous des activités à l'extérieur du quartier ? Lesquelles et pour quelles raisons ? (les activités proposées sur le quartier ne correspondent pas à leur choix, besoin de sortir du quartier ? etc.)

Avez- vous déjà renoncé à faire des activités sur le quartier ? Pour quelles raisons ? (Ambiance, ouverture pas adaptée, manque d'activité etc.)

Avez-vous quelque chose à ajouter ?